

CAUSEUR

Surtout si vous n'êtes pas d'accord | mensuel

FRANÇOIS BAYROU
« NOUS NE SOMMES
PAS LOIN DE LA
RUPTURE »

RWANDA
L'ANCIEN
BRAS DROIT DE
KAGAMÉ ACCUSE

FOOTBALL
LE MONDIAL
VU PAR MICHÉA



65 MILLIONS DE PROVINCIAUX ?

LA FRANCE CONTRE PARIS

#15

WWW.CAUSEUR.FR
ISSN 1966-6055
N°15 | JUILLET-AOÛT 2014 (NOUVELLE SÉRIE)
Belg: 6.60€ | Lux: 6.60€ | Suisse: 9.90CHF | Canada: 9.60CAD | Maroc: 66 MAD | Dom surface: 6.60€

M 02252 - 15 - F: 5,90 € - RD



LA QUÊTE DE L'ESSENTIEL

Le Point

Références



BOUDDHA, ARISTOTE, SAINT IGNACE
PATANJALI, IBN ARABI, LAO TSEU

AUX ORIGINES DE LA MÉDITATION

LES TEXTES FONDAMENTAUX
COMMENTÉS

Avec Matthieu Ricard, Philippe Cornu, Ruedi Imbach, Antoine Lutz, Xavier Pavie...

JUILLET-AOÛT 2014

L 13819 - € 7,50



© 2014 Éditions du Seuil, Paris
Tous droits réservés. Toute réimpression sans autorisation est formellement interdite.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'éditorial d'Élisabeth Lévy

SARKOZY, L'INJUSTICIALE



Les gens sont méchants. Surtout les gens de droite. Ils voient le mal partout – sauf là où il se trouve, c'est-à-dire dans leur cerveau perturbé. Le pire de tous, c'est Nicolas Sarkozy. Figurez-vous qu'à l'issue d'une garde à vue de quinze heures, au terme de laquelle il a été mis en examen pour « corruption active, trafic d'influence et recel de violation du secret professionnel » – rien que ça ! –, il s'est dit victime d'un acharnement judiciaire : on se demande où il est allé chercher ça ! On regrette que les « deux dames », comme il les a drôlement appelées, aient finalement renoncé à l'accuser de violation du secret de l'instruction, ce qui aurait conféré une note hilarante à une affaire plutôt inquiétante. Elles ont dû réaliser que ce serait un peu gros, alors que ce ne sont pas seulement les pièces des dossiers d'instruction qui s'étalent à la « une » des journaux, mais aussi les PV des interrogatoires menés par la police, fréquemment révélés au public avant même d'être transmis aux juges. Quant aux journalistes qui faisaient le pied de grue devant le domicile de l'ancien président pour assister à son interpellation, ils ont certainement été avertis par une collective et soudaine intuition.

En réalité, le secret de l'instruction est sans cesse violé par ceux qui informent la presse, laquelle se rend donc coupable de recel desdites violations. Qui s'en plaindrait, dès lors qu'il s'agit d'informer le bon peuple sur les turpitudes des puissants ! Un esprit chichiteux pourrait, certes, objecter que, sans secret de l'instruction, il n'y a pas de présomption d'innocence et que, sans présomption d'innocence, il n'y a pas de justice (je sais, je l'ai déjà dit, mais ça ne s'arrange pas).

Le défilé des socialistes vertueux et indignés aurait aussi pu susciter un immense éclat de rire. À les entendre, que l'on ose mettre en cause une justice aussi irréprochable et indépendante que la nôtre, ce n'est pas encore le fascisme, mais la dictature n'est pas loin. « Il faut laisser la justice faire son travail », ont donc répété en boucle d'éminentes personnalités, y compris à droite où certains, comme Alain Juppé, ont pour le moins mesuré leur soutien à Nicolas Sarkozy – on n'ose imaginer que le maire de Bordeaux voie d'un bon œil les péripéties judiciaires qui pourraient le délivrer de son principal rival : peut-être est-il encore tétanisé par le souvenir de ses propres démêlés avec les juges. Il est certainement louable de laisser la justice faire son

travail. Sauf quand elle le fait mal. Et c'est bien ce qui fait peur : face à des magistrats ivres de leur pouvoir, nous sommes désarmés. Il faut une sacrée dose de mauvaise foi ou d'ignorance pour affirmer que Nicolas Sarkozy est un justiciable comme les autres. Est-il si fréquent de placer sur écoute l'un des principaux responsables de l'opposition, sur la foi de soupçons hasardeux – le présumé « financement libyen » – que rien n'est venu étayer à ce jour ? Et quand rien, dans les écoutes, ne confirme le délit présumé, est-il vraiment conforme aux principes de notre droit que le juge en cherche un autre, comme si son objectif n'était pas de sanctionner des fautes avérées, mais de faire tomber une tête ? Écoutez n'importe qui pendant plusieurs semaines, et je le fais pendre, aurait dit Talleyrand. En attendant, on a beau nous annoncer tous les quatre matins que cette fois-ci, Sarkozy est fichu, les multiples instructions en cours n'ont pas permis, à ce jour, de le renvoyer devant les tribunaux. Mais à force d'enfumer les Français, on finira peut-être par les convaincre qu'il y a un feu.

On me dira que les faits sont têtus, et que l'ancien président a bien cherché à s'informer sur le dossier Bettencourt. Quel crime impardonnable, en effet ! On n'imagine pas François Hollande chercher à savoir ce que la justice savait du compte de Cahuzac, non, ce n'est pas son genre... Oui, mais il y a le « trafic d'influence ». Je me demande quelle influence on peut trafiquer quand on n'est pas au pouvoir, mais passons. Il est possible que l'ex-président ou son avocat ait passé un coup de fil pour recommander un magistrat ami – sans succès d'ailleurs. Ce n'est pas très glorieux. Mais téléphoner à leurs copains pour recommander d'autres copains, c'est ce que font à longueur de journée les parangons de vertu qui sont supposés gouverner la France.

Qu'on ne se méprenne pas. Il y a d'excellentes raisons de combattre Nicolas Sarkozy. À condition qu'il s'agisse d'un combat à la loyale. Or, on a du mal à ne pas penser que l'ancien président est le seul qui puisse aujourd'hui troubler le duo avec Marine Le Pen dont rêve François Hollande, qui sait que c'est son unique chance d'être réélu. Nicolas Sarkozy n'est certes pas un ange. Mais si on parvient à lui interdire, par voie judiciaire, de briguer les suffrages des électeurs, les juges auront eu raison de l'État de droit. Il y aura alors d'excellentes raisons d'avoir peur de la justice de son pays.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Gil Mihaely

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION

Élisabeth Lévy

RÉDACTION EN CHEF

Daoud Boughezala, Marc Cohen, Jacques de Guillebon, Jérôme Leroy (pages culture).

RÉDACTION

François-Xavier Ajavon, Cyril Bennasar, David Desgouilles, Roland Jaccard, Guillaume Nicoulaud, Basile de Koch, Charlotte Liébert-Hellman, Bruno Maillé, Agnès Catherine Poirier, Luc Rosenzweig, Frédéric Rouvillois.

CORRECTION

Hugues Henique

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Cécile Michel

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

Samir Amghar, François Bayrou, Pascal Bories, Renaud Camus, Vincent Castagno, Paulina Dalmayer, Alain Finkielkraut, Jean-Luc Gréau, Félix Groin, Christophe Guilluy, Pierre Lamalattie, Louis Lanher, Patrick Mandon, André Markowicz, Jean-Claude Michéa, Françoise Morvan, Pierre Mothes, Patrick Poncet, Elisabeth Royer-Grimlat, Nicolas Routier, Théogène Rudasingwa, Slimane Zeghidour.

DIRECTION ARTISTIQUE

Aymeric Dutheil

ICONOGRAPHIE

Baptiste Descotes-Genon

MARKETING ET COMMERCIAL

Lionel Halfon (lionel@causeur.fr)
01 84 79 01 34

PUBLICITÉ

Martine Cohen (martine@causeur.fr)
06 88 55 10 37

DIFFUSION ET ABONNEMENT

Distribution : Presstalis

Gestion marketing des ventes :

BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha (oborscha@boconseilame.fr)
09 67 32 09 34

Abonnements et anciens numéros :

www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35 (du lundi au vendredi de
10h00 à 19h00) ou clients@causeur.fr

IMPRESSION

Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

IMAGE DE COUVERTURE

© Causeur

Causeur est édité par Causeur.fr

SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris

Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.

Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.

Commission paritaire : 0315 I 90295.

Enregistrement CNIL 1296122.

10, rue Michel-Chasles - 75012 Paris

01 84 79 01 34 / info@causeur.fr

www.causeur.fr

Sommaire n°15

Causeur, surtout si vous n'êtes pas d'accord | n°15 | juillet-août 2014

ÉDITORIAL | P.3

Sarkozy, l'injusticiable

ÉLISABETH LÉVY



ACTUALITÉS | P.6 À 41



P.30 | Algérie : rien devant, rien derrière

P.6 Brèves

P.8 Lettre ouverte de Théogène Rudasingwa, ancien bras droit de Kagamé

P.10 Le moi de Basile, LA CHRONIQUE DE BASILE DE KOCH

P.14 Welcome in Boboland, LOUIS LANHER

P.16 Pierrefitte, ils ont touché à leur pote !, CYRIL BENNASAR

P.19 Réponse à Guy Sitbon : « La colonisation, c'est ici et maintenant », RENAUD CAMUS

P.21 Anvers, vivre ensemble et chacun pour soi, DAOUD BOUGHEZALA

P.25 Samir Amghar, un salafisme à la française ?, DAOUD BOUGHEZALA

P.28 Euthanasie : le docteur Bonnemaïson jugé dans la dignité, PAULINA DALMAYER

P.30 Algérie : rien devant, rien derrière, JEAN-LUC GRÉAU

P.33 Slimane Zeghidour, France-Algérie : la balle et la bête, GIL MIHAELY

P.34 Jean-Claude Michéa : *Futebol d'arte contre futebol de resultados* ?, ÉLISABETH LÉVY, GIL MIHAELY

P.38 L'esprit de l'escalier, ALAIN FINKIELKRAUT

LE MOI DE BASILE



| P.10 |

L'ESPRIT DE L'ESCALIER



| P.38 |

SUJET LIBRE



| P.16 |



p.34 | *Futebol d'arte* contre *futebol de resultados* ?

p.46 | Nous ne sommes pas loin de la rupture

p.58 | 60 % d'exclus

DOSSIER | LA FRANCE CONTRE PARIS | P.43 À 74

- P.44** Paris contre le désir français, ÉLISABETH LÉVY
- P.46** Bayrou : « Nous ne sommes pas loin de la rupture », ÉLISABETH LÉVY ET GIL MIHAELY
- P.52** Régions : une carte contre l'identité, LUC ROSENZWEIG
- P.54** Du sud au nord, des néorégions à l'ouest !, JÉRÔME LEROY
- P.56** Le fédéralisme, c'est maintenant, PATRICK PONCET
- P.58** Christophe Guilluy : « 60 % d'exclus », GIL MIHAELY ET DAOUD BOUGHEZALA
- P.61** Toulouse : Airbus et cassoulet, NICOLAS ROUTIER
- P.64** Marseille : l'appel du large, GUILLAUME NICOLAUD
- P.66** Soir de match sur le Vieux-Port, PASCAL BORIES
- P.68** Le breton contre les Bretons, FRANÇOISE MORVAN ET ANDRÉ MARKOWICZ
- P.72** La haine de Paris ne s'est pas faite en un jour, FRÉDÉRIC ROUVILLOIS

CULTURE P. 75 À 98

- P.77** Art officiel, art mondialisé, tableaux d'une décomposition, ÉLISABETH LÉVY ET GIL MIHAELY
- P.78** Un ministère pavé de bonnes intentions, PIERRE LAMALATTIE
- P.82** Élisabeth Royer-Grimblat : « Paris n'est plus un marché actif ni réactif », CHARLOTTE LIÉBERT-HELLMAN
- P.84** Ni Jeff Koons, ni la place du Tertre !, PAULINA DALMAYER
- P.86** Pour une critique contemporaine, PIERRE LAMALATTIE
- P.90** Les spéculateurs ne font plus la loi, PIERRE MOTHES
- P.92** L'art du divertissement, PATRICK MANDON
- P.94** Le scandale des prêtres non pédophiles, VINCENT CASTAGNO
- P.96** Les carnets de Roland Jaccard
- P.98** L'été de tous les dangers ou de tous les délices ?, LA CHRONIQUE DE FÉLIX GROIN



LE MACHIN À REMONTER LE TEMPS

PAR FRANÇOIS-XAVIER AJAVON

LA BOLIVIE EST UN PAYS D'AMÉRIQUE DU SUD CONNU POUR SES LAMAS, SES COUPS D'ÉTAT, SES VIZCACHAS (LAPINS À LONGUE QUEUE) ET SES MUSICIENS EN PONCHO QUI TERRORISENT NOS ZONES PIÉTONNES AVEC LEURS FLÛTES DE PAN. C'est aussi le pays d'Evo Morales, chef charismatique de l'État bolivien, qui présente la particularité d'avoir été proche d'Hugo Chavez, footballeur et syndicaliste – c'est dire s'il a dû entendre des conneries dans sa vie...

Désormais, on connaîtra aussi la Bolivie pour son heure révolutionnaire. Chez nous, le changement d'heure est principalement source de contrariétés bisannuelles (grimper sur des escabeaux, retrouver le mode d'emploi du radio-réveil taiwanais, supporter les interviews télévisées de parents écolos qui imputent à l'heure d'été la cancritude de leurs marmots...) C'est très enquinant, mais on a fini par s'y habituer.

Du côté des Andes, les choses sont autrement plus sérieuses : changer d'heure veut dire changer d'ère : on a décidé d'y inverser le sens de rotation des aiguilles ! Désormais, sur la façade du Parlement, en plein cœur de La Paz, les badauds épatés peuvent admirer une horloge à



numérotation inversée dont les aiguilles tournent vers la gauche. Une mesure pleine de bon sens, expliquent les autorités : dans l'hémisphère Sud, le soleil tourne vers la gauche, les horloges doivent donc faire itou.

Si vous trouvez ça seulement absurde ou rigolo, c'est sans doute que vous n'êtes pas un *follower* de Marcelo Elio, président évomoraliste de la Chambre des députés : « *L'horloge inversée*, explique-t-il sur son compte Twitter, *signifie que pour nous, le Nord est le Sud.* » Et pour les indé-crotables mal-comprenants, il a précisé sa pensée dans un autre tweet : le but du jeu est bel et bien de « *mettre fin aux injustices au Nord par un nouvel ordre mondial qui naîtrait au Sud* ».

En résumé, la gauche est la droite, la vérité est le mensonge, le Nord est le Sud. Une philosophie trop géniale que devrait méditer notre gauche indigène, dont on dit trop souvent qu'elle est déboussolée.

PEUT-ON LIBÉRER LA PALESTINE DE SES TABOUS ?

PAR NICOLAS ROUTIER

PEUT-ON PARLER DE LA SHOAH DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES PALESTINIENS ? La mésaventure du professeur Mohammed Dajani, patron du département Études américaines de l'université d'Al-Qods, récemment contraint à la démission, permet d'en douter. Au printemps 2011, cet intellectuel pacifiste avait bravé un tenace tabou local en publiant dans le *Herald Tribune* un texte intitulé : « Pourquoi les Palestiniens devraient étudier l'Holocauste ». En mars, il a aggravé son cas en proposant d'organiser – hors temps scolaire et sans financement public – une visite d'étudiants palestiniens à Auschwitz.

Surprise, de très nombreux élèves se sont portés volontaires. Avant de subir toutes sortes de pressions. Résultat : la plupart changent d'avis, 27 persistant à vouloir en savoir un peu plus sur ce trou noir de leurs programmes scolaires.

Sans surprise cette fois, le retour est plutôt mouvementé pour le professeur Dajani qui, quelques semaines après, annonce au site *wasatia.info* qu'il a dû présenter sa démission : « *Il ne m'est plus possible d'assurer ma mission d'enseignant ni d'exercer mes fonctions académiques dans des conditions sereines.* » En termes moins feutrés, comprenez qu'il était dénoncé comme « traître » et « collabo » par les syndicats enseignants, et en prime contraint d'être sous protection rapprochée permanente, y compris pendant ses cours.

Cette démission, l'université aurait pu la refuser, ce qui selon Dajani aurait constitué un « *message clair et fort* » démontrant qu'elle « *soutient la liberté académique* ». Il n'en a rien été. Parler de l'Holocauste demeurera donc une activité déviante.

La question est donc posée aux Palestiniens, et à leurs autorités : libérer la Palestine, n'est-ce pas aussi la libérer des tabous, de la censure et de l'histoire officielle ? Quant aux Européens, il serait temps qu'ils se demandent s'il est bien raisonnable de subventionner par millions d'euros un négationnisme officiel.

LYON PAS DE SOCIAL, J'AI PISCINE

PAR LUC ROSENZWEIG

À PEINE RÉÉLU MAIRE DE LYON, LE SOCIALISTE TRÈS MODÉRÉ GÉRARD COLLOMB A FAIT VOTER PAR LE CONSEIL MUNICIPAL UNE AUGMENTATION DE 135 % DU PRIX D'ENTRÉE JOURNALIER AU CENTRE NAUTIQUE DU RHÔNE (CNR), QUI PASSE AINSI DE 3,40 À 8 EUROS. Cet établissement balnéaire situé sur le quai du grand fleuve, proche du centre-ville et de l'université, permet de faire trempette et de prendre des bains de soleil avec, devant les yeux, un panorama embrassant Fourvière, la colline qui prie, la Croix-Rousse, la colline qui travaille, et les quais de la rive droite ornés de bâtiments historiques. Un pur délice apprécié les jours de canicule dont la capitale des Gaules est régulièrement frappée pendant les mois d'été. En 2012, cette piscine, construite dans les années 1960, a fait l'objet d'une rénovation somptueuse la dotant d'équipements dignes des spas les plus modernes : bains bouillonnants, jets d'eau massants, toboggans vertigineux et autres accessoires de « *wellness* », comme on désigne aujourd'hui le fait de prendre son pied en milieu humide.

La raison avancée par les édiles pour justifier cette augmentation brutale des tarifs d'accès au CNR et son découplage d'avec le tarif unique jusque-là appliqué pour toutes les piscines de la ville est le caractère exceptionnel de ses équipements. Les opposants de gauche au maire de Lyon ont alors beau jeu de faire remarquer qu'avec un tel raisonnement, le tarif des abonnements à la bibliothèque municipale centrale, la deuxième de France après la BN, devrait être au moins dix fois plus cher que celui pratiqué dans les bibliothèques de quartier.

Ce qu'oublie de préciser les responsables lyonnais du PCF, initiateurs d'une pétition contre l'augmentation du prix d'entrée au CNR, c'est que l'on n'a pas constaté, à ce jour, à la bibliothèque municipale centrale, d'afflux de jeunes gens venus des quartiers réputés « difficiles » de la ville et de sa périphérie immédiate. Ils se rendent, certes, en masse en fin de semaine dans le quartier de La Part-Dieu où elle est située, mais passent devant sans même y jeter un regard avant de s'engouffrer dans le centre commercial géant qui la jouxte. Là, les frais de sécurité (caméras de surveillance et vigiles privés) sont assumés



par les commerçants exerçant leur activité dans ces lieux, et non par la collectivité.

En revanche, au cours de l'été 2013, première saison de fonctionnement du CNR rénové, la belle jeunesse masculine de Vaulx-en-Velin, Vénissieux et autres lieux ayant naguère défrayé la chronique des émeutes urbaines, a trouvé l'endroit fort à son goût. Ses membres y sont venus en masse, en oubliant d'ailleurs d'emmener leurs sœurs, qui ne doivent sans doute pas savoir nager...

Comme cette jeunesse est un peu turbulente, en conséquence, l'atmosphère de l'endroit n'était pas celle souhaitée par les autres usagers, familles avec enfants du centre-ville, étudiant(e)s venu(e)s faire quelques longueurs de bassin entre deux cours, retraités soucieux du maintien de leur forme. Les abords du bassin furent même, à plusieurs reprises, le théâtre d'affrontements entre des bandes rivales se disputant un territoire de drague...

Les plaintes affluant à la mairie, il fallait bien faire quelque chose, mais quoi ? Réserver la piscine aux seuls ressortissants de la ville de Lyon aurait puni les habitants des banlieues aisées, et compliqué le renouvellement du bail de Gérard Collomb à la tête de la métropole.

Un tarif à la durée, du genre de celui pratiqué dans certaines stations de ski, aurait été bon pour les cadres venus se détendre à l'heure de la pause-déjeuner, mais trop compliqué à mettre en œuvre dans un contexte social plus complexe, où l'on risquait des départs en masse et musclés de jeunes peu enclin à régler a posteriori leurs ébats nautiques. Alors, on trancha pour l'augmentation franche et massive du prix d'entrée, seul moyen de dissuader les indésirables de venir semer le souk.

Tout cela, bien entendu, dans une parfaite hypocrisie : personne, dans la majorité de gauche comme dans l'opposition de droite et d'extrême gauche, n'a parlé franchement des causes réelles de cette augmentation. La droite a voté contre, parce qu'elle est dans l'opposition, en approuvant *in petto*. Les Front de gauche et assimilés ont voté contre parce que c'est antisocial, et les Verts se sont abstenus, parce qu'ils n'étaient pas d'accord entre eux. Devinez qui va ramasser la mise !

LETTRE OUVERTE AUX JOURNALISTES
ET INTELLECTUELS FRANÇAIS

RWANDA FRANÇAIS, ON VOUS MENT !

PAR THÉOGÈNE RUDASINGWA,
ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU FPR

VINGT ANS APRÈS LE GÉNOCIDE QUI A COÛTÉ LA VIE À DES CENTAINES DE MILLIERS DE TUTSI ET DE HUTU MODÉRÉS AU RWANDA, L'HISTOIRE RÉÉCRITE PAR PAUL KAGAMÉ EST EN PASSE DE DEVENIR UNE VÉRITÉ OFFICIELLE POUR NOMBRE DE COMMENTATEURS FRANÇAIS. SELON LE RÉGIME RWANDAIS ET SES THURIFÉRAIRES FRANÇAIS, L'ATTENTAT DU 6 AVRIL 1994, AU COURS DUQUEL L'AVION QUI RAMENAIT À KIGALI LE PRÉSIDENT RWANDAIS JUVÉNAL HABYARIMANA ET SON HOMOLOGUE BURUNDAIS CYPRIEN NTARYAMIRA A ÉTÉ ABATTU, AURAIT ÉTÉ PERPÉTRÉ PAR DES EXTRÉMISTES HUTU QUI CHERCHAIENT À EMPÊCHER L'APPLICATION DES ACCORDS DE RÉCONCILIATION D'ARUSHA. CE QUI PERMET DE DÉSIGNER LA FRANCE, ALLIÉE DU GOUVERNEMENT DE L'ÉPOQUE, COMME COMPLICE, VOIRE COMME RESPONSABLE DU GÉNOCIDE. COMME À LEUR HABITUDE, NOMBRE DE MÉDIAS, TROP HEUREUX DE POUVOIR ALOURDIR LE DOSSIER D'UNE FRANCE CRIMINELLE EN PLUS D'ÊTRE COLONIALE, SE SONT RUÉS SUR CES ALLÉGATIONS. RONY BRAUMAN S'ÉTAIT DÉJÀ INSURGÉ, DANS NOS COLONNES, CONTRE CE RÉCIT MENSONGER QUI PERMET EN OUTRE D'EXONÉRER PAUL KAGAMÉ. DE NOMBREUX ÉLÉMENTS INDIQUENT EN EFFET QUE LE FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (FPR) ET KAGAMÉ SONT IMPLIQUÉS DANS L'ATTENTAT, DONC DANS LE DÉCLENCHEMENT DU GÉNOCIDE ; QUANT AUX CRIMES COMMIS DEPUIS PAR LE RÉGIME ACTUEL, ILS SONT AVÉRÉS. C'EST EN TOUT CAS LA CONVICTION DE THÉOGÈNE RUDASINGWA, ANCIEN BRAS DROIT DE PAUL KAGAMÉ, COMMANDANT DES FORCES ARMÉES DU FPR PENDANT LE FUNESTE PRINTEMPS DE 1994. CAR COMME LUI, NOUS PENSONS QUE LES VICTIMES ONT D'ABORD DROIT À LA VÉRITÉ.

EL ET GM

**L'ancien bras droit de Paul Kagamé
dénonce les crimes du régime rwandais.**

Je tiens tout d'abord à vous dire combien j'ai été touché par la ferveur avec laquelle vous avez commémoré le vingtième anniversaire du génocide et des massacres de 1994, ces temps d'horreur pendant lesquels des Rwandais tuaient des Rwandais...

Mais je tiens aussi à vous dire que je ne comprends pas pourquoi vous n'entendez pas ce que mes amis et moi disons sur l'attentat contre le président Habyarimana, sur l'histoire du Rwanda et sur la nature du régime de Paul Kagamé. Je ne comprends pas davantage vos silences sur le meurtre par strangulation, le 31 décembre 2013, de Patrick Karegeya, et sur la troisième tentative d'assassinat, à Johannesburg, du général Faustin Kayumba Nyamwasa. Même les amis américains de Paul Kagamé ont manifesté leur réprobation...

Je suis tutsi et il vous sera donc difficile de me traiter de révisionniste ou de négationniste, comme vous le faites de tous ceux qui ne partagent pas votre vision de la tragédie rwandaise – sans pour autant nier qu'il y ait eu génocide. J'ai longtemps été proche de Paul Kagamé, et même l'un de ses confidents, j'ai fondé avec lui le FPR, j'ai été l'un de ses proches collaborateurs entre 1990 et 1994, secrétaire général du FPR en 1994, j'ai été son directeur de cabinet, son ambassadeur aux États-Unis d'Amérique. Je crois donc disposer d'éléments objectifs et incontestables pour analyser les crimes perpétrés au Rwanda et dans les pays voisins. Je ne comprends donc pas pourquoi vous relayez sans aucun recul le récit construit par Paul Kagamé et ses thuriféraires.

D'abord l'attentat. « *Je m'en fous éperdument* », a répondu un jour Kagamé à un journaliste qui l'interrogeait sur le facteur déclenchant du génocide. En ce qui me concerne, je peux témoigner que Paul Kagamé m'a confié être le responsable des ordres donnés, de la mise en place du plan et de son exécution. Quel était son but ? Cet attentat

lui a permis d'accéder au pouvoir, en remportant la guerre civile et en rendant inapplicable l'accord de paix et de partage du pouvoir décidé à Arusha. En fin de compte, ayant conquis le pouvoir par la violence, exercée par et pour une minorité, Kagamé a dû baser sa légitimité sur la construction d'un récit imaginaire. Dans ce récit, ce sont des extrémistes hutu qui ont abattu l'avion du président Habyarimana afin d'avoir un prétexte pour commencer le génocide. Dans ce récit, la colonisation belge est le parent idéologique des divisions ethniques et de l'idéologie génocidaire. Dans ce récit, les Français ont aidé les Hutu à commettre le génocide, et la communauté internationale a abandonné le Rwanda.

Selon cette histoire pieuse, les Rwandais ne doivent le phénoménal redressement du Rwanda qu'au FPR et à son héroïque président. Pour faire triompher cette thèse, Paul Kagamé culpabilise et intimide les étrangers, en particulier en France. Un réseau complexe constitué de propagandistes locaux et de quelques Rwandais vend l'image et le récit d'un Kagamé seul héros et sauveur du Rwanda... Et le disculpe de toute responsabilité pour les crimes qu'il a commis et commet au Rwanda, en RDC et ailleurs... Consciemment ou non, vous, journalistes et intellectuels français, vous risquez d'être instrumentalisés.

Pourquoi vous acharnez-vous contre les politiques et les militaires de votre pays, qui est le seul au monde à avoir tenté d'arrêter l'enchaînement abominable du génocide et des massacres ? Accuser la France de « complicité de génocide » est tout simplement aberrant et contraire et à la vérité.

Il n'est pourtant pas compliqué d'avoir accès aux sources qui vous permettraient d'analyser lucidement la vraie nature du régime du FPR et de comprendre que Kagamé utilise la violence et la guerre comme instruments de politique intérieure et étrangère. À titre d'exemples : l'attentat contre l'avion du président Habyarimana ; l'assassinat des évêques rwandais et des prêtres en juin 1994 ; les massacres généralisés exécutés par le FPR en 1994, comme l'a décrit le Rapport Robert Gersony (UNHCR) ; les massacres de Kibeho (1995) ; les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et même de possibles actes de génocide contre les Hutu décrits dans le Rapport Mapping de l'ONU en 2010 ; les assassinats d'opposants politiques au Rwanda et à l'étranger, notamment de ceux qui disent la vérité sur l'attentat...

Les militaires constituent l'épine dorsale du gouvernement rwandais, les civils en son sein n'étant que des serviteurs technocratiques de l'armée. Et, à l'intérieur des institutions, Kagamé a créé une armée dans l'armée (Garde républicaine et Forces spéciales). Les militaires sont déployés à travers le monde, dans les ambassades. Ils exercent de nombreuses fonctions politiques au nom du FPR ; chargés de la mobilisation, ils doivent convaincre ou contraindre les leaders d'opinion à rejoindre et servir le FPR. Les officiers supérieurs contrôlent les fonctionnaires de l'administration locale, eux-mêmes nommés par le FPR. Les militaires organisent la fraude des élections au profit du FPR. Des officiers sont chargés d'assurer que les opposants au régime, où qu'ils soient, soient identifiés et supprimés. Faut-il le préciser, presque tous les officiers sont tutsi !



Les institutions officielles du gouvernement (Parlement, pouvoir judiciaire et exécutif) sont situées tout en bas de la structure de pouvoir au Rwanda. Les Hutu qui ont les faveurs du système sont surtout installés au sein du gouvernement formel. C'est-à-dire qu'ils ne sont que des technocrates mettant en œuvre les politiques des autres et dépourvus d'influence réelle. Le FPR s'assure que les principaux services gouvernementaux sont confiés à des Tutsi de toute confiance.

Ayant lu vos papiers, vos interventions, ayant connaissance de vos prises de parole, je sais que certains d'entre vous seront choqués par le portrait que je brosse aujourd'hui d'un homme que j'ai bien connu. Et pourtant, Kagamé s'est avéré être un tueur en série, un tueur de masse, n'éprouvant ni regrets ni remords pour les actes de violence commis directement par lui ou par d'autres agissant sur ses instructions. Il le dit publiquement : pour lui, ses adversaires doivent mourir.

Comment expliquer une telle dérive ? Kagamé est condamné à fuir son passé. Il s'est construit de toutes pièces une image d'homme frugal, incorruptible ; il est le héros militaire qui a arrêté le génocide. La préservation de cette fausse image est essentielle pour assurer la pérennité de son pouvoir. Aussi traque-t-il tous ceux qui détiennent des informations précises sur les assassinats, crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Ouganda, au Rwanda et en RDC. Kagamé redoute plus que tout d'avoir à répondre de son passé criminel. Voilà pourquoi il est déterminé à se maintenir au pouvoir à tout prix, y compris en assassinant les opposants politiques, surtout ceux qui le connaissent bien.

J'ai trop de respect pour la liberté de la presse et trop d'admiration pour la patrie de la Déclaration des droits de l'homme pour penser que vos positions actuelles sur le Rwanda sont irréversibles. Je sais qu'elles s'expliquent par votre compassion à l'égard des martyrs rwandais. Cela vous honore. C'est une émotion louable et respectable, qui vous inspire une attitude militante au nom du « Plus jamais ça ! ». Après ce que mon pays a enduré, je partage ce vœu. Mais je suis convaincu que la seule façon de le réaliser est d'établir la vérité. Même si elle gêne.

Dr. Theogène Rudasingwa
Washington, D.C.
ngombwa@gmail.com



14-18, 39-45, 3-0 ?

À l'heure où je mets sous presse, il est encore trop tôt pour savoir si la France a une chance de sortir victorieuse du Mondial. En revanche, au vu des anniversaires qui ont jalonné ce moi de juin (D-Day, attentat de Sarajevo), il semblerait bien qu'on ait gagné les deux dernières guerres mondiales. Toujours ça que les Boches n'auront pas !

PAR BASILE DE KOCH

LA GRANDE ÉVASION

JEUDI 5 JUIN | Pour assister aux commémorations du D-Day, Bernard Jordan, vétéran britannique de 89 ans, a fait le mur de sa maison de retraite médicalisée. Recherché par toutes les polices du Sussex, il sera finalement localisé le soir même en Normandie, sain et sauf, au milieu de ses camarades du Débarquement.

« J'ai passé un très bon moment ! J'y retournerai l'année prochaine, si je suis encore là... », a déclaré à son retour l'espiègle fugueur du quatrième âge. Une version aussitôt démentie par Mrs McDonald, directrice de l'établissement : « Il est fatigué, il doit reprendre des forces et rester au repos. » Tu parles ! Pour l'ancien officier de la Royal Air Force, qu'importe ses petits problèmes de santé actuels ; il aurait pu mourir là-bas à l'âge de 19 ans !

L'histoire a ému tout le monde, et c'est plutôt une bonne nouvelle ; dans ce monde globalement lobotomisé, chacun garde encore au fond de soi une vague idée de ce que peut être la liberté.

UN D-DAY PRESQUE PARFAIT

VENDREDI 6 JUIN | Outre le 70^e anniversaire du Débarquement, l'événement du jour, c'est la rencontre d'Obama, Poutine et Porochenko, le nouveau président d'Ukraine. Vont-ils se causer, s'ignorer ou se tomber dans les bras sous l'œil ravi de François ? L'affaire mobilise télé et radios, toutes alignées pour l'occasion



Bernard Jordan, le vétéran fugueur du D-Day

sur le modèle BFMTV : retenir le client à tout prix, quitte à meubler les temps morts par tous moyens.

L'exercice, on s'en doute, est plus périlleux encore à la radio. Faute d'image, impossible de laisser le moindre blanc à l'antenne ; sinon, les jeunes zappent et les vieux secouent leur transistor. Le moulin à paroles doit mouliner en permanence, au risque de s'em mêler les hélices.

Ainsi ai-je bien ri, malgré la solennité du moment, en allumant France Info dès mon réveil à 14 heures : « Pour assister à cette cérémonie, ils sont plus de 4000 chefs d'État et souverains à avoir fait le déplacement. » Incroyable ! Toute la galaxie est là, comme dans *Star Trek* !

Il faut dire que, pour l'envoyé spécial de la station, c'est vraiment

le Jour le plus long : il est à l'antenne depuis 7 heures du matin, apprend-on, et jusqu'au soir. Sans compter qu'il fait grand beau et qu'à cette heure-là, ça tape...

La suite du programme, je l'ai suivie d'un œil distrait sur France 2 pendant mon brunch traditionnel, puis en lisant mes émaux et la presse – qui d'ailleurs ne parlait que de ça.

Rien à dire sur la bande-son : que du bon, de Purcell à Phil Glass en passant par Mozart et Ginger Baker. Compliments aussi à la Patrouille de France et aux anciens combattants rebaptisés « vétérans », ce qui, pour le coup, est bien légitime. J'ai moins aimé le discours de Hollande, aussi convenu que compassé. Pour de telles circonstances, Aquilino lui manque déjà, à défaut de Guaino.

Mais le pire, à mes yeux, ce fut la chorégraphie, pataudemment pompeuse, outrancière jusque dans ses pudeurs et désincarnée comme un billet de 2 euros. Durant cet interminable ballet kitsch, c'était bon de voir Obama mâchouiller son chewing-gum d'un air désinvolte ! Je me suis senti moins seul.

JEAN-MARIE LI PING, TIGRE DE PAPIER !

SAMEDI 7 JUIN | Énième saillie du Pen, à propos des artistes qui refusent de se produire dans des municipalités FN : « *On fera une fournée la prochaine fois.* » Dans les médias, levée de boucliers machinale, suivie pour la première fois d'un « *décryptage* » de l'« affaire ».

Mais d'abord, quelle affaire ? Depuis le temps, on devrait être habitué aux provocs de Jean-Marie. La seule nouveauté, c'est que désormais le vieux lion tourne en rond dans sa cage. Mortifié de n'avoir plus l'oreille de sa lionçonne, il pousse

des rugissements de plus en plus fréquents ; pas plus tard qu'il y a quinze jours, les amateurs avaient encore relevé sa boutade sur la surpopulation : « *Monseigneur Ebola peut régler ça en trois mois !* »

C'est justement ça qui mérite « *décryptage* », figurez-vous : le passage de témoin entre père et fille. Au terme d'un subtil raisonnement inductif, la presse est unanime pour l'affirmer : le Front national, c'était mieux avant !

Primo, Marine Le Pen n'a pas formellement « *condamné* » les propos de son père ; elle n'a fait que les qualifier de « *faute politique* », c'est-à-dire stratégique. Donc, entre eux, il n'y a pas de différence d'idées ; seulement de personnalités.

Jean-Marie, ce brave homme, ne voulait surtout pas accéder au pouvoir ! C'est même pour ça qu'il multipliait les jeux de mots laids dès qu'il s'en rapprochait... Bref, le FN de papa était totalement inoffensif, et Le Pen y veillait personnellement !

Marine, qu'on se le dise, est infiniment plus dangereuse. Non seulement elle aspire vraiment au pouvoir,

comme tout le monde, mais sous sa houlette, le FN connaît des succès jamais vus. Le vrai péril fasciste, c'est maintenant !

Moi, je veux bien tout ce qu'on veut. Mais si vraiment les médias autorisés savaient depuis toujours ce terrible secret, pourquoi on ne nous a rien dit ? Au lieu de ça, on nous a fait trembler pendant quarante ans devant un fauve de plastique, et c'est seulement maintenant qu'il faudrait commencer d'avoir peur ? Je ne suis pas sûr d'y arriver.

HOMMAGE ÉNERVANT

LUNDI 9 JUIN | Sortie de l'album-hommage-catastrophe *La Bande à Renaud*. Le pauvre ne méritait pas ça, surtout de son vivant ! Quatorze de ses titres revisités par quinze artistes, et pas n'importe lesquels. Pour reprendre les textes anars du « *chanteur énervant* » voici entre autres Carla Bruni, Nicola Sirkis, Raphaël et Bénabar... Et pourquoi pas Noah, Mika et Patrick Sébastien ?

Mais c'est Cœur de pirate qui décroche le pompon en s'attaquant à la plus belle chanson de Renaud, *Mistral gagnant*, qu'elle vide consciencieusement de son âme. Un petit chef-d'œuvre d'émotion délicate interprété par une limande-sole... Au secours !

De toute façon, comme dit le sage Bénabar, « *personne ne peut chanter les chansons de Renaud mieux que Renaud. Elles sont intimes* ». Mais alors, pourquoi vouloir faire moins bien à tout prix ? Parce que le prix est bon, justement, et l'affaire essentiellement commerciale.

Le pire, je l'apprends sous la plume du rock critique Charles Gautier dans « *Le Plus* » du *Nouvel Obs* : Renaud lui-même est complice ! « *Il a été actif sur ce projet, il a même choisi les interprètes* » et, selon l'un de ses musiciens, « *il est fou de joie* ».

« *Fou de joie* », vraiment, le mec qui déclarait récemment à *TV Magazine* : « *Je suis lessivé, je m'étirole. Ce putain d'ennui m'empêche d'écrire et le manque d'inspiration me fait flipper* » ?





► Gautier a une autre piste : « *Et si Renaud n'avait pas eu le choix ?* » C'est qu'il doit encore par contrat deux albums à Universal. Là, ça en fait déjà un ! Et pour peu que ça marche, boum : on balance un vol. 2, et le tour est joué !

Si c'est ça je comprends, à défaut de pouvoir approuver cette entreprise d'autosalopage. Simplement, pour ceux qui aiment vraiment l'ami Séchan et les albums de reprises, je conseillerais plutôt *Renaud chante Brassens*.

VALLS VISIONNAIRE

SAMEDI 14 JUIN | Manuel Valls : « *La gauche peut mourir !* »

On est bien d'accord.

LES PARAS AU CHAMP-DE-MARS !

SAMEDI 21 JUIN | Fête de la musique ! À titre exceptionnel, j'ai décidé d'aller voir ça au Champ-de-Mars. D'abord, figurez-vous, c'est à deux pas de notre futur ex-logement de la Ville de Paris à siège éjectable. (Ah, je n'ai pas fini de la regretter, cette « *luxueuse HLM avec vue imprenable sur la tour Eiffel* », comme disait *Libé* dans son langage d'agence immobilière véreuse.)

Mais ce qui m'a décidé en vrai, c'est le programme : « Les Armées fêtent la musique ». L'espace d'un soir, 200 musiciens de toutes armes ont délaissé leur répertoire traditionnel pour un « *walk on the civil side* » : variétés, pop et même rock ! Le tout accompagné d'un « *show laser* » sur la façade de l'École militaire, « *présentant ce haut lieu militaire parisien sous un angle différent* ». Alléchant, non ?

Six heures de spectacle en tout... mais c'est que j'ai une chronique à boucler, moi ! J'ai donc choisi la séquence binaire, celle que je préfère. En garant mon vélo, avant même d'apercevoir la scène, je suis déjà plongé dans une ambiance mili-mais-cool : « *Bonsoir ! Nous sommes l'orchestre des parachutistes de Toulouse !* » dit la voix du leader de ce rock band pas comme les autres... « *Et tout de suite, un petit medley des années 1980 !* »

Ici, pas de déguisements à la Shaka Ponk, le look est plutôt uniforme : nuque courte, chemise blanche à épaulettes et cravate noire sur pantalon beige. L'essentiel, c'est que musicalement, ils assurent, les bidasses.

Sur le plan visuel, la bombe explosera aux premiers riffs de *Hot Stuff*. Soudain, surgit sur scène une sous-off fatale qui nous balance une version épicée de la chanson des

Stones, à faire regretter la carrière des armes... Allez, il y a encore de la belle jeunesse !

FRANÇOIS CONTRE LA MAFIA

DIMANCHE 22 JUIN | En visite en Calabre, le pape condamne solennellement, devant 250 000 fidèles, la 'Ndrangheta, synonyme d'« *adoration du mal et de mépris du bien commun* ». « *Ne les laissez pas vous voler l'espoir, s'exclame-t-il. Les mafieux ne sont pas en communion avec Dieu ! Ils sont excommuniés !* »

Par un apparent paradoxe, trois mois plus tôt, François tenait, dans une homélie au Vatican, un tout autre discours. C'est qu'il s'adressait à la personnelement, paternellement, aux mafieux et à leur (éventuelle) conscience : « *Il n'est pas trop tard pour éviter l'enfer [...] Vous avez un papa et une maman ! Pensez à Dieu, pleurez un petit peu et convertissez-vous !* » C'est pas mignon, ça ?

L'Église du Christ condamne le péché, mais elle ne veut pas la mort du pécheur. La vie éternelle, c'est à la carte : on se juge soi-même, et il n'est jamais trop tard pour se repentir. Reste qu'on imagine mal, dans *Les Affranchis*, Joe Pesci, Ray Liotta et De Niro tombant soudain à genoux dans un sincère acte de contrition... C'est qu'ils n'ont pas vu la fin du film.

BASTIEN, L'HOMME DE RIO

MERCREDI 25 JUIN | Équateur-France (examen d'entrée en huitièmes.)

Depuis deux ou trois ans, par glissements progressifs, notre fils est devenu un fanatique de football. D'abord il y eut l'abonnement à BeinSport, puis un deuxième abonnement à Canal, rien que pour la chambre de Monsieur. Muni de ces deux *pass*, Bastien fait régulièrement profiter toute la maisonnée de ses cris de joie ou de dépit – sans parler de ses recommandations aux joueurs et admonestations aux arbitres.



◀ Les Affranchis.

Du coup, il m'a fallu apprendre quelques rudiments (théoriques, et même pratiques) de ce sport pour garder un sujet de conversation avec lui, en attendant qu'il vienne spontanément me questionner sur la place du *nonsense* dans ma *Weltanschauung*.

Bien sûr, l'obnubilisation footistique de mon fils n'a fait que s'aggraver avec la Coupe du monde ; ça, même moi je peux le comprendre. Autant l'intérêt du mercato globish entre clubs vendus et joueurs achetés m'échappe totalement, autant, dès que la France s'approche vaguement de la finale, je déroulé le drapeau !

Tel que vous me lisez, j'étais sur les Champs le soir de la victoire de 98, comme Fabrice à Austerlitz. Tout le monde était content et, sans aller jusqu'à reprendre en chœur « *Et ils sont où, les Brésiliens ?* », j'ai trouvé cet unanimité patriotique plaisante, quoique vaguement superficielle.

Bastien, c'est le contraire ! C'est ce sport qu'il aime d'abord avec, le cas échéant, une préférence pour la France, ou l'OL ou le PSG dans d'autres circonstances. Et si par

hypothèse les Bleus n'allaient pas jusqu'en finale, je gage qu'il aurait tôt fait de les oublier pour « *supporter* » un autre pays, le traître !

En attendant, depuis le début de la Coupe, c'est un bon patriote : à chaque match où la France est engagée, il va le voir avec ses amis dans un bar spécialisé du quartier, pour profiter de l'ambiance. Il a bien raison ; chez nous, ces soirs-là, c'est plutôt calme. Entre deux buts historiques, aimablement signalés avant le *replay* par les hurlements des voisins, chacun vaque à ses occupations. Frigide téléphone à son ordinateur, Constance regarde *Devious Maids*, et moi je vous écris... Qui perd son temps ?

Ce mercredi donc, avant que Bastien n'aille au troquet avec ses potes, je lui demande son analyse de la situation ; je la lui fais même répéter, le temps de noter en attendant de comprendre : « *L'équipe de France ne peut être éliminée ce soir que si elle perd par 4 buts d'écart face à l'Équateur, et que dans le même temps, la Suisse bat le Honduras par 5 buts d'écart.* »

Sur le coup, je suis bluffé : mon fils n'a jamais aussi bien parlé ! Mais c'est aussi la première fois qu'il lit un quotidien et, question culture, *L'Équipe* vaut bien *Le Monde*.

Si j'ai bien compris, sauf catastrophe, les Bleus ne risquent pas grand-chose ce soir. Analyse confirmée par les commentaires a posteriori des futoologues d'iTélé ; d'après eux, c'est même cette absence de pression qui explique que nos gars ne se soient pas donnés à fond. (Vous avez vu comme je progresse vite ?)

Bien entendu, je n'ai pas manqué d'interviewer mon fils dès son retour du Moka :

- « *Alors, 0-0 contre l'Équateur, tu en dis quoi ?*

- *L'important, c'est qu'on soit qualifiés, et premiers du groupe...*

- *Pas de regrets quand même ?*

- *Oh si ! On a eu des tas d'occasions de la mettre au fond, mais on n'a pas réussi à concrétiser... »*

Bien sûr, je n'ai rien dit à Frigide.

MAUVAIS ANNIVERSAIRE !

SAMEDI 28 JUIN (1914) | Assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône austro-hongrois et premier mort de la Première Guerre mondiale.

14-18 ? Une effroyable et absurde guerre civile européenne, qui se soldera par la sortie de l'Histoire de notre Vieux Continent. L'ami Zemmour l'a lui-même écrit ; ça ne l'empêche pas, dans une récente chronique du *Fig Mag*, d'emboucher la trompette patriotique pour rendre hommage à « *ces millions d'hommes qui ont accepté le sacrifice suprême [...] pour défendre leur civilisation, leur art de vivre, celui que leur avaient légué leurs ancêtres.* »

Si c'était ça le but, c'est raté, et Éric le sait aussi bien que moi. Sans la « Grande Guerre », pas de bolchévisme, de fascisme, de nazisme ni de Seconde Guerre mondiale, comme son nom l'indique. La nostalgie a des limites.



LA BÊTE IMMONDE, ON LIKE PAS!

Située à 130,54 m au-dessus du niveau de la mer, la butte Montmartre est le point culminant de la capitale. À ces altitudes, l'oxygène se raréfie et la pensée politique des habitants vire à la douce euphorie. Notre

envoyé spécial permanent Louis Lanher vous convie régulièrement à prendre de la hauteur dans cet environnement stratosphérique où le prix du mètre carré est indexé à la hausse sur celui des œufs Bénédicte en terrasse. Bienvenue à Boboland, où l'on observe le commun des Français à la longue-vue.

PAR LOUIS LANHER

26 MAI 2014. LE FN PREMIER PARTI DE FRANCE : LA DÉMOCRATIE EN COPEAUX DE PARMESAN.

Il y eut l'Appel du 18 juin à Londres, il y aura le « Sursaut du 26 mai » au restaurant Chez Marcel, 1 Villa Léandre, Paris 18^e. 25 % des suffrages pour le Front national aux élections européennes, c'est plus encore que la TVA sociale sur l'escalope milanaise paillard de veau panée. La digestion de mon ami Romain, réalisateur pour une agence de presse, s'annonce particulièrement pénible. Et cela n'a rien à voir avec l'acidité du Moët Imperial demi-sec qu'il s'est enfilé tout le week-end à Deauville.

– « Ça se boit comme du petit-lait, avec des glaçons en piscine, mais là, j'ai vraiment plus soif... »

Romain a dessoulé d'un coup en allumant BFMTV hier soir. Il était 21h 24, et c'était bien lui, l'abstentionniste républicain parti en week-end, qui était montré du doigt sur tous les plateaux télé. Mon ami se cherche des excuses.

– « Mais c'était déjà l'été là-bas, je ne pouvais pas faire autrement que de demander un late checkout au Royal ! »

– Pourquoi t'as pas fait une procuration ?

– À qui ? On était tous en Normandie ! »

Romain en est convaincu : si le vote par Internet était possible en 4G depuis les Mini-roadsters décapotées, le Bleu Marine se serait pris une sacrée claque au péage de Fontainebleau. Les soirs

d'élection, la maréchaussée serait bien inspirée d'ouvrir une file prioritaire pour les conducteurs europhiles et leurs véhicules de plus de 150 chevaux. Mais la maréchaussée vote déjà Front national, et le contrôle d'alcoolémie près de la centrale de Porcheville en est la preuve éclatante.

– « On a perdu plus de vingt minutes, le temps que Chloé souffle dans le ballon. Impossible d'arriver à temps pour voter. Comme par hasard ! »

– Elle avait bu ?

– Du thé. Heureusement qu'elle est enceinte ! »

Romain a très mal dormi cette nuit et sa crème de jour *effet booster lendemain de fête* est sans effet sur sa mine dévastée. Par sa faute, un bon quart de la France est à l'ennemi. Bien sûr, le sursaut républicain commence déjà à s'organiser. Benjamin Biolay a pris le maquis près du Bon Marché. Romain, lui, veut organiser un foyer de résistance du côté de Montmartre. Il faut frapper vite et fort. Grâce à l'arme fatale : son statut Facebook.

– « On partage des waffles sirop d'érable, fraises et chantilly maison ? »

– Pas le temps, Louis. De toute façon, j'ai la nausée aujourd'hui. Ça capte ici ? »

Romain dégage son smartphone pour rédiger son dégoût à la face du monde. Enfin, à la face de ses 757 amis Facebook. C'est déjà ça.

En découvrant son *fil d'actualité*, Romain doit bien reconnaître qu'il n'est pas le seul à avoir relu son *Que sais-je ? Jean Moulin* ce matin-là. Et

les meilleures indignations semblent déjà trustées. Comme dans un buffet à volonté du Club Med, prime aux premiers arrivants :

« Il faut se battre, éduquer, instruire, voter » (Léa, casteuse télé).

« Jean Ferrat : Ma France. On écoute et on médite. Avons-nous perdu la mémoire ? » (Hervé, régisseur cinéma).

« Les 7 étapes du deuil : choc, culpabilité, colère, méditation, dépression, reconstruction, acceptation » (Lætitia, comédienne).

« Ça fait combien de temps que j'avais pas chialé à une élection ? Douze ans, tiens » (Félix, journaliste, qui avoue enfin avoir voté pour Christiane Taubira en 2002).

« L'abstention me fait vomir » (Marie, productrice télé).

« Heu... Tu lui diras pas, à Marie, que je me suis abstenu, hein... »

T'inquiète Romain, j'ai aucune raison de te foutre au chômage.

Merci, Louis. »

Romain *like* tous ces statuts, avant de jaillir à son tour dans l'arène du Bien. Tout semble avoir déjà été écrit sur Facebook et pourtant, mon ami va s'apercevoir d'un manque : aucun parallèle n'a encore été établi entre Mussolini et Marine le Pen. Romain a les épaules suffisamment solides pour assumer l'audace de cette comparaison : « Pour la première fois en France, le sale parti fasciste est en tête, avec un écart assez prononcé. À l'aide ! Nous sommes désespérés » (Romain, réalisateur).

Je *like* à mon tour son statut. Même si j'estime que le *post* de Romain aurait mérité d'être un peu moins tiède :



◀ Manifestation anti-FN (Paris, 29 mai 2014)

« Pourquoi tu ne parles pas aussi des camps de concentration ?

Ce serait obscène, non ?

Ce qui est obscène, c'est le FN à 25 % ! »

Va donc pour les camps de concentration. C'est moi qui m'en charge aussitôt, et je suis très largement *liké*. Comme ma photo de waffles sirop d'érable, fraises et chantilly maison, que j'ai pris soin de ne pas poster en même temps. J'ai du goût.

6 JUIN 2014. LA « FOURNÉE » DE JEAN-MARIE LE PEN : TOUS DERRIÈRE SA FILLE !

Enfin une bonne nouvelle : Jean-Marie Le Pen a dérapé ! Romain en oublierait presque notre solitude lors de la manif anti-FN postélections européennes. Bien sûr, nous n'avons plus l'âge de manifester, mais avec Romain, nous attachons beaucoup d'importance aux réunions de lycéennes. C'est notre façon à nous de parier sur l'avenir. Et puis c'est agréable de se sentir désiré ailleurs que dans les yeux d'une masseuse naturiste à 120 euros de

l'heure chez *Essence des sens*. En ce lundi de l'Ascension, particulièrement ensoleillé, les robes à fleurs étaient de sortie dans le défilé. Le langage jeune des banderoles (« Non au F'Haine », « What the fuck », « Tu nous casses les urnes ») nous attirait comme deux aimants vers ces êtres aimants, bons et généreux. Malheureusement, depuis, le front républicain contre le quart fasciste de France s'est essoufflé. C'est qu'il s'agit de passer son bac.

Alors que l'espoir d'une résistance organisée s'amenuisait, à peine huit jours plus tard : la bouffée d'oxygène, le coup de bol, la divine surprise ! La « *fournée* » de Jean-Marie Le Pen ! De quoi lever une armée contre la « bête immonde ». Nous sommes le 6 juin, c'est ça, le jour du Débarquement en Normandie. Il y a des signes qui ne trompent pas : à nous, Omaha Beach !

Les rêves les plus fous sont à nouveau permis : et si Marine Le Pen appelait, elle aussi, à « enfourner » Yannick Noah et Patrick Bruel, mais surtout Patrick Bruel ? Et si on annulait le baccalauréat pour organiser des grandes manifs avec ce que le pays compte de jeunes militantes court vêtues ?

Au café Francœur, 129 rue Caulaincourt, Paris 18^e, des régiments entiers se mettent déjà en ordre de bataille derrière des rangées de *mojititos*. Normal, nous sommes à moins de 10 mètres de la Femis, l'École supérieure des métiers de l'image et du son. Un vivier d'enfants CSP+ qui ont grave le temps de manifester pendant que le commun des étudiants est trop occupé à décrocher un job d'été pour essayer de remplir son salon.

En terrasse, Romain récupère quelques 06 pour organiser le cortège républicain qui, tel la lave d'un volcan, descendra depuis les remparts du Sacré-Cœur pour inonder le pays. Zoé, Juliette, Clarisse et Joséphine sont même parfaitement disposées à venir confectionner les banderoles dans son salon.

– « *J'ai des feutres et des ciseaux chez moi !* », précisera Romain, impatient de créer un lien de confiance avec ses jeunes recrues pourtant déjà conquises. C'est vrai qu'il est séduisant, déguisé en jeune avec son après-shampooing *effet saut du lit* et ses Converse roses.

Pendant quarante-huit heures, Romain déclinera « *No pasarán* » dans toutes les langues au Stabilo Boss. Pendant quarante-huit heures, il sera le général Patton du 3^e bataillon de Montmartre, en érection comme un char Leclerc jaillissant des tranchées. Avec Zoé, Juliette, Clarisse et Joséphine, ce sera à la vie à la mort jusqu'à la place de la Bastille.

Pendant quarante-huit heures seulement. Parce que dès le 8 juin, la cabane tombe sur le chien. L'insupportable se produit : sourde à l'épanouissement sexuel de mon ami, Marine Le Pen vient de condamner les propos de son père. Pire, elle le met tricard sur le site du Front national et parle d'une « *faute politique* ». Un peu plus, et elle apportait le dernier coup de feutre aux banderoles de Romain. Impensable, inacceptable : l'axe du Mal s'est effrité ! Aussi effroyable que cela puisse paraître, le fascisme est *nuancé*. Romain est orphelin de ses combats gagnés d'avance. Et sa prochaine banderole est toute trouvée : « Rendez-nous Le Pen ! »



Il y a des gens comme ça : Cyril Bennasar n'est d'accord avec personne, même pas avec lui-même.

PIERREFITTE ILS ONT TOUCHÉ À LEUR POTE !

PAR CYRIL BENNASAR

Comme individu viscéralement attaché aux valeurs de l'Occident, il est bien évident que le lynchage me révulse. Mais le dégoût n'empêche pas le constat : quand on a éliminé de son quartier la police, la justice, l'État, et les ethnies non conformes, il ne reste plus rien sauf la barbarie.

Notre président a déclaré sans le moindre « heu... », à propos du lynchage d'un jeune voleur rom par une dizaine de jeunes en colère de la cité des Poètes : « *Ce crime est innommable et injustifiable.* » Voyons-nous une page de notre histoire se tourner sur la culture de l'excuse ? Les agresseurs seraient traités comme des Français à part entière de responsabilité ? Ni le racisme, ni les jeux vidéo, ni le chômage, ni la télé, ni les provocations de la police, ni l'exclusion, ni la décrépitude de l'habitat ne sauraient cette fois-ci rendre justice à ces jeunes dont les comportements indignent jusqu'au sommet de l'État. Y aurait-il du progrès à la tête des progressistes ? On peut l'espérer, même si quelques-uns définitivement-de-gauche rendent encore responsable la misère des pauvres. Le sociologue Éric Fassin accuse le président de la République Sarkozy et le ministre de l'Intérieur Valls d'avoir guidé les pas et armé les poings des agresseurs par leurs déclarations stigmatisantes sur les roms, Valérie Trierweiler dénonce le climat politique délétère, à Canal+

et France Inter on déplore l'ambiance médiatique nauséabonde qui autorise les opinions à faire un amalgame entre les vols et les voleurs. On prie le ciel de faire pleuvoir et de ne permettre à l'avenir que de bons sentiments et on en reste là.

Parce que la justice est indépendante, on ne demandera pas leurs explications aux juges qui ont relâché,

une fois ou dix fois de trop, un voleur bien et défavorablement connu des services de police, au moins autant que ses bourreaux, connus pour être dangereux et qui ne sont ni enfermés, ni repentis. Parce que les traités européens de libre circulation sont sacrés, on ne s'interrogera pas sur l'opportunité de laisser passer et de laisser faire des populations volontiers



Une famille rom dans le camp de Grigny (Essonne)



Incendie dans un camp de Roms
(Aubervilliers, 22 février 2013).

cleptomane. Parce que l'anti-racisme veille et musèle, on ne se demandera pas comment des cultures violentes deviennent dominantes dans certaines zones urbaines préoccupantes. On peut se demander pourtant comment on en est arrivé là et peut-être comment on peut en revenir.

Là où personne n'appellera la police

Arrivé en Union européenne avec ses 30 parents, Darius s'est vite fait une certaine idée de la France, généreuse patrie des droits de l'homme, et des Français qui toléraient, tant bien que mal – car la tolérance semblait être leur religion, mais les prêcheurs commençaient à fatiguer tout le monde – qu'on les vole personnellement et collectivement sans opposer de riposte dissuasive. Il est donc resté ou devenu, en arrivant sur notre sol, par le poids de sa culture, la force du destin, la faiblesse de notre justice et l'absence de nos frontières, un voleur. Aucune condamnation morale dans la culture de la famille ou du clan, aucune condamnation pénale du pays « d'accueil » n'ont freiné son

habitude de l'effraction et du chapardage. Bien sûr, il connut les convocations chez les gendarmes et peut-être un passage au tribunal assorti d'un rappel à la loi mais, jusque-là, il en était toujours sorti bien vivant. Parce que trop impuni, Darius s'est bientôt senti intouchable, invincible, insaisissable, libre comme celui qui observe les autres quand ils partent travailler, heureux comme un Rom au pays des lois Taubira, sur le continent où veille Viviane Reding.

Quand sa famille s'installa dans une maison vide devant la cité des Poètes, en banlieue de Pierrefitte-sur-Seine, l'adolescent continua de faire ce qu'il faisait encore le mieux, à la roulotte ou à domicile, à l'étalage ou dans les poches : voler. Il ignorait sans doute, comme un journaliste borgne du *Nouvel Obs*, que la Seine-Saint-Denis, c'est encore la France, mais que la République ne règne plus dans toutes ses banlieues. Aurait-il multirécidivé dans cette Zone (de sécurité prioritaire ?) s'il avait compris qu'il ne pourrait compter, en cas de pépin, ni sur la protection qu'offre le commissariat de police et l'État de droit, ni sur cette civilité

observée chez d'autres Français qui, ailleurs, se contentent d'aller porter plainte comme on va voter, sans grande conviction ni grands résultats. En réalité, aux abords d'une cité du « 9-3 », en plein quartier populaire et sensible, le pauvre Darius s'est cru très loin de son pays d'origine où, paraît-il, des paysans racistes chassent les romanichels à coups de fourches. Il s'est cru en France, dans la même douce France que celle traversée pour arriver en Seine-Saint-Denis. Même les reporters excusistes de Canal+ ou de France Inter, qui recrutent des « fixeurs » quand ils s'aventurent dans les cités, ne se trompent plus depuis longtemps. Cette erreur lui fut fatale.

À Pierrefitte, dans la cité, on comprend pourquoi cette affaire fait tant de bruit, mais on n'est pas inquiet. Si la loi du silence est respectée, et elle le sera sûrement car les jeunes recherchés ont agi dans l'intérêt général de leur bande ou de leur communauté, ils ne seront pas plus dénoncés que Karadzic ne le fut par le bon peuple serbe de Bosnie. Depuis la promesse de « Kärcher » faite par Sarkozy, on a compris, en banlieue, >

➤ ce qu'est une manœuvre électorale et on n'a plus peur du gendarme au pays où la justice se méfie de la prison : alors, les menaces ministérielles et les garanties de répression, on s'en « bat les couilles », comme on dit à la cité des Poètes. On a bien vu ce qui s'était passé dans les quartiers Nord de Marseille, en juin 2009, quand des riverains avaient mis le feu à un camp de Roms après les avoir chassés, ou encore près du Stade de France, en juillet 2013, quand, selon la police « une expédition punitive menée par une quinzaine d'individus de type africain et nord-africain, armés de barres de fer, de battes de base-ball et munis de casques » avait attaqué un campement, faisant un blessé grave. On avait surtout vu, de Saint-Denis à Marseille, que, malgré l'indignation générale, il ne s'était rien passé : les habitants étaient rentrés chez eux et les Roms avaient foutu le camp.

Ce n'était pas la première fois, dans cette cité ou dans d'autres, qu'on séquestrait et qu'on torturait dans une cave pour le « business », ou qu'on tabassait à dix, parfois pour se marrer, un malheureux qu'on laissait en sang sur le trottoir. Dix contre un, c'était une habitude, un truc de clan, de tribu, de famille, ça choquait les gens, ça provoquait la terreur et la fuite. Ça se savait et ces déchaînements de coups qui pouvaient tuer les uns rendaient les autres plus forts. Les flics disaient que ça ne se fait pas.

Parle pour toi et nique ta race ! C'est par la terreur et la violence qu'on se fait respecter et, pour obtenir le respect ou la soumission, il n'y a pas de limites. On était bien placé pour savoir que les voleurs ne s'arrêtent que quand on les arrête, pour de bon, pas après quelques heures au chaud en présence de leur avocat. Quand le Rom bien connu des services de police a dépassé les bornes, on n'allait pas faire les victimes comme « les Français ».

Les jeunes « poètes », comme le Rom tabassé, ne sont pas des déviants ou des marginaux en rupture avec leur milieu, mais des individus attachés à des cultures, des habitudes et des modes de vie hors-la-loi en France mais qu'aucune force républicaine ne vient contrarier. Aussi, quand des Français fiers de leur diversité, venus de pays où on lynche les voleurs de pommes, ont des ennuis avec un voleur de poules, il y a lynchage. Des Français qui ne s'intègrent plus, des Roms qui n'ont rien à faire là, des gens qui vivent en France loin de la République, de ses valeurs et de ses lois, qui volent et qui cognent comme on respire, voilà ce que le mélange explosif des immigrations incontrôlées et l'impuissance de la justice ont laissé dans la cité des Poètes et ailleurs. Mélenchon déplorait, en découvrant la position du Front national, que la question ethnique dépasse aujourd'hui la

question sociale. Tous les républicains aussi. Antiraciste jusqu'à l'absurde, la gauche s'obstine à refuser que l'on nomme ce que son peuple voit, à entraîner les Français dans son rêve de vivre-ensemble avec des voleurs et des assassins, et quand les plus lucides de ses représentants pleurent sur les conséquences de leur échec, ils continuent d'en chérir les causes. L'ouverture des frontières et des prisons, l'abandon des exigences d'intégration restent plus que jamais d'actualité. Aucun Français, de droite ou de gauche, de souche ou issu de l'immigration, n'a envie de vivre entre des « poètes » et des Roms. La gauche antiraciste et laxiste qui reste aveugle et sourde à cette inquiétude, à ce refus, à ce rejet, porte cette dérive vers la violence que le peuple redoute pour la France. Pour tous, élection après élection, elle devient l'accompagnatrice des communautarismes et des condamnés en milieu libre, elle incarne la promesse d'une jungle multiculturelle et garantit la paix en proposant des peines alternatives. Pour avoir perdu le bon sens, la gauche perd le peuple et sans lui, elle pourrait bien mourir. Sa mission était d'organiser une humanité pacifiée par un ordre juste, où la question sociale aurait ramené la question ethnique à un tendre folklore. Le ratage pourrait rester pour ses partisans, et pour longtemps, injustifiable.

Pour lire **CAUSEUR** chaque mois et accéder à tous nos anciens numéros,

ABONNEZ-VOUS !

FORMULE INTÉGRALE

Chaque mois, le magazine + l'accès aux archives en ligne.



1 an **62 €**
ou 5,30 €/mois*

FORMULE PAPIER

Chaque mois, le magazine livré chez vous.



1 an **52 €**
ou 4,50 €/mois*

FORMULE INTERNET

Le magazine et ses archives sur ordinateur, tablette ou mobile.



1 an **39 €**
ou 3,30 €/mois*

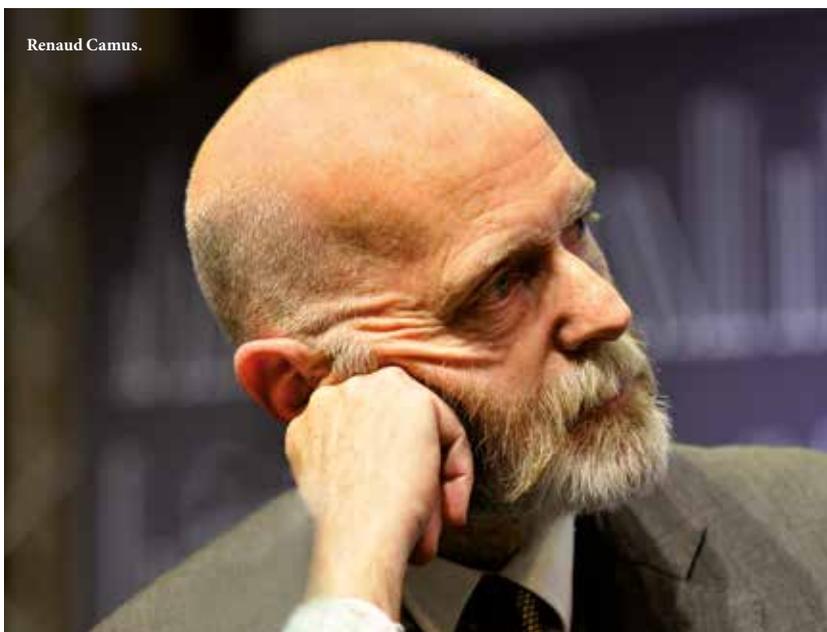
www.causeur.fr/abonnement

Paiement par chèque : rendez-vous dans l'encart au centre de votre magazine et renvoyez le formulaire et votre règlement à : Causeur abonnements, 32 rue du Faubourg-Poissonnière 75010 Paris. Chèque à l'ordre de Causeur.fr

*Abonnement à durée libre en prélèvement automatique mensuel par carte bancaire (base 12 mois). Souscription uniquement sur www.causeur.fr/abonnement

RÉPONSE À GUY SITBON : LA COLONISATION, C'EST ICI ET MAINTENANT

PAR RENAUD CAMUS



Chère Élisabeth Lévy,

Vous me proposez un « droit de réponse » à propos du texte de M. Guy Sitbon, « Lettre d'un remplaçant à Renaud Camus », paru dans le numéro 14 de *Causeur*. Votre offre généreuse prouve bien qu'il n'y a pas matière, car – dans mon expérience tout du moins –, lorsqu'il faudrait vraiment user d'un droit de réponse, les magazines se gardent bien de le proposer ; et même ils refusent qu'on l'exerce, si l'on en prend l'initiative.

Non, je n'ai rien à redire à l'amusante missive du remplaçant. Elle est courtoise, drôle, gentille (c'est un compliment dans mon esprit) ; un peu familière sans doute, mais c'est parfaitement conforme à l'idéologie du « sympa » et, *sympa*, elle l'est de bout en bout. Elle a le mérite justement d'exposer à nu les limites de cette vision du monde, qui sont qu'elle n'en voit rien, du monde ; que, plus exactement, elle en manque l'essentiel ;

que l'énormité de ce qui survient lui échappe, justement parce que c'est énorme ; et aussi, hélas, parce que c'est horrible. La réalité que décrit M. Sitbon est charmante, tout le monde a envie d'y croire. Elle n'a d'autre défaut que d'être fautive, fautive, fautive – et de l'être un peu plus tous les jours.

Vous avez choisi un remplaçant bien doux. Pourtant, tous ceux qui pensent comme moi – et, par chance pour moi, ils sont de plus en plus nombreux – n'ont qu'une réaction en lisant M. Sitbon décidément, c'est encore pis que ce qu'on croyait, cette affaire de Grand Remplacement. Il est urgent d'y mettre fin. Vivement la remigration !

De ce « concept »-là, je ne suis nullement l'inventeur, faut-il le dire ? Quant à la chose si elle survient, comme je l'espère, M. Sitbon n'y est nullement exposé, puisqu'il aime tant notre pays ; et pas non plus son ami Béchir, probablement, quoique

La remigration, que je souhaite tant, M. Sitbon n'y est nullement exposé, puisqu'il aime notre pays.

je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer sa prose à lui. Mais nous autres indigènes, nous sommes comme les ancêtres de Béchir – que voulez-vous, il y a tant en commun dans l'espèce humaine ! Nous n'en pouvons plus de la colonisation, nous non plus.

Et qu'elle soit comme ci ou comme ça – accomplie au moyen d'une armée ou de la submersion par le nombre, opérée par le truchement de zouaves ou par celui de la racaille, appuyée sur l'opulence du conquérant ou, plus subtilement, sur sa misère –, ces différentes formes possibles ne changent rien au fond, et n'ont d'autre effet, éventuellement, que d'abuser sur sa réalité les âmes tendres : mais c'est toujours la colonisation, si bien décrite par Fanon, Césaire et tant d'autres. Et celle que nous subissons, si elle ne compte pas parmi les plus immédiatement reconnaissables, ne figure pas non plus parmi les plus plaisantes, ni les plus constructives, ni surtout les plus civilisatrices, bien au contraire.

Désolé, ça ne peut plus durer – comme pour les aïeux de Béchir, l'heure de la révolte a sonné : c'est trop d'humiliations quotidiennes, trop de soumission requise et imposée, trop d'écrasement de la vérité, trop de répression contre les résistants, trop de deux poids deux mesures, trop d'abjectes collaborations, trop de défis permanents, trop de violences petites et grandes, trop d'argent jeté par les fenêtres et offert en tribut pour payer notre propre asservissement, trop de saccages de l'environnement, trop de territoires perdus, trop d'évacuations forcées, trop de transformations pour le pire de tout ce que nous avons connu, trop de destructions de tout ce que nous aimons, M. Sitbon et nous.



◀ De gauche à droite : Yasmine Kherbache, présidente du groupe socialiste au conseil communal d'Anvers ; Hicham El-Mzairh, ex-conseiller diversité de la ville d'Anvers ; André Gatman, président du groupe N-VA au conseil communal d'Anvers ; Raphaël Werner, président du Forum des organisations juives de Flandre.

ANVERS VIVRE ENSEMBLE ET CHACUN POUR SOI

La capitale de la Flandre héberge l'une des plus fortes communautés juives orthodoxes du monde, qui cohabite bon an mal an avec les enfants de l'immigration marocaine et turque. Dans cette ville dirigée par les nationalistes flamands du N-VA, on vit moins ensemble qu'on ne se développe séparément.

PAR DAUD BOUGHEZALA

Sous les lambris de l'hôtel de ville, les portraits du roi et de la reine prennent la poussière dans la semi-pénombre d'une arrière-salle. André Gantman explique cet exil symbolique avec le sourire : l'État fédéral belge n'a pas les faveurs de la majorité nationaliste qui gouverne Anvers depuis un an et demi. Tiré à quatre épingles, ce « *juif libéral* », président le groupe N-VA (Nouvelle Alliance flamande) au conseil communal, personnifie la mue du nationalisme flamand. Dans la rue musulmane, on fustige ces épousailles « *contre-nature* » entre la N-VA présidée par le bourgmestre d'Anvers, Bart De Wever, et les 20 000 juifs que compte la ville. Hicham El-Mzairh, militant socialiste, ancien conseiller « diversité » auprès du précédent maire d'Anvers, ne mâche pas ses mots : « *Un sentiment de peur mutuelle existe entre les deux communautés, alimenté par les extrêmes de chaque bord. Cela explique que l'électorat juif vote pour un parti [la N-VA] qui veut réhabiliter les Belges ayant collaboré pendant la Seconde Guerre mondiale.* »

Pas si simple : si certains attribuent le succès des nationalistes

à leurs critiques de l'immigration musulmane, d'autres préfèrent croire que c'est leur populisme fiscal qui a conquis la Flandre. Petit retour en arrière : en octobre 2012, Bart De Wever mettait fin à soixante-dix ans de socialisme municipal anversois en terrassant la majorité sortante ainsi que son rival flamingant Vlaams Belang, rétrogradé de 33 % à 10 % des suffrages. Habitué des provocations xénophobes, le leader du VB, Filip De Winter, a subi le même sort que son ami Jean-Marie Le Pen. Comme Nicolas Sarkozy en 2007, Bart De Wever a su siphonner l'extrême droite en maniant une rhétorique tant identitaire qu'économique¹. Ayant perdu 45 kilos avant le début de la campagne municipale, cet indépendantiste libéral voudrait bien mettre la Wallonie à la diète en réduisant les transferts d'argent public flamand dont elle bénéficie.

En attendant, les Anversois n'ont sans doute pas plébiscité ce quadra fringant seulement pour ses promesses de bonne gestion des deniers publics. Pour Alain Grignard, délégué aux affaires islamiques

au sein de la Sûreté fédérale belge, l'ascension de Bart De Wever ne tient pas non plus à ses proclamations indépendantistes : « *Près de 90 % des électeurs de la N-VA s'opposent à l'indépendance de la Flandre. En revanche, empreint d'une identité culturelle très forte, le tissu social flamand se sent envahi par des corps étrangers. Les Anversois se sont donc prononcés sur les questions d'immigration que ce parti pose sans tabous.* »

Sharia for Belgium !

Grignard s'inquiète de la prolifération des salafistes dans la région anversoise, berceau du groupuscule Sharia for Belgium² (voir l'entretien avec Samir Amghar pages 23-25). Sans atteindre les sommets diversitaires de la capitale belge, où les Bruxellois de souche ne représentent plus qu'une grosse minorité, Anvers a vu naître ces dernières décennies une société multiculturelle et les frictions qui vont avec. Sur 512 000 Anversois, on dénombre 90 000 musulmans issus de l'immigration – dont 60 000 Marocains et 20 000 Turcs descendants des migrants ▶



› venus travailler dans les mines – qui cohabitent avec les 12 000 juifs orthodoxes. Cette mosaïque de communautés se retrouve aux abords de la gare centrale, remarquable ouvrage d'architecture 1900 qui sépare le quartier musulman de Borgerhout – surnommé « *Borgermarocco* » pour les raisons que vous imaginez – de la petite Jérusalem anversoise, formée autour des échoppes de diamantaires. Côté avenue Carnot, les fast-foods halal voient affluer jeunes filles voilées, musulmans portant barbe et djellabah et quidams vêtus du traditionnel survêtement Nike ou Adidas. Cependant, on est loin du ghetto du quartier du Midi à Bruxelles : ici, les « de souche » n'ont pas déserté les rues qui conservent un certain cachet anversois. À quelques encablures, côté Pelikanstraat, les hassidim à chapeaux noirs et papillotes se promènent avec leurs épouses portant jupes, collants et cols au ras du cou comme il est de coutume dans les familles juives orthodoxes.

Entre les enfants d'Abraham, l'ignorance mutuelle prévaut les bons jours, la défiance les mauvais. Farouk, travailleur social fils d'immigrés marocains, met les pieds dans le plat :

Du ressentiment à la diatribe antisémite, la distance est parfois vite franchie chez certains « jeunes » sensibles aux imprécations « antisionistes »

« La N-VA est dans le deux poids deux mesures permanent. La droite ne parle que des difficultés d'intégration de l'immigration musulmane, mais laisse la communauté juive ultra-orthodoxe vivre comme elle l'entend. Les juifs d'Anvers s'enferment dans un ghetto en étant mieux protégés que les Flamands de souche. Or, s'intégrer, ce n'est pas seulement vivre en paix, mais s'impliquer dans la vie de la cité ! »

Du ressentiment à la diatribe antisémite, la distance est parfois vite franchie chez certains « jeunes » sensibles aux imprécations « antisionistes » du Belge libanais Dyab Abou Jahjah, connu pour son rôle

d'intermédiaire pendant les émeutes urbaines de novembre 2002 contre la police après le meurtre d'un instituteur marocain. Aujourd'hui, le fondateur de la « Ligue arabe européenne », dont la rhétorique emprunte à Malcolm X autant qu'à Nasser, a tribune ouverte dans le quotidien *De Standaard*, l'équivalent flamand du *Monde*.

La politique du nouveau bourgmestre : moins de social, plus de policiers

Quand une poussée de fièvre survient, comme lors du récent attentat de Bruxelles, les initiatives judéo-musulmanes lancées par les élites religieuses et communautaires peinent à mobiliser les troupes. Raphaël Werner, président du Forum des organisations juives de Flandre, n'en disconvient pas : « Avec les musulmans, on vit les uns à côté des autres, en paix, sinon en bons termes. De temps en temps, les tensions au Moyen-Orient se répercutent ici. Cette semaine, des enfants musulmans ont jeté des pierres sur un bus d'enfants juifs. L'État nous traite peut-être un peu mieux, car les juifs ne posent pas de problèmes sécuritaires. » Traumatisée par les rafles et l'Holocauste, une

majorité de la communauté juive anversoise vit en effet en vase clos, autour de ses sept écoles, dont certaines rechignent à enseigner la théorie de l'évolution ou à dispenser les cours d'éducation sexuelle exigés par l'État.

Au quotidien, cependant, on observe plutôt un séparatisme tranquille que des pulsions agressives. Et les minorités juive et musulmane n'ont pas le monopole du quant-à-soi, comme l'observe Raphaël Werner : « *La population anversoise maintient une certaine distance avec les immigrés. Il y a beaucoup de discrimination dans le travail : quand vous vous appelez Mohamed, on vous raccroche au nez.* » Quoique très vigilant face au racisme, Hicham, aujourd'hui marié à une Flamande, n'exonère pas sa communauté d'origine de ses responsabilités : « *D'autres groupes, comme les Pakistanais, tout aussi pauvres, ne semblent jamais dans la criminalité, car ils investissent beaucoup plus dans l'éducation de leurs enfants.* »

Si elles s'intéressaient à la Flandre, nos orfraies antifascistes seraient sans doute fort déçues : nul ne pourrait accuser Bart De Wever de vouloir jeter les immigrés par-dessus bord. De l'aveu-même de son lieutenant André Gantman, en matière d'immigration, la rupture n'est pas pour demain : « *On a repris certaines politiques appliquées dans la mandature précédente. C'est la démocratie, on ne peut pas tout changer d'un coup.* » Son adjointe Lisbeth Homans s'est contentée de mettre fin à la réunion mensuelle entre élus et responsables des 40 mosquées de la ville. Comme disent les Anversois, le nouveau bourgmestre a « mis du bleu » – c'est-à-dire des policiers – dans les rues, tout en rognant sur les dépenses sociales. Bras droit de Bart De Wever, Homans entend faire des musulmans de bons petits Flamands, en les incitant à abandonner au moins certains traits de leur culture d'origine. Son pragmatisme n'interdit pas quelques bizarreries symboliques : selon El-Mzairh, arrivé de la région d'Agadir à l'âge



de 20 ans, le ministre flamand de l'Intégration, membre de la N-VA, aurait fait distribuer au Maroc une brochure baroque décrétant que « *la Belgique est un pays froid, qu'il ne faut pas faire de bruit à partir de 22 heures, car les Belges se couchent tôt pour partir tôt au travail.* »

Réautoriser le voile dans la fonction publique ?

En dehors de ces fantaisies post-Dada, sur le terrain, il n'y a pas l'épaisseur d'une gaufre entre les politiques de la N-VA et celles de l'ancien maire socialiste Patrick Janssens, défait en

2012 – les deux formations étaient d'ailleurs alliées dans le gouvernement flamand sortant. Dès 2006, la gauche avait ouvert les hostilités sur le front du voile islamique, en interdisant, au nom de la nécessaire neutralité, le port d'insignes religieux aux fonctionnaires en contact avec le public. Il n'en fallait pas davantage pour que l'électorat arabo-musulman se sente trahi. Et dans un pays où les étrangers votent aux élections locales, quand les musulmans en appellent à leurs libertés individuelles pour défendre le port du hijab, la facture se paie comptant.



► La querelle du foulard a pris une telle ampleur que les socialistes flamands du SPA ont fini par tourner casaque, par peur, disent les mauvaises langues, de voir le vote immigré leur échapper. Mais, au SPA, on se défend de toute improvisation terranoviste³. S'il était prévu de réautoriser le voile dans la fonction publique en 2012, ce point précis du programme socialiste n'a pas été mis en avant pendant la campagne, comme l'explique Yasmine Kherbache, chef de l'opposition socialiste anversoise : « Au terme de six ans d'évaluation de notre politique de diversité, nous avons développé le principe de neutralité inclusive [...] Au lieu de se focaliser sur les apparences, il est beaucoup plus important de défendre nos valeurs communes : les droits de l'homme, la séparation entre l'État et la religion, l'égalité homme/femme, le respect de l'identité sexuelle. » Cette approche strictement libérale de la vie en société ne se soucie pas du sort de la culture majoritaire. L'essentiel est le respect par tous de quelques règles éthiques qui garantissent l'insertion de chacun.

Nonobstant l'amitié sincère entre le nationaliste Gantman et la socialiste Kherbache, la guerre des mots fait rage entre leurs deux partis. S'ils constatent en chœur l'échec de l'intégration, ils ne s'accordent pas sur ses causes. Par exemple, André Gantman

diagnostique un défaut de motivation chez ceux des immigrés qui ne font pas l'effort d'apprendre le flamand, non sans rappeler que la N-VA recrute ses élus les plus en vue au sein des communautés « juive, kurde, turque, et marocaine ». Autre son de cloche, du côté du SPA, où l'on rappelle volontiers qu'il appartient aux politiques de faire le premier pas vers l'Autre : « La cohésion sociale doit venir des deux côtés, insiste Yasmine Kherbache. Elle se crée par les rencontres et le respect mutuel. Auparavant, la ville distribuait des fascicules en plusieurs langues [...] Aujourd'hui, ces documents ne sont plus disponibles qu'en flamand. Ce changement est symptomatique d'une crispation. » Lorsque l'on soutient que la maîtrise de la langue est bien le moins que l'on puisse exiger d'un nouveau venu, Yasmine Kherbache ferraille contre les conceptions « identitaires » et « disciplinaires » du vivre-ensemble : mieux vaut inciter et responsabiliser que surveiller et punir. Issue d'un couple mixte algéro-belge, la sémilante socialiste prône le métissage comme remède à la crise identitaire. Dans le quartier où trône le café de son époux, « il y a des Africains qui jouent au basket avec les Chinois, des Vietnamiens, des Népalais, des Marocains, des Russes, bref, une hyperdiversité qui crée beaucoup de

lien social car on ne peut pas y vivre replié sur soi ». Le toujours plus faciliterait donc le mieux-vivre ?

Contrairement à Bruxelles, Anvers ne se résigne pas à être un hall de gare. Il ne suffit pas, pour y être accepté, d'y poser sa tente et ses mœurs et d'y payer ses impôts. Certes, dans cette ancienne commune libre du Saint Empire romain germanique, jalouse de sa singularité, il n'est pas question d'imposer un même moule assimilationniste. Mais peut-être puise-t-elle dans sa longue tradition commerçante la capacité de conjurer le choc des identités. D'ailleurs, une blague belge connaît un grand succès dans cette Flandre tentée par tous les séparatismes : « Un juif vient voir le roi et lui dit : "Sire, nous sommes les derniers Belges ! Tout le reste, c'est des Wallons et des Flamands." »

1. La même recette lui a permis de gagner les élections législatives de mai 2014 dans la partie flamande du pays, mais interdit tout gouvernement fédéral belge dirigé par la N-VA, Bart De Wever rêvant de rendre la Flandre indépendante.
2. Qui a compté jusqu'à 200 sympathisants, mais dont les membres actifs dorment aujourd'hui dans les prisons belges lorsqu'ils n'accomplissent pas leur jihad en Syrie.
3. Souvenez-vous, pendant la présidentielle 2012 en France, cette boîte à idées de la gauche sociale prônait l'abandon du prolo au profit de l'alliance bobos-immigrés.

SAMIR AMGHAR : UN SALAFISME À LA FRANÇAISE ?

Le salafisme est un courant très minoritaire chez nous, mais il se développe à grande vitesse chez les jeunes musulmans sensibles au discours extrémiste. Et pour cause, il ne demande pas une fréquentation assidue de la mosquée : il suffit de prier, de se laisser pousser la barbe, et de côtoyer quelques frères.

PROPOS RECUEILLIS PAR **DAOUD BOUGHEZALA**

LE 24 MAI, MEHDI NEMMOUCHE TUAIT QUATRE PERSONNES DEVANT LE MUSÉE JUIF DE BRUXELLES AU NOM D'UNE INTERPRÉTATION LITTÉRALISTE DE L'ISLAM APPELÉE SALAFISME. DES BANLIEUES FRANÇAISES À L'ÉTAT ISLAMIQUE EN IRAK ET AU LEVANT, LE MOT ET LA CHOSE CONNAISSENT UNE FORTUNE MONDIALE INÉDITE. OR, L'IMMÉDIATÉ MÉDIATIQUE NOUS ENFERMANT DANS L'IMPRÉCISION, ON NE SAIT JAMAIS CE QUE CE TERME RECOUVRE PRÉCISÉMENT. Y A-T-IL UNE INTERNATIONALE SALAFISTE ET SI OUI, EST-ELLE VRAIMENT DIVISÉE ENTRE ISLAMISTES NON-VIOLENTS ET JIHADISTES ? LE DANGER COUVE-T-IL DANS L'HEXAGONE ? AUTANT DE QUESTIONS QUE J'AI POSÉES À **SAMIR AMGHAR**, AUTEUR DU *SALAFISME D'AUJOURD'HUI* (MICHALON, 2011).

CAUSEUR. LE 24 MAI, MEHDI NEMMOUCHE A TUÉ QUATRE PERSONNES DEVANT LE MUSÉE JUIF DE BRUXELLES. COMME MOHAMED MERAH, AUTEUR DES ASSASSINATS DE TOULOUSE ET DE MONTAUBAN EN MARS 2012, CE DÉLINQUANT MULTIRÉCIDIVISTE

APPARTIENDRAIT À LA MOUVANCE SALAFISTE. COMMENT CES JEUNES GENS INTÈGMENT-ILS LES FILIÈRES JIHADISTES ?

SAMIR AMGHAR. On n'intègre pas la mouvance salafiste – et a fortiori sa branche jihadiste – du jour au lendemain. Il faut faire œuvre de sérieux et de détermination, prouver sa bonne volonté au terme d'un long processus de sélection. Par sa conception ultra-individualiste de l'appartenance religieuse, la mouvance salafiste tient de la secte « postmoderne » : beaucoup de gens se tournant vers le salafisme avant de s'en détourner, le « turnover » y est important ; et, en l'absence de chef central et de pouvoir coercitif, l'intégration n'est jamais définitive. C'est pourquoi les salafistes peinent à recruter massivement.

NEMMOUCHE EST POUTANT PASSÉ À L'ACTE APRÈS UNE RAPIDE INITIATION EN PRISON. AURAIT-IL BRÛLÉ LES ÉTAPES ?

Nemmouche et Merah sont des atomes relativement libres : des bricoleurs du dogme, des butineurs qui se forgent une identité islamique lors de voyages à l'étranger, en fréquentant une mosquée radicale, sur Internet,

en rencontrant tel leader charismatique, etc. Souvent issus de quartiers populaires, parfois passés par la case prison, ce sont des profils qui conjuguent criminalité et déviance sociale. Ils se revendiquent d'un islam rigoriste tout en s'inscrivant dans une logique hyper-individualiste qui les pousse à négliger la médiation de la communauté.

AUTREMENT DIT, CE SONT, POUR REPRENDRE L'EXPRESSION D'ALAIN FINKIELKRAUT, DES « AUTO-ENTREPRENEURS DU TERRORISME » QUI RÉPUGNENT À L'ACTION COLLECTIVE. MAIS À L'INTÉRIEUR DE LA FAMILLE SALAFISTE, EST-CE LE RECOURS À LA VIOLENCE QUI DIFFÉRENCIE LES « QUIÉTISTES », LES « POLITIQUES » ET LES « JIHADISTES » ?

Traditionnellement, le salafisme est effectivement divisé entre ces trois familles qui entretiennent de fortes oppositions entre elles. Les quiétistes cultivent une dimension exclusivement religieuse et prédicative de la religion. Ils se montrent très critiques à l'endroit de toute forme de politisation de l'islam et de l'usage de ➤



› la violence en son nom. Le premier point les éloigne du salafisme politique qui s'inscrit dans une approche littéraliste des textes s'agissant de la pratique religieuse, mais invite les fidèles à s'engager activement dans la vie de la cité pour défendre leurs revendications. Des individus comme Nemmouche représentent un troisième salafisme, de type révolutionnaire, qui prône l'action violente pour défendre l'identité islamique.

CETTE TYPOLOGIE N'EST-ELLE PAS DÉPASSÉE PAR L'APPARITION DE GROUPES ET D'INDIVIDUS NAVIGUANT ENTRE LES DEUX DERNIERS COURANTS ?

Il faudrait compléter cette classification par deux nouvelles sous-catégories : un salafisme de type communautaire, et un autre orienté vers l'agit-prop. Le premier se manifeste par la formation, sur Internet ou dans certaines mosquées, de collectifs de soutien qui récoltent de l'argent pour les jihadistes prisonniers et œuvrent à leur libération. Le second phénomène émerge à travers des individus qui ont renoncé au terrorisme

après avoir pris acte de la difficulté de commettre des attentats en Europe. Ces salafistes de combat idéologique mettent en scène des actions spectaculaires, à forte charge symbolique, pour essayer de faire entendre la « voix des musulmans » contre ce qu'ils considèrent comme la stigmatisation de l'identité islamique en Europe. Ils sont par exemple actifs dans le groupe et sur le site *Forsane Alizza* (Les Cavaliers de la fierté) qui a appelé à des manifestations spectaculaires contre l'imam de Drancy Hassen Chalghoumi et brûlé des codes civils devant la mairie de Nantes.

AUSSI INQUIÉTANT SOIT CET ACTIVISME QUI S'EXPRIME NOTAMMENT DANS LES ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE L'« ISLAMOPHOBIE », IL DEMEURE NON VIOLENT. MAIS Y A-T-IL UN ESSOR DU SALAFISME JIHADISTE EN EUROPE, ET SI OUI, COMMENT L'EXPLIQUEZ-VOUS ?

Après une décennie de déclin, due à l'efficacité des services de renseignement qui ont démantelé de nombreuses cellules terroristes, le

La communauté salafiste de France est sans doute la plus importante d'Europe occidentale.

vent a tourné début 2011. La révolution tunisienne, qui a entraîné la libération des jihadistes emprisonnés par le régime de Ben Ali, et surtout le conflit syrien ont offert aux jihadistes européens une opportunité historique de réactiver la thématique du jihad mondial. Car dans leur esprit, si l'on réussit à renverser le régime de Bachar Al-Assad et à instaurer un État islamique, cela peut avoir un effet domino dans tout le monde arabe et, par contagion, en Europe. La violence armée des jihadistes français et européens a ainsi trouvé un nouveau lieu d'expression globalisé.

QU'EN PENSE LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE FRANÇAISE ? LES POUVOIRS PUBLICS SE RASSURENT-ILS À BON COMPTE EN CERTIFIANT QUE L'IMMENSE MAJORITÉ DES MUSULMANS EST RÉVULSÉE PAR CETTE VIOLENCE ?

La communauté musulmane française tient un discours très ambigu. On entend régulièrement : « *Nous sommes les premières victimes de ces violences, chaque attentat accroît l'islamophobie, la discrimination religieuse... Nous n'avons pas du tout intérêt à voir émerger ce type d'individus et de violences.* » Mais, en même temps, certains vous expliqueront que Nemmouche a eu le courage de commettre des actes que d'autres n'ont pas pu perpétrer.

TOUTE LA QUESTION EST DE SAVOIR COMBIEN SONT CES « CERTAINS »... SEULS QUELQUES DIZAINES DE MUSULMANS FRANÇAIS CAUTIONNAIENT CE GENRE DE DISCOURS IL Y A VINGT ANS. QUE S'EST-IL PASSÉ ?

Au début des années 1990, lorsque s'est amorcée la réislamisation des jeunes issus de l'immigration, deux mouvements monopolisaient l'offre religieuse islamiste : les Frères musulmans et le Tabligh¹. Ils s'opposaient aux valeurs dominantes de la société, en tenant des discours anti-impérialistes très critiques sur la France, la République, etc. Pendant la guerre civile algérienne, ils étaient convaincus que l'instauration d'un État islamique dans les pays arabo-musulmans était imminente et comptaient surfer sur cette vague. Depuis, les choses ont changé. L'islam est devenu la deuxième religion de France pendant que les Frères musulmans et le Tabligh perdaient de leur verve protestataire. Aujourd'hui, c'est le salafisme qui est le fer de lance de la radicalisation.

ON EN REVIENT DONC À LA MÊME QUESTION : QUELLE EST SON INFLUENCE RÉELLE EN FRANCE ? DANS QUELLE MESURE CONTRIBUE-T-IL À DÉFINIR L'IMAGINAIRE DES MUSULMANS ?

La communauté salafiste de France est sans doute la plus importante d'Europe occidentale. En 2010, avant même la révolution tunisienne et l'insurrection en Syrie, les services de renseignement français évaluaient le nombre de ses membres entre 12 000 et 15 000 personnes. Sur une population de 3 à 5 millions de musulmans en France, cela fait peu. Reste que le salafisme français a le vent en poupe. Il faut dire que, pour un jeune en quête d'identification et d'appartenance, il ne demande pas une fréquentation assidue de la mosquée : il suffit de prier, de se laisser pousser la barbe, et de côtoyer quelques frères.

POUR LE SALAFISTE EUROPÉEN, QUI INCARNE L'ENNEMI PRINCIPAL : LE JUIF, LE « CROISÉ » OU LE CHIITE ?

L'Occidental et le « judéo-croisé » ont longtemps personnifié l'altérité aux yeux des salafistes. Mais, depuis 2001, le retour de l'Iran sur la scène internationale et le développement du prosélytisme chiite ont entraîné l'apparition d'un discours anti-chiite très fort. La conversion d'un certain nombre de sunnites européens au chiisme inquiète les mosquées salafistes qui y perdent une partie de leur clientèle. Dans le contexte du jihad syrien, la rhétorique antichuite – contre l'Iran, l'Alaouite Bachar Al-Assad... – des chaînes satellitaires saoudiennes alimente la violence intracommunautaire au sein de l'islam européen. Ainsi, en mars 2012, un individu est entré dans une mosquée chiite de Bruxelles, a assassiné l'imam et a tenté de brûler l'édifice.

MAIS NEMMOUCHE S'EST ATTAQUÉ À UN MUSÉE JUIF ET NON À UNE MOSQUÉE CHIITE DE BRUXELLES...

C'est vrai. Les individus comme Merah ou Nemmouche cherchent les cibles qu'ils estiment les plus susceptibles de donner une dimension internationale à leur combat. Tuer quatre juifs aura beaucoup plus d'impact que d'assassiner quatre chiites. D'ailleurs, qui a entendu parler de l'attaque contre la mosquée chiite bruxelloise ? De plus, dans les mosquées radicales,

Le niveau d'antisémitisme constitue un bon indicateur de la radicalité islamiste

même si le discours antichuite reste le plus prégnant, il prend souvent sa source dans l'antisémitisme. Un certain nombre de jihadistes font la synthèse : ils considèrent le chiisme comme une invention juive destinée à tuer l'islam de l'intérieur. Le niveau d'antisémitisme constitue donc un bon indicateur de la radicalité islamiste.

CLAUDE ASKOLOVITCH SOUTIEN QUE DE NOMBREUX SALAFISTES NE SONT NI ANTISÉMITES NI VIOLENTS. EXISTERAIT-IL UN SALAFISME « RÉPUBLICAIN » COMPATIBLE AVEC LA DÉMOCRATIE ?

Depuis quelques années, certains leaders salafistes français ont dressé un bilan critique de leur mouvance. Des gens pragmatiques comme Nader Abou Anas ou le jeune imam brestois d'origine marocaine Rachid Abou Houdeyfa pensent que les salafistes doivent s'« intégrer » à la société française, tout en restant fidèles à une lecture littéraliste de l'islam. À la marge du salafisme français, j'observe également l'émergence d'un courant « soralien ». À l'image du site Islam Info, les représentants de ce courant s'inspirent des idées d'Alain Soral pour développer un discours patriotard, mélange d'antisémitisme, d'amour de la France et de critique de la mondialisation. Sur fond d'antisionisme, ils recyclent la rhétorique antisémite des années 1930 : c'est *La France juive* relue et corrigée par les salafistes !

1. Le Jamaat Al-Tabligh (Association pour la prédication) est un mouvement missionnaire fondamentaliste créé par des musulmans indiens à la fin des années 1920. Il prêche à travers le monde pour diffuser sa conception orthodoxe de la foi musulmane.

EUTHANASIE : LE DOCTEUR BONNEMAISON JUGÉ DANS LA DIGNITÉ

PAR PAULINA DALMAYER

On nous avait annoncé un procès historique. Mais ce n'est pas l'« euthanasie active » qui a été jugée à Pau, c'est bien le docteur Nicolas Bonnemaïson, urgentiste bayonnais qui l'a pratiquée en violation de la loi en vigueur. Rappelons brièvement les faits : le 12 août 2011, Nicolas Bonnemaïson est interpellé à l'hôpital de Bayonne, où il dirige une unité d'hospitalisation de courte durée (UHCD), puis placé en garde à vue et mis en examen. La procédure a été déclenchée par un rapport, transmis au parquet par un cadre hospitalier, faisant état de témoignages d'infirmières et d'aides-soignantes sur des cas d'« euthanasie active » de patients admis dans le service. Peu après, Nicolas Bonnemaïson est placé sous contrôle judiciaire avec interdiction d'exercer. Il est soupçonné d'avoir précipité la mort de sept personnes. Dans la quasi-totalité des cas, il s'agissait de morts attendues de patients à l'agonie. En outre, les familles des victimes n'ont pas porté plainte, un seul couple choisissant de se constituer partie civile dans le but d'avoir « accès au dossier ».

Ce n'était pas le procès de l'euthanasie, car le procès du docteur Bonnemaïson aurait eu lieu même dans

les pays où elle est légale, comme l'a justement rappelé Jean Leonetti, qui a donné son nom à la loi contre « l'acharnement déraisonnable ». Les lois belge et néerlandaise soumettent l'euthanasie à des critères stricts : souhait explicite de mourir d'un patient capable de discernement, transparence de la procédure menant vers cette fin, et enfin, consultation et prise de décision collégiales engageant au moins deux praticiens. Aucun de ces éléments n'apparaît dans les agissements du docteur Bonnemaïson. Les dogmatiques de la « mort douce » rétorquent que c'est précisément la prohibition de l'euthanasie dans l'Hexagone qui est la cause de cette absence de règles – ce qui est indéniable sur le plan logique. Et pourtant, avant même la promulgation de la loi Leonetti du « laisser mourir » et de la sédation terminale, donc dans une situation bien plus contraignante sur le plan législatif, le docteur Frédéric Chaussoy avait trouvé le courage et la circonspection nécessaires pour décider de l'arrêt du traitement de Vincent Humbert en concertation avec son équipe médicale.

Plus encore peut-être que le refus d'une souffrance inutile, le premier argument en faveur de la dépénalisation de l'euthanasie, c'est la liberté :

Nicolas Bonnemaïson n'est ni le seul, ni le premier, ni le dernier médecin en France à avoir pratiqué des euthanasies clandestines ou semi-clandestines. Il y a fort à parier que le procès de Bayonne n'aura aucune influence sur l'ampleur du phénomène.

le droit du citoyen-patient de décider du moment de sa mort lorsque la médecine n'a plus rien à lui proposer. Bien qu'agonisants, les patients du docteur Bonnemaïson n'avaient pas exprimé leur volonté de voir leur vie abrégée, pas plus qu'ils n'avaient laissé de directives anticipées allant dans ce sens. C'est assez embarrassant. Moins, hélas, pour Nicolas Bonnemaïson que pour tous ceux qui voudraient voir la loi évoluer : leurs adversaires, qui promettent que jamais une loi autorisant l'empoisonnement des vieillards malades, aussi compassionnel qu'il puisse paraître, ne sera votée par l'Assemblée nationale, ont sans doute marqué des points.

Il faut donc rappeler que ce n'était pas le procès de l'euthanasie. Et si, très bêtement, cela n'avait été que celui d'une liaison extraconjugale ? Expliquons-nous : le docteur Bonnemaïson a eu l'idée fort périlleuse, en 2009, de mélanger sa vie professionnelle avec sa vie personnelle, en nouant une relation intime avec l'une de ses infirmières. L'histoire a dû mal se terminer : en tout cas, l'infirmière n'a pas perdu son temps pour aller rapporter à la surveillante du service qu'elle avait vu des « choses graves » en rapport avec le traitement



réservé par le docteur Bonnemaison à certains de ses patients. Détail supplémentaire : la veille de son audition par le juge d'instruction, la galante a encore hurlé devant l'avocat de Nicolas Bonnemaison : « *Je vais lui pourrir la vie !* » Pari gagné. Car, ne soyons pas dupes, Bonnemaison n'est ni le seul, ni le premier, ni le dernier médecin en France à pratiquer des euthanasies clandestines ou semi-clandestines. Claire Compagnon, représentante des usagers aux hôpitaux de Paris, évoque des chiffres qui impressionnent : « *En 2010, une étude sur 2500 décès dans 174 services d'urgences a été faite. La moyenne d'âge lors de la mort est de 77 ans. Pour près de 80 %, une décision de limitation ou d'arrêt des traitements a été prise. En clair, une décision d'euthanasie passive. Dans un cas sur deux seulement, cette décision a été discutée avec la famille.* » Il convient de préciser que la différence entre euthanasie active, euthanasie passive et sédation terminale tient à la durée de l'agonie : de quelques minutes dans le premier cas jusqu'à une semaine ou dix jours dans le dernier. Il y a fort à parier que le procès de Nicolas Bonnemaison n'aura aucune influence sur l'ampleur du phénomène. Tout au plus, il fera réfléchir les médecins, et plutôt deux fois qu'une, sur le choix de leurs maîtresses. Plus prudent, Nicolas Bonnemaison aurait pu opérer sans

être inquiété dans la zone grise de la loi Leonetti s'étendant entre le « laisser mourir » et la sédation palliative.

Le procès de Bonnemaison ne cachera-t-il pas, d'ailleurs, celui de Leonetti, initiateur d'une loi dont on ne cesse de dénoncer les insuffisances et l'hypocrisie, tout en déplorant qu'elle soit ignorée, y compris par le corps médical ? Une mauvaise loi donc, puisque selon Jean-Luc Romero, de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), quand il y a une bonne loi, « *la société s'en empare* ». Soit. Il n'est pas sûr que la société ait envie de s'emparer des questions de fin de vie, du handicap ou de la mort. Jusqu'à présent, on n'a pas vu de manifestations populaires en faveur de la création d'un « fichier national des directives anticipées », lesquelles, d'ailleurs, n'ont toujours pas de force contraignante, les médecins conservant ainsi le pouvoir de décider en dernière instance ce qui est, ou pas, souhaitable pour chacun de nous. Michèle Delaunay, l'ancienne ministre déléguée chargée des personnes âgées et de la dépendance, a touché juste en observant, en marge du procès du docteur Bonnemaison : « *Le législateur ne peut pas s'absoudre de sa responsabilité sur les questions de fin de vie. Mais il ne pourra jamais en couvrir tous les aspects.* » Que la loi Leonetti soit loin d'être parfaite

n'exige pas une longue démonstration. Le cas de Vincent Lambert en témoigne, le Conseil d'État ayant dû statuer sur le sort d'un malade qui, sans l'aide des « machines à vivre », ne résisterait pas longtemps, alors que la loi interdit formellement l'acharnement thérapeutique – décision en outre suspendue par la CEDH.

Il faut cependant avoir à l'esprit qu'une loi autorisant le suicide assisté, voire l'euthanasie – aussi souhaitable ou nécessaire qu'elle paraisse aux yeux d'une écrasante majorité de Français – ne nous prémunit pas contre les « dérives de la médecine », cet autre mot pour désigner le « progrès ». Il y a trente ans, il n'y aurait pas eu de cas Vincent Lambert, parce qu'il y a trente ans, la médecine ne savait pas encore « *fabriquer le handicap* », selon la pertinente formule de la neurochirurgienne Anne-Laure Boch, pas plus qu'elle ne savait produire massivement la démence sénile, notre avenir commun. Sommes-nous vraiment prêts à l'entendre ?

Le procès de Nicolas Bonnemaison aurait-il alors été celui de la médecine technicisée, trop scientifique et, paradoxalement, trop performante ? Pas plus. Mais pour finir, ce procès n'aura pas été non plus celui d'un « assassin ». Et il faudrait être d'une extrême mauvaise foi pour affirmer le contraire face aux témoignages des experts psychiatres, de l'avocat général et surtout des familles des victimes. Ce procès était simplement le nôtre. Le procès d'une société « *devenue intolérante à l'agonie* », comme l'avait pointé avec force le professeur Didier Sicard. D'une société de mortels qui s'ignorent, qui continuent à croire aux promesses d'une éternelle jeunesse et qui s'étonnent, sinon s'offusquent, en « *découvrant* » la réalité brutale de la vieillesse grabataire, de telle ou telle autre maladie dont on ne se remet pas mais dont on ne meurt pas non plus, d'un diagnostic ne donnant plus aucun espoir. Nicolas Bonnemaison est le produit de cette société et, somme toute, en tant que médecin, il n'a tenté que de répondre à ses attentes contradictoires. —

ALGÉRIE

RIEN DEVANT, RIEN DERRIÈRE

Deux ou trois jours de présence en terre sétifienne et constantinoise suffisent pour comprendre que l'Algérie est un pays en suspension, sans modèle économique ni étatique, assuré de sa pitance quotidienne, mais incapable de nourrir une quelconque espérance..

PAR JEAN-LUC GRÉAU

Qu'évoque le nom de Sétif aux lecteurs de *Causeur* ? Aux plus érudits d'entre eux, une garnison romaine créée au 1^{er} siècle avant Jésus-Christ dans un pays de population berbère, à distance de Cirta, ancien nom de l'actuelle Constantine. À d'autres, sensibles à l'histoire récente, celle de la fin sanglante de l'Algérie française, le théâtre d'une révolte, le 8 mai 1945, dans laquelle les historiens voient le préambule de la grande insurrection déclenchée par le FLN le 1^{er} novembre 1954.

Fin de la guerre en Europe, début de la guerre en Algérie : en effet, le jour même où l'amiral Dönitz signait à Reims l'acte de capitulation du Troisième Reich, une manifestation anticoloniale organisée dans les rues de Sétif dégénérait, donnant lieu au massacre de plusieurs dizaines de Français, puis à une répression tuant plusieurs centaines de manifestants¹. Rapprochons mentalement les deux événements. Face à l'amiral Dönitz se tenaient les chefs des armées américaine, anglaise et française, en la personne du général de Lattre de

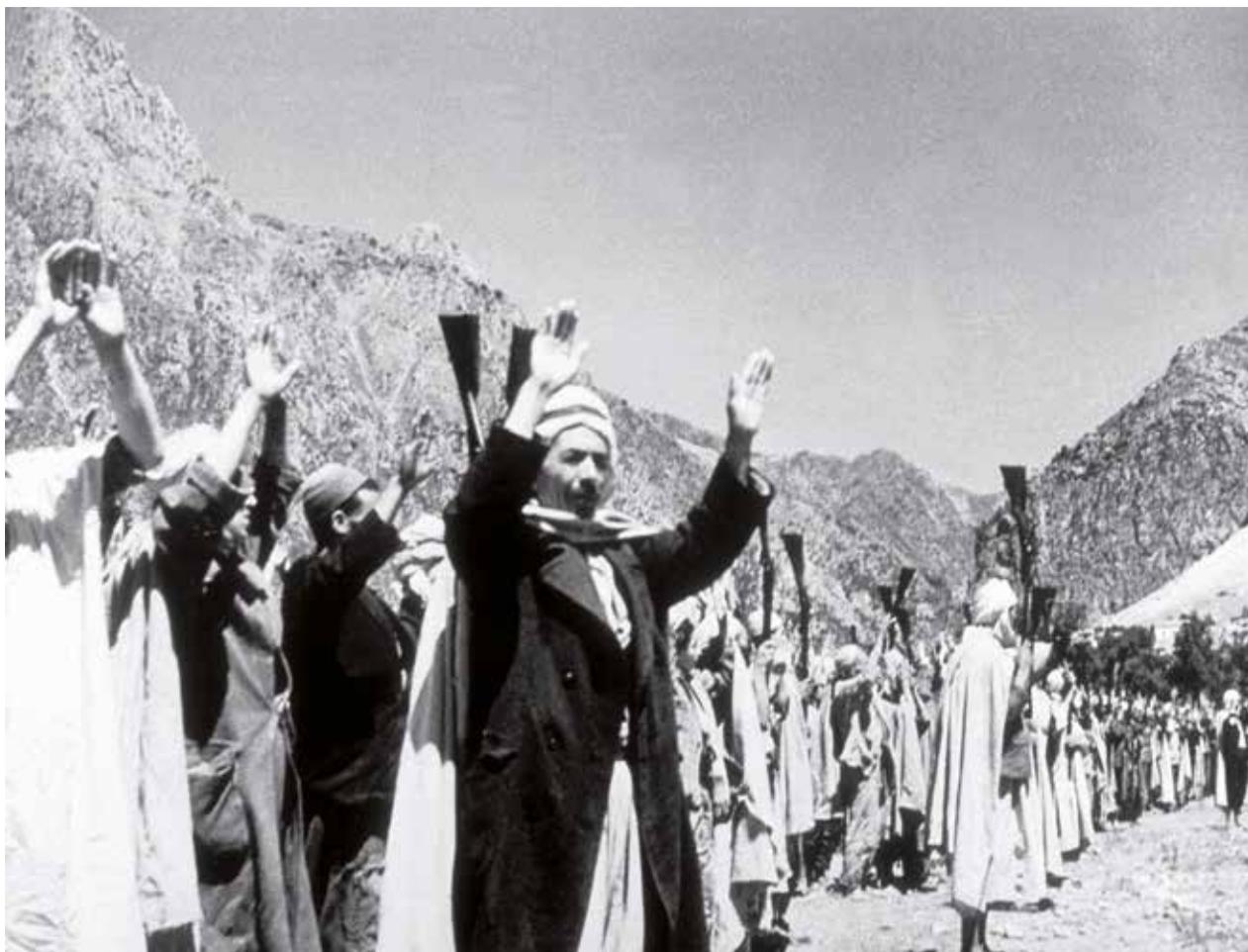
Tassigny, qui suscita les sarcasmes du signataire allemand, sans doute parce que la 1^{re} Armée, qu'il dirigeait, était composée en majorité de divisions levées en Afrique du Nord, dans lesquelles des Algériens indigènes côtoyaient des Français d'Algérie.

Au même moment, les frères et les cousins des premiers assassinaient les frères et les cousins des seconds, avant de subir les effets sanglants de la répression. Il y avait là une sorte de raccourci, à la fois véridique et trompeur, de l'expérience française en Algérie. Comme les colons français et dans les mêmes conditions qu'eux, les Algériens arabes et berbères ont combattu au sein des forces françaises et payé le prix du sang dans les trois grands conflits qui nous ont opposés à l'Allemagne. Ils l'ont fait sans contrainte, épousant la cause du colonisateur contre son ennemi irréductible. Cependant, le conflit d'intérêts, de pouvoirs et, de façon plus ambiguë, d'identités, entre les indigènes et les colonisateurs, jamais résorbé et encore moins soldé,

débouchait sur des révoltes périodiques, comme celle du 8 mai 1945 qui annonçait de terribles lendemains.

Or, voici que le 8 mai 2014, par le hasard des circonstances, votre serviteur, invité à parler de la mondialisation par une association sétifienne, débarque à l'aéroport baptisé « 8-Mai 1945 ». Il y est soumis, comme les autres passagers, à une succession de contrôles scrupuleux, qu'expliquent, sinon la paranoïa du régime, à tout le moins les manifestations résiduelles du terrorisme en Kabylie et dans la région d'Alger. Il y a encore quelques dizaines de morts chaque année du fait de groupes insurgés, situation regrettable en soi qui permet par ailleurs de renforcer l'emprise des dirigeants de l'armée sur le système politique.

J'étais logé dans la vieille ville coloniale, préservée, à l'hôtel Frantz-Fanon, nom d'un médecin psychiatre français, nommé à l'hôpital de Blida en 1954, qui prit fait et cause pour le FLN, dont il soigna certains membres dans la clandestinité avant de rejoindre ses chefs à Tunis, d'en devenir l'ambassadeur itinérant dans le monde,



puis de mourir jeune d'une leucémie sur le sol des États-Unis. Ledit hôtel étant situé à quelques encablures du lieu où Ferhat Abbas, premier chef du GPRA², tenait en 1945 son officine de pharmacien. Comme si tout avait été organisé pour rappeler avec force au voyageur, *nolens volens*, le processus qui vit la fin de son Algérie natale encore française.

No future

Reste que, cinquante-deux ans après l'indépendance du territoire, personne, que ce soit dans la population ou dans la classe dirigeante, n'entrevoit clairement le futur du pays – sinon, peut-être, la fraction la plus islamisée pour laquelle l'islam est la solution, la promesse d'une société unie par la foi et son rituel.

Pourquoi l'avenir des Algériens semble-t-il si incertain ?

Ils sont 40 millions, quatre fois plus qu'à l'indépendance³, avec une nette majorité de moins de 25 ans. L'explosion démographique a été

soutenue par la politique familiale volontariste du FLN financée par la rente pétrolière et gazière : soucieux de voir sa population surpasser celle de ses voisins, le pouvoir a retardé la transition démographique. D'où la formidable surpopulation de jeunes (et de jeunes chômeurs), qui forme la toile de fond de la sociologie locale et saute aux yeux du voyageur. Il y a beaucoup plus de jeunes Algériens que de jeunes Français, de jeunes Anglais et, plus encore, de jeunes Italiens ou de jeunes Espagnols.

Ils sont dépendants d'une économie presque entièrement constituée par l'extraction du pétrole et du gaz – plus de 97 % des exportations en 2013 – qui peine à occuper ne serait-ce qu'une fraction de la population désœuvrée ou sous-employée. L'agriculture reste stagnante, les industries de main-d'œuvre n'ont pas pris leur essor comme dans maints pays émergents, les services sont faiblement développés⁴. Dans ce contexte, les jeunes diplômés

restent sans débouchés ou se rabattent, en désespoir de cause, sur des emplois peu qualifiés – blocage qui alimente naturellement le courant islamiste.

Ils sont sous la tutelle d'un régime politique qui, depuis l'indépendance, pratique l'autoreproduction avec succès. Une démocratie formelle a été introduite, la liberté d'expression est acquise (les journaux d'opposition sont véhéments), mais tout cela ne sert à rien. On ne peut élire que les représentants désignés par le pouvoir en place qui attribue argent, sinécures et prébendes. L'Algérie est au-delà d'un régime corrompu, comme il en existe d'innombrables dans le monde. L'État, appuyé sur la puissance financière procurée par les hydrocarbures, *verrouille* le pays aux échelons national et local.

Cet État a cependant pris un risque supplémentaire en important l'enseignement islamique des Frères musulmans il y a quelque trente ans, jetant ainsi dans le sol algérien les semences d'une foi radicale négatrice ➤



► de la laïcité et de la nation. Face à un islamisme radical dont il a contribué à semer les germes, le pouvoir joue une double partition : celle de la répression sécuritaire, qui justifie une surveillance étroite de la société, et celle d'une adoration solennelle d'Allah et son prophète, par le président et ses ministres, à chaque grande fête musulmane. Au moins l'ère sanglante des massacres et de la répression a-t-elle dû vacciner la population locale contre la tentation d'un régime théocratique. Pour autant, une grande partie des Algériens se confit en dévotions publiques, de jour comme de nuit⁵.

Deux ou trois jours de présence en terre sétifienne et constantinoise suffisent pour comprendre que l'Algérie est un pays en suspension, sans modèle économique ni étatique, assurée de sa pitance quotidienne, mais incapable de nourrir une quelconque espérance.

Un passé réinventé

Mais une autre conclusion s'impose plus discrètement au visiteur. Les conditions de son accession à l'indépendance et politique mémorielle du

régime ont eu pour effet de couper l'Algérie de son passé.

Le passé de l'Algérie n'est pas algérien, comme on pourrait dire que le passé de la France est français et celui de l'Inde indien. Il est numide, romain et berbère chrétien, arabe et musulman, turc et enfin français. Le pouvoir anticolonial issu de l'insurrection de 1954 et de la remise des clefs du pays au GPRA par le général de Gaulle se nourrit d'une hagiographie de la lutte contre la France qui occulte l'histoire plus lointaine⁶, interdit la recherche sur la vie au temps du régime colonial français et auréole le FLN et ses grands dirigeants historiques au détriment d'une connaissance approfondie des années de guerre.

À vrai dire, la masse de la population ne se soucie guère de recevoir des éclairages sur son passé. Seuls subsistent quelques témoins de la présence française et quelques légataires de son enseignement et de ses réalisations, auxquels on peut ajouter quelques personnes scrupuleuses qui voudraient bien comprendre comment un pouvoir de fait a pu s'approprier le pays en 1962, avec le départ de

l'État français et l'exode des Français d'Algérie, mais aussi avec la disqualification de tous ceux qui n'étaient pas des clients du GPRA et du FLN⁷.

Alors, quand l'Airbus survole en sens inverse la côte kabyle en direction de la France, trois jours après son arrivée, le visiteur s'interroge. Comment l'Algérie pourrait-elle se forger une identité sans reconnaître les racines entremêlées de son histoire ? Comment pourrait-elle se projeter dans le futur sans Etat et sans économie ?

1. Deux autres manifestations comparables, moins connues, eurent lieu le même jour dans les villes de Kherrata et de Guelma.
2. Gouvernement provisoire de la République algérienne.
3. Trois millions, selon les estimations, au moment du débarquement des troupes françaises en 1830.
4. Impossible de recourir aux services des banques trois jours par semaine.
5. Que le voyageur se munisse de protections auditives nocturnes pour échapper aux haut-parleurs des muezzins vers 4 heures du matin.
6. Comme les vestiges romains et chrétiens dont Djemila, proche de Sétif, offre une frappante illustration.
7. Abdelaziz Bouteflika est l'ultime représentant de la lignée historique FLN qui s'éteindra peut-être avec lui.

FRANCE-ALGÉRIE : LA BALLE ET LA BÊTE

Le fossé entre les Algériens et les Français d'origine algérienne ne cesse de se creuser. Cet éloignement inexorable provoque un puissant malaise identitaire, qui est la source des tensions exprimées par les débordements qui ont suivi les succès des « Fennecs ».

ENTRETIEN AVEC **SLIMANE ZEGHIDOUR**
PROPOS RECUEILLIS PAR **GIL MIHAELY**

SLIMANE ZEGHIDOUR EST GRAND REPORTER, ESSAYISTE, RÉDACTEUR EN CHEF À TV5 MONDE. IL A PUBLIÉ, ENTRE AUTRES, *L'ALGÉRIE EN COULEURS*, PHOTOS D'APPELÉS 1954-1962, ÉDITIONS LES ARÈNES, 2011.

CAUSEUR. QUE VOUS INSPIRENT LES INCIDENTS – PUDIQUEMENT QUALIFIÉS PAR LA PRESSE DE « DÉBORDEMENTS » – QUI ONT SUIVI LES MATCHES DE LA SÉLECTION ALGÉRIENNE EN COUPE DU MONDE DE FOOTBALL, NOTAMMENT À LYON, À LILLE ET À PROVINS ?

SLIMANE ZEGHIDOUR. Ces événements – qu'il ne faut pas exagérer, il s'agit quand même d'une petite minorité ! – m'ont rappelé les exaspérants incendies de voitures qui gâchent nos fêtes du nouvel an depuis des années... Hélas, la violence est liée au football, et les supporters algériens n'en ont pas le monopole. Faut-il rappeler les horreurs des hooligans britanniques qui jalonnent les annales du foot européen ?

MAIS LES RÉCENTS INCIDENTS ONT CECI DE PARTICULIER QU'ILS METTENT EN CAUSE DES CITOYENS FRANÇAIS, NÉS DE PARENTS OU DE GRANDS-PARENTS ALGÉRIENS, QUI BRANDISSENT DES DRAPEAUX VERT-BLANC-ROUGE EN PLEIN PARIS, LYON OU

MARSEILLE. AUTREMENT DIT, ON SORT DU PHÉNOMÈNE SPORTIF OU CRIMINEL POUR ENTRER DANS LA SPHÈRE POLITIQUE. QUAND ILS VOIENT CERTAINS DE LEURS CONCITOYENS DÉFILER AVEC LE DRAPEAU ALGÉRIEN, BEAUCOUP DE FRANÇAIS ONT LE SENTIMENT DE NE PLUS ÊTRE CHEZ EUX...

Bien sûr. Il suffirait, pourtant, de revisiter l'histoire de la France en Algérie et des Algériens en France pour découvrir non point un prétendu désir d'humilier la France, mais l'inconfort de jeunes ballottés entre deux « pays siamois » trop imbriqués, que rien ne sépare encore vraiment, pas même la mer, ce qui les aiderait à faire un choix sans appel pour ici ou pour là-bas – quand bien même, au fond, ils ont choisi d'être ici. Deux siècles de concubinage franco-algérien ont mêlé jusqu'au vertige les destins des deux peuples. Mais tout cela se passe au niveau de l'imaginaire. Dans la vie concrète, c'est plutôt le contraire : le fossé entre les Algériens et les Français d'origine algérienne ne cesse de se creuser.

JUSTEMENT, QUELS LIENS ENTRETIENNENT LES FRANÇAIS D'ORIGINE ALGÉRIENNE AVEC LE PAYS D'ORIGINE DE LEURS PARENTS OU GRANDS-PARENTS ?

Assez ténus, à vrai dire, et cet éloignement inexorable expliquerait leur

focalisation sur le drapeau. Cet écart entre, d'un côté, la dimension identitaire, les liens affectifs des Français d'origine algérienne, et de l'autre côté, une distance physique croissante, sont la source des tensions exprimées par les débordements auxquels vous faites allusion. Pour comprendre, regardons les autres pays du Maghreb. Le Maroc et la Tunisie ont ouvert des banques en France pour leurs ressortissants, qui y organisent des salons de l'immobilier. En revanche, l'État algérien n'a rien fait de concret pour entretenir le lien de ses enfants avec le « bled ». De même, selon les rapports de la Banque mondiale, les Marocains, dont la diaspora en France est nettement moins nombreuse, transfèrent trois fois plus d'argent vers leur pays d'origine que les Algériens...

ET LA PRESSE ALGÉRIENNE SEMBLE ÊTRE GÊNÉE VIS-À-VIS DE CES SUPPORTERS-LÀ...

Dans la presse algérienne, on lit plus que de la gêne : de l'exaspération et du rejet pur et simple ! En parcourant les quotidiens francophones algérois, on découvre des éditos qui n'y vont pas avec le dos de la cuillère, n'hésitant pas à traiter de « racaille » ceux qui poussent la muflerie jusqu'à se comporter en « mauvais gagnants » et « gâchent la fête » de tout un pays. Le crime absolu.

JEAN-CLAUDE MICHÉA : **FUTEBOL D'ARTE** CONTRE FUTEBOL DE RESULTADOS ?

Le texte ci-dessous n'est pas un « entretien » au sens classique du terme. Jean-Claude Michéa a accepté de répondre à quatre questions. Qu'il en soit remercié. Cependant, nous n'avons pu lui faire part de nos objections à ses réponses... Ce sera pour la poursuite de ce dialogue !

PAR ÉLISABETH LÉVY ET GIL MIHAELY

CAUSEUR. POUR DES MILLIARDS DE GENS, LE FOOTBALL N'EST PAS UN SPORT MAIS UN SPECTACLE QUI GÉNÈRE D'ÉNORMES PROFITS ET SUSCITE UNE IMMENSE FERVEUR POPULAIRE. ET AVEC LA MARCHANDISATION VIENNT LA CORRUPTION : LE QATAR ACHÈTE LE MONDIAL 2022, PLATINI LUI-MÊME EST SOUPÇONNÉ. DANS LE MONDE ENTIER, DES PEUPLES ADULENT DES HOMMES-SANDWICHES MILLIARDAIRES, SANS PARLER DES HOOLIGANS ET DE LA VIOLENCE ENTRE SUPPORTEURS. CELA NE REMET-IL PAS EN CAUSE TOUTES VOS ANALYSES SUR L'INCOMPATIBILITÉ ANTHROPOLOGIQUE QU'IL Y AURAIT ENTRE LES VALEURS DU PEUPLE ET CELLE DU MARCHÉ ? LE FOOTBALL N'EST-IL PAS LA PREUVE QUE LA PULSION DE JOUISSANCE QUI, EST LE MOTEUR DU CAPITALISME, EST TRÈS ÉQUITABLEMENT PARTAGÉE ? Y A-T-IL VRAIMENT PLUS DE COMMON DECENCY DANS CES FOULES VOCIFÉRANTES QUE CHEZ LES MERCENAIRES QU'ELLES ADMIRENT ? APRÈS TOUT, « LE PAIN ET LES JEUX », ÇA MARCHÉ DEPUIS TOUJOURS, NON ?

JEAN-CLAUDE MICHÉA. N'étant pas journaliste, je suis évidemment incapable de savoir ce que pensent réellement des « milliards de gens ». En revanche, votre idée selon laquelle le football cesserait d'être un sport dès lors qu'il devient un spectacle me laisse perplexe. Est-ce à dire, par exemple, que les *spectateurs* que leur passion conduit à fréquenter les salles d'opéra – il leur arrive d'ailleurs aussi, à l'occasion, de siffler le spectacle offert – seraient, pour cette simple raison, définitivement étrangers à l'art lyrique ? Mais peut-être entendiez-vous seulement prendre le mot « spectacle » dans son sens debordien – « *le capital à un tel degré d'accumulation qu'il devient image* » – et désigner ainsi le système des effets profondément aliénants et mystificateurs que la marchandisation du monde induit effectivement sur la totalité de la vie humaine. Votre question aurait alors un sens précis. Le problème, c'est qu'elle revient, du coup, à m'opposer ma propre thèse ! Mes textes sur le football ont toujours eu pour objectif, en effet, de montrer que la colonisation croissante de ce sport par la logique libérale – l'« arrêt Bosman » en a été l'un des moments clés – ne peut conduire qu'à en dénaturer

progressivement l'essence populaire, jusqu'à affecter aujourd'hui la philosophie du jeu elle-même. Telle, du moins, qu'elle avait pris naissance dans le *passing game* des clubs ouvriers et écossais des années 1870, et telle qu'elle avait été transmise, notamment à travers l'apport décisif de Jimmy Hogan, au merveilleux football autrichien des années 1930, puis hongrois des années 1950 (son nom devrait être écrit « *en lettres d'or dans l'histoire de notre football* » – disait de lui le théoricien du « football socialiste », Gusztáv Sebes). S'il subsiste, malgré tout, une différence évidente entre nos deux points de vue, c'est donc d'abord parce qu'à l'instar du dernier Debord, vous semblez croire que l'emprise du libéralisme sur la vie humaine est déjà devenue totale et qu'en conséquence la grande majorité du public populaire aurait accepté depuis longtemps cet effacement du beau jeu au profit du seul calcul – les Brésiliens opposent le *futebol d'arte* et le *futebol de resultados* – qui est au cœur du « football libéral ». Or jusqu'ici – et quelle que soit l'ampleur des transformations déjà opérées – rien ne permet encore, pour quelqu'un qui observe la chose de l'intérieur, de valider sérieusement cette

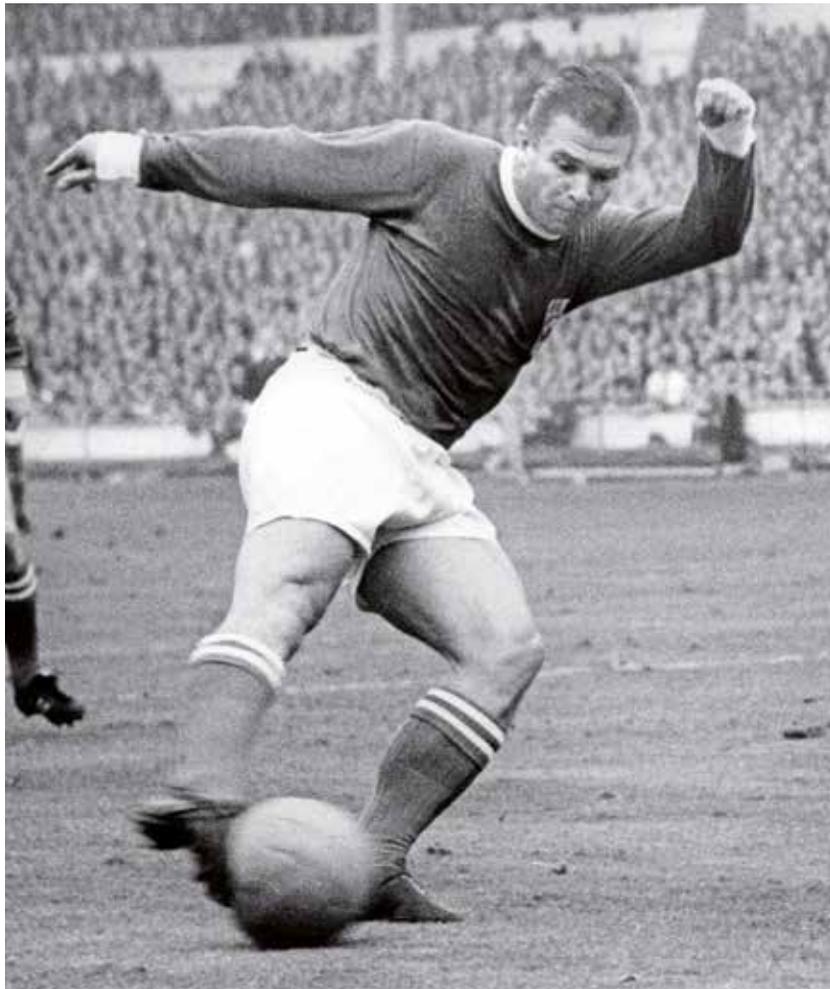


thèse. Il faut donc plutôt chercher les raisons de votre pessimisme radical du côté de cette curieuse vision du public populaire – ces « *foules vociférantes* » travaillées par la « *pulsion de jouissance* » – que vous avez visiblement empruntée aux sermons habituels de l'extrême gauche néopuritaine sur l'« *idéologie sportive* » (« *le foot, c'est la guerre, les frontières et les hurlements bestiaux de prolétaires avinés* »). Vision à la Cabu qui ne constitue pourtant qu'une reprise à peine voilée des doléances de la bourgeoisie de Deauville devant l'invasion de « ses » plages, durant l'été 1936, par ces nouveaux « *congrés payés* » bruyants, sales et – comme il se doit – dépourvus de toute *common decency*. Il est vrai qu'on trouvait déjà des descriptions identiques du public plébéien dans les imprécations répétées de Tertullien et des Pères de l'Église contre les jeux et les distractions

populaires de leur époque. Comme quoi, en effet, « *ça marche depuis toujours* » !

EN ATTENDANT, AU BRÉSIL, LA COUPE DU MONDE SEMBLE AVOIR ÉTOUFFÉ LA LUTTE SOCIALE. TOUT LE MONDE S'EST OFFUSQUÉ QUE MICHEL PLATINI DEMANDE AUX SYNDICATS DE « FAIRE UN EFFORT » ET D'ATTENDRE UN MOIS POUR FAIRE LA GRÈVE, MAIS DANS LES FAITS, C'EST CE QUI S'EST PASSÉ, ET NON PAS EN RAISON DE CALCULS CYNIQUES MAIS PARCE QUE C'EST UNE VÉRITABLE CROYANCE COLLECTIVE. BREF, IL Y A UNE DIMENSION RELIGIEUSE DANS LA PASSION DU FOOT. PEUT-ON PARLER ENCORE DE CULTURE POPULAIRE OU EST-CE AUTRE CHOSE QUI, DE LA CULTURE POPULAIRE, N'A GARDÉ QUE CETTE PSEUDO-RELIGIOSITÉ ?

La sortie de Platini est absolument lamentable. Elle confirme à quel point le pouvoir et la richesse finissent toujours par couper leurs détenteurs – si intelligents soient-ils au départ – de tout sens des réalités et donc, à terme, de tout sens moral (c'est d'ailleurs l'argument philosophique le plus puissant que je connaisse en faveur d'une société sans classe). Quant au Brésil, il est parfaitement exact que le football – pour des raisons historiques – constitue l'un des éléments majeurs de son identité collective. La plupart des Brésiliens – et des Brésiliennes – apprennent dès le plus jeune âge à « lire » un match, comme les Espagnols une corrida, ou les Russes une partie d'échecs. On peut donc effectivement parler – si on y tient absolument – d'une véritable religion du football propre à ce pays. Sous réserve, bien entendu, de prendre le mot de « religion » dans son sens sociologique, >



► c'est-à-dire pour désigner une forme de culture populaire (dans « culture » il y a « culte ») qui a su progressivement se donner ses formes de théâtralité spécifiques (dont l'humour est rarement absent), ses codes particuliers et – c'est là le plus important – une mémoire collective partagée, avec ses héros, ses drames et ses exploits légendaires. Or c'est évidemment l'aspect populaire de ces formes de « religiosité » qui choque habituellement l'élite culturelle. On imaginerait mal, en effet, le haut clergé intellectuel dénoncer comme « aliénante » ou « bestiale » la prétention d'un Frédéric Schlegel ou d'un Théophile Gautier à faire de l'art une religion. Et pourtant les grandes cérémonies rituelles de ce *Mondial de la bourgeoisie* qu'est devenu le Festival de Cannes – cérémonies qui reposent entièrement sur cette mythologie romantique de l'artiste – donnent lieu, chaque année, à des débordements de « pseudo-religiosité » patricienne

– le « Grand Journal » de Canal+ en est l'expression caricaturale – qui ne le cèdent en rien à ceux du public plébéien du stade Vélodrome. Avec d'ailleurs beaucoup moins de légitimité philosophique puisqu'il n'est pas rare qu'un tel festival récompense un réalisateur pour son seul conformisme politique, pratique qui serait naturellement inimaginable dans l'univers infiniment plus exigeant du ballon rond (et rappelons, au passage, que l'industrie du cinéma n'est pas moins soumise aux lois du capitalisme que celle du football). Du coup, vous en venez à donner de la lutte des travailleurs brésiliens une présentation très déformée. Car ce qui frappe, lorsqu'on prend la peine de lire attentivement les revendications que ces travailleurs continuent de défendre – y compris pendant le déroulement du Mondial – c'est, au contraire, leur singulière capacité dialectique à lier leur passion toujours intacte pour le *futebol d'arte*

à une critique impitoyable de la FIFA et de la dénaturation capitaliste de ce sport (les analyses de Romario sont, de ce point de vue, un modèle du genre). Voilà qui confirme plutôt le jugement de Claudio Magris : « *En cette époque dite de culture de masse, ce ne sont pas les masses qui manquent de culture mais plutôt les élites. Il est rare d'entendre dans un autobus des bourdes aussi monumentales que celles qu'on remarque à la télévision ou dans les journaux.* »

**DES BAD BOYS AUX BOY-SCOUTS :
TOUT LE MONDE, ET NOUS
AUSSI, S'EST RÉJOUI DE LA
TRANSFORMATION MIRACULEUSE
DES BLEUS. MAIS NE S'AGIT-IL
PAS TOUJOURS D'UN RÉCIT
PUBLICITAIRE CONCOCTÉ POUR LES
MÉDIAS ET LES SPONSORS, CE QUE
L'ON APPELLE STORY-TELLING DANS
LES GAZETTES BRANCHÉES ?**

Le battage médiatique indécent – et de nature à dégoûter du football n'importe quel *aficionado* – auquel donnent systématiquement lieu le Mondial et les prestations de l'équipe de France témoigne effectivement de l'incroyable puissance de *recupération*, comme on disait en Mai-68, qui caractérise la société du Spectacle. Pour autant, peut-on sérieusement prétendre que cette puissance est devenue telle qu'elle permettrait désormais d'imposer à un *public de connaisseurs* un simple « *récit publicitaire concocté par les médias et les sponsors* » ? Si tel était le cas, il faudrait alors admettre que la désaffection massive dont l'équipe de France de 2010 a longtemps été l'objet de la part de ce public – désaffection dont les sponsors ont d'ailleurs payé le prix – aurait été sciemment « concoctée » par ces sponsors eux-mêmes ! J'ai, pour ma part, une hypothèse beaucoup plus simple et beaucoup moins méprisante pour les gens ordinaires. Si le public populaire ne parvenait plus, depuis des années, à se reconnaître dans l'équipe de France entraînée par Domenech, c'est avant tout, en effet, parce que cette équipe bafouait non seulement tous les principes du *futebol d'arte* – elle se montrait pathétiquement incapable de construire le moindre jeu de passes créatrices

orientées vers l'avant – mais également toutes ces vertus que les classes populaires tiennent encore en haute estime, comme le sens de l'effort et le refus de sacrifier l'esprit collectif au règne libéral du « chacun pour soi ». Et c'est justement, à l'inverse, parce que l'équipe aujourd'hui reprise en mains par Didier Deschamps – une fois écartés les joueurs les moins aptes à incarner ces vertus – *commence*, depuis le match « fondateur » contre l'Ukraine, à manifester un autre état d'esprit, et donc une autre philosophie du jeu, que le climat est en train de se réchauffer peu à peu entre les Bleus et leur public populaire. Et cette « *transformation miraculeuse* » (n'exagérons quand même pas !) doit, à l'évidence, beaucoup plus aux leçons philosophiques administrées à l'Europe tout entière par le Barça de Pep Guardiola – tous les entraîneurs libéraux (ou « réalistes ») ont été contraints, parfois la mort dans l'âme, de tenir compte de cette renaissance spectaculaire du vieux *passing game* – que d'un quelconque *storytelling* directement mis au point par Adidas, Sony ou Coca-Cola. Même si, comme toujours, on peut évidemment faire confiance au système capitaliste – et donc aux instances dirigeantes du football mondial – pour récupérer à leur seul profit tout ce qui, dans ce sport, est susceptible de générer de la valeur d'échange – quitte, pour cela, à en dénaturer profondément l'essence originelle et à le couper définitivement de ses racines populaires.

BEAUCOUP DE GENS S'IDENTIFIENT AU CLUB DE LEUR VILLE MAIS, COMME NOUS LE RAPPELLE CHAQUE COUPE DU MONDE OU D'EUROPE, LES ÉQUIPES NATIONALES SUSCITENT TOUJOURS UNE ADHÉSION PARTICULIÈRE, MÊME CHEZ CEUX QUI, ENTRE DEUX TOURNOIS INTERNATIONAUX, NE S'INTÉRESSENT PAS À CE SPORT. Y VOYEZ-VOUS LA PREUVE DE LA PÉRENNITÉ DES NATIONS, AU MOINS DANS L'IMAGINAIRE DES PEUPLES, OU L'ULTIME SIMULACRE D'UN PATRIOTISME DÉFINITIVEMENT ÉTEINT ?

Rappelons d'abord que la notion

d'identité – qu'elle soit régionale, nationale, européenne ou autre – n'a strictement aucun sens dans le cadre de la logique libérale (sous ce rapport, le rejet par la gauche française du concept d'identité nationale est donc parfaitement cohérent). Une société libérale doit toujours se définir, en effet, comme un simple agrégat contingent d'individus unis par leur seule acceptation contractuelle des lois du marché autorégulé et de l'égalité juridique abstraite. Pour le reste peu importe, au fond, que ces individus ne possèdent aucune référence morale, culturelle ou historique commune ni même qu'ils ne parlent pas la même langue (c'était le sens de la formule de Margaret Thatcher selon laquelle « *la société n'existe pas* »). C'est ce qui explique, au passage, le rôle central que joue l'idéologie « multiculturaliste » dans la reproduction idéologique du capitalisme. D'un point de vue libéral, il est en effet indispensable de renvoyer en permanence chaque communauté de fait à son ghetto culturel d'origine – que celui-ci soit « ethnique », religieux ou autre – afin que tout appel fédérateur à développer un minimum de valeurs morales et politiques communes puisse être aussitôt dénoncé comme « totalitaire », « national-nostalgique » ou « discriminant ». Il n'est pas besoin, bien sûr, d'avoir lu l'œuvre intégrale de Durkheim et de Mauss pour comprendre que cette vision purement contractualiste de la société constitue un non-sens anthropologique absolu. Aucune société digne de ce nom, surtout si elle se veut démocratique, ne peut en effet se passer d'un minimum de langage culturel commun, ne serait-ce que pour rendre possible un débat contradictoire permanent entre tous ses membres – et non une simple confrontation stérile de monologues « communautaires ». Or, à partir du moment où l'École n'a plus d'autre objectif réel que de former la main-d'œuvre « compétitive » requise par le marché mondial (Victor Hugo n'étant plus qu'un *dead white european male* parmi d'autres), on peut compter sur les doigts de la main les formes de culture populaire partagées encore capables de proposer une traduction plausible de ce

sentiment d'appartenance à un monde commun sans lequel toute société – pour reprendre la vieille formule des socialistes saint-simoniens – ne serait plus qu'une « *agrégation d'individus sans liens et n'ayant pour mobile que l'impulsion de l'égoïsme* ». Il se trouve que l'univers traditionnel du football répond toujours à ces critères. On ne doit donc pas s'étonner s'il reste l'un des seuls à pouvoir encore offrir aux catégories populaires – et particulièrement à celles qui sont issues de l'immigration – un véritable langage commun et donc la possibilité de s'identifier à une ville, une région ou un pays. On me dira que c'est là une base philosophiquement très mince pour espérer rassembler l'ensemble des classes populaires autour d'un programme politiquement émancipateur. J'en suis parfaitement conscient ! Mais si, *en plus* – et au nom, précisément, de cette idée néopuritaine selon laquelle le sport serait déjà entièrement réductible à sa dimension d'« opium du peuple » – on laisse le système capitaliste poursuivre tranquillement son travail de dénaturation méthodique des valeurs originelles du *people's game* (c'est le nom que les prolétaires britanniques donnaient naguère au football), alors la possibilité de voir se constituer un tel « bloc historique » deviendra sans doute plus problématique encore. Il devrait aller de soi, en effet, que ce n'est pas en commençant par *se couper du peuple* – un art dans lequel l'extrême gauche moderne a toujours excellé et dont elle tire généralement toute sa fierté – que l'on pourra favoriser l'avènement de cette société « *libre, égalitaire et décente* » qu'Orwell appelait de ses vœux. Mais peut-être, après tout, avez-vous fini par penser – comme tant d'autres – qu'un peuple qui peut se passionner pour des choses aussi futiles que les dribbles de Leo Messi ou les offrandes magiques d'Iniesta ou de Pirlo ne sera jamais assez adulte pour se gouverner lui-même. C'était déjà – bien avant l'extrême gauche contemporaine – la leçon fondamentale de Platon.

QUE JEAN-CLAUDE MICHÉA SE RASSURE : NOUS NE PENSONS RIEN DE TEL ! EL ET GM



Chaque dimanche, à midi, sur les ondes de RCJ, la Radio de la Communauté Juive, Alain Finkelkraut commente, face à Élisabeth Lévy, l'actualité de la semaine. Un rythme qui permet, dit-il, de « *s'arracher au magma ou au flux des humeurs* ». Vous retrouverez ses réflexions chaque mois dans *Causeur*.

MEHDI NEMMOUCHE

Ce loup grégaire n'est pas un impulsif, c'est un animal cohérent et calculateur

8 JUIN

ÉLISABETH LÉVY. MEHDI NEMMOUCHE, UN FRANÇAIS DE 29 ANS SOUPÇONNÉ D'ÊTRE L'AUTEUR DE L'ATTENTAT DU MUSÉE JUIF À BRUXELLES, A ÉTÉ ARRÊTÉ AU COURS D'UN CONTRÔLE DE ROUTINE À BORD DU BUS AMSTERDAM-MARSEILLE. IL AURAIT ÉTÉ INITIÉ AU SALAFISME EN PRISON AVANT D'ACCOMPLIR SON JIHAD EN SYRIE. OUTRE L'ÉCHEC DE L'INTÉGRATION, QUE RÉVÈLE LE PROFIL DU TUEUR ?

ALAIN FINKIELKRAUT. Dans l'Europe qui, selon la formule d'Ulrich Beck, « a prêté serment sur la fosse commune de l'Holocauste », les juifs sont à nouveau menacés. Ils sont redevenus des cibles. Leurs lieux de rassemblement culturels, culturels ou scolaires font, et feront longtemps encore l'objet d'une protection policière. Bienvenue dans le XXI^e siècle...

Cette Europe se vantait d'avoir apporté la paix à nos nations réconciliées. Elle doit maintenant faire face à l'accablante réalité d'un jihadisme diffus. L'auteur de la tuerie de Bruxelles n'est évidemment pas le soldat d'une gigantesque armée de l'ombre. Selon toute vraisemblance, il a, comme Mohamed Merah, agi de sa propre initiative. Mais cet auto-entrepreneur du terrorisme n'est pas pour autant un loup solitaire. C'est, paradoxe postmoderne, un *loup grégaire*.

Il a grandi à Roubaix, c'est-à-dire moins tant en France que dans la haine de la France. Il est né trop tard pour avoir pu participer à la « marche des Beurs ». Et si le film retraçant, trente ans après, cette grande épopée antiraciste a été un four retentissant, malgré l'activisme promotionnel de Jamel Debbouze, l'acteur préféré des Français, c'est que l'antiracisme est mort : les « Beurs » rejettent aujourd'hui avec dégoût cette appellation. Ils y voient, comme l'écrit Gilles Kepel, la marque lexicale du complot sioniste pour faire fondre comme beurre leur identité arabo-islamique dans le chaudron des potes de SOS Racisme touillé par l'Union des étudiants juifs de France. Au militantisme de la marche a succédé la radicalisation par l'écran et Kepel cite le cas de ce prédicateur qui poste un « *selfie* » où on le voit, depuis la

Syrie, kalachnikov en main, appeler les fidèles à venir soutenir leurs frères dans le jihad. Le jihad par *selfie* est la preuve éclatante que notre monde ne ressemble à aucun autre.

À ceux qui font le voyage, on apprend le maniement des armes et on les renvoie en France pour mener des actions terroristes contre les lieux communautaires juifs afin d'entretenir l'« islamophobie » et de déclencher, à terme, « *des guerres de religion sur le Vieux Continent aboutissant à la constitution d'enclaves* ». Notre loup grégaire n'est donc pas un impulsif, c'est un animal cohérent et calculateur. Il a un but précis et il espère bien l'atteindre, non par lui-même mais par la multiplication des attentats dont il offre le modèle. De là sa détermination, sa froideur, sa force tranquille.

Deux jours après l'arrestation de

Mehdi Nemmouche.





Mehdi Nemmouche, je participais à la grande journée organisée par Radio France au Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées sur le thème : « À qui/ à quoi accepteriez-vous de donner votre vie ? » Après avoir dit qu'il m'était impossible de répondre à la question car le courage ne se décide pas à l'avance, j'ai fait remarquer que les juifs, qu'ils fussent lâches ou héroïques, étaient aujourd'hui exposés à la cause des autres. Et j'ai souligné ce paradoxe de l'Europe post-hitlérienne. Le psychanalyste d'origine argentine Miguel Benasayag a alors pris la parole pour regretter qu'on fasse encore, en France, deux poids deux mesures. Au lendemain de l'assassinat d'Ilan Halimi, le chef de l'État avait déclaré : « *Quand on touche à un juif, on touche à la France.* » Or, a dit Benasayag, jamais un président n'a eu ces mots pour un musulman. Cette intervention a été applaudie à tout rompre par la majorité des spectateurs, soulagés, semble-t-il, de pouvoir protester ainsi contre le favoritisme victimaire dont les juifs feraient l'objet. Telle était donc, pour ce public, la leçon de Bruxelles. Là où, face au jihadisme qui se diffuse peu à peu dans nos sociétés, je croyais l'inquiétude et la révolte unanimes, j'ai eu droit à la diffusion du dieudonnisme.

« LE FASCISME NE TRÉPASSERA PAS »

La haine antisémite de jadis ne prend plus. Et cette nouvelle, qui devrait réjouir les antifascistes, les plonge, au contraire, dans l'angoisse et le désarroi.

15 JUIN

PEU APRÈS LA DIVULGATION DU JOURNAL VIDÉO OÙ JEAN-MARIE LE PEN PROMETTAIT UNE NOUVELLE « Fournée » À PATRICK BRUEL, MARINE LE PEN A DÉNONCÉ LA « FAUTE POLITIQUE » DE SON PÈRE PUIS ORDONNÉ LE RETRAIT DE SON BLOG VIDÉO DU SITE DU FRONT NATIONAL. Y VOYEZ-VOUS UN TOURNANT POSITIF OU LE SIGNE D'UNE ÉVENTUELLE DUPLICITÉ FRONTISTE ? Jadis et naguère encore, quand Jean-Marie Le Pen proférait une énormité antisémite, son parti faisait corps avec lui. On ne critiquait pas le chef. Le chef est devenu président d'honneur et, quand celui-ci a dit de Patrick Bruel qui, avec d'autres artistes, avait sonné le tocsin au lendemain des élections européennes : « *Écoutez, la prochaine*

fois, on fera une fournée », il a été immédiatement désavoué par tous les dirigeants du Front national, sa propre fille comprise.

Ce fossé qui se creuse entre le vieil homme et ses héritiers m'a irrésistiblement évoqué le livre de Pascal Bruckner : *Un bon fils*. C'est du père dont il est surtout question dans ce récit autobiographique : un père qui, pendant la guerre, est allé en Allemagne mettre ses capacités d'ingénieur au service de la firme Siemens et qui a professé, jusqu'à la fin de sa vie, un antisémitisme obsessionnel : « *Ils ont tout corrompu, tout sali, tout piétiné. Ils veulent dominer le monde* », martelait-il à son fils. Mais celui-ci ne s'est jamais laissé convaincre. Et nous lisons *Un bon fils* comme l'oraison funèbre d'un homme et d'un monde. Jean-Marie Le Pen et René Bruckner sont les derniers spécimens d'une Europe engloutie. Leur haine ne prend plus. Et cette nouvelle, qui devrait réjouir les antifascistes, les plonge, au contraire, dans l'angoisse et le désarroi. « Le fascisme ne trépassera pas ! » est leur slogan véritable, car ils ont éperdument besoin de ce repère. Pour s'épargner la douleur d'être orphelins et de penser à nouveaux frais, ils lui font donc du bouche-à-bouche. Ils expliquent doctement que le père et ►



LA GAUCHE PEUT-ELLE MOURIR ?

Les socialistes ont cru que l'anti-sarkozysme pouvait tenir lieu à la fois de propagande et de programme, ils paient très cher cette facilité.

22 JUIN

MANUEL VALLS A PRONCÉ UNE QUASI-ORAISON FUNÈBRE DE LA GAUCHE DEVANT LE CONSEIL NATIONAL DU PS : « LA GAUCHE PEUT MOURIR », A-T-IL DIT À SES CHERS CAMARADES. IL S'AGISSAIT D'ABORD D'INTIMIDER LA GAUCHE DE SON PARTI, EN LUI METTANT LE VIEUX REVOLVER SUR LA TEMPE : VOTER CONTRE LE GOUVERNEMENT, C'EST FAIRE LE JEU DU FRONT NATIONAL. RESTE QUE CET AVERTISSEMENT A ÉTÉ ENTENDU COMME UN AVEU. LA GAUCHE PEUT-ELLE MOURIR ? EST-ELLE DÉJÀ MORTE ?

Rien ne va plus à gauche. Le Parti socialiste est exsangue, les militants se volatilisent, le gouvernement et le Président de la République battent des records d'impopularité. Il y a des raisons conjoncturelles à cette débâcle : les socialistes ont cru que l'anti-sarkozysme pouvait tenir lieu à la fois de propagande et de programme, ils paient très cher cette facilité. Mais le vrai problème est plus profond. La gauche, parti des Lumières, s'est identifiée, depuis sa naissance, à la grande aspiration prométhéenne de la modernité : amener la société à une prospérité toujours plus grande ou, comme l'écrivait encore Leo Strauss, « donner une pleine réalisation aux droits naturels de chacun à une vie confortable et à l'épanouissement de toutes ses facultés de concert avec tous les autres ». Qu'est-ce même que la modernité sinon la victoire de la

la fille se répartissent les rôles : à lui la transgression, à elle la dédramatisation. Et ils dénoncent solennellement le « Rassemblement Brun Marine ». Ces apôtres du changement ne veulent surtout pas que l'époque ait changé, que le Front national ait changé, que l'antisémitisme ait changé, et que le présent diffère de l'image que les « heures les plus sombres de notre histoire » leur ont mise dans la tête. Dans un article sur le livre de Marc Bloch *L'Étrange défaite*, Raymond Aron a écrit cette phrase admirable : « *La vanité française consiste à se reprocher toutes les fautes, sauf la faute décisive : la paresse de penser.* » Cette paresse, aujourd'hui, a pour nom mémoire.

Certains antifascistes, il est vrai, reconnaissent que le Front national a évolué, mais c'est pour préciser aussitôt que l'islamophobie a pris le relais de l'antisémitisme. Les premiers fascistes, disent-ils, ont inventé la question juive ; leurs successeurs procèdent à la construction d'une question musulmane. Edwy Plenel tient ce raisonnement dans un article publié sur le site de Mediapart entre la tuerie de Bruxelles et la révélation du noyautage des écoles publiques de Birmingham – la deuxième ville d'Angleterre – par les islamistes radicaux : séparation

des filles et des garçons dans les classes, appels à la prière dans la cour de récréation, suppression de l'enseignement des humanités, des arts et des autres religions, organisation de voyages à La Mecque...

Ces faits n'ébranlent pas l'antifasciste contemporain, ils renforcent encore sa détermination car l'antifascisme est un nominalisme. Pour conjurer toute tentation raciste, la pensée posthitlérienne a fait ce choix ontologique radical : seuls les individus existent. Les entités abstraites ou générales n'ont, pour elle, d'autre réalité que les noms qui servent à les désigner. Autrement dit, il n'y a pas d'islam, il n'y a que l'infinité variée des musulmans. À chaque offensive islamiste, le risque de l'essentialisation se profile et Plenel le dénonce pour qu'il ne puisse être dit que ces nouveaux Dreyfus que sont les musulmans n'ont pas trouvé leur Zola. On lui saura gré de nous mettre en garde contre la férocité des amalgames. Mais on s'interrogera aussi sur la pertinence d'une analyse qui prétend que l'islamophobie a remplacé l'antisémitisme alors même que l'antisémitisme islamiste fait rage.

En croyant nous prémunir contre le retour du mal, le nominalisme antifasciste efface consciencieusement la nouvelle figure de celui-ci.



gauche plébéienne et égalitaire sur la morale aristocratique et sur la morale chrétienne ? D'ailleurs, il ne vient plus à l'idée de la droite, aussi nostalgique soit-elle, de vouloir dénouer l'alliance tissée par la gauche, comme le rappelle Jacques Julliard, entre l'idée de progrès et l'idée de justice. Elle dit seulement qu'elle est mieux à même, elle, la droite, de parvenir à cette fin. La gauche et la droite sont les deux visages d'une même ambition : placer l'homme sur le trône qui était autrefois celui de Dieu. Mais aujourd'hui, l'homme fait le compte de tout ce qui disparaît à mesure que s'établit son règne : les abeilles, les éléphants, le sable, les lucioles dont Pasolini, déjà, portait le deuil, et les animaux en général, réduits – quand ils ne sont pas exterminés – à l'état de matériaux malléables et invisibles comme les vaches dans les fermes géantes de l'élevage industriel. L'homme moderne a voulu

réaliser le bonheur sur Terre et il a puisé toute sa combativité dans un ressentiment fondamental envers le monde tel qu'il était donné. Mais la fragilité a changé de camp et tout devient vertigineusement possible. Le temps est venu, comme l'écrivait Hannah Arendt, d'une conversion à la gratitude « *pour les quelques choses élémentaires qui nous sont véritablement et invariablement données, comme la vie elle-même, l'existence de l'homme et le monde* ». La gauche n'en prend pas le chemin et les écologistes, qu'ils soient à l'intérieur ou en dehors de la majorité, ne savent parler que le langage des droits.

Être moderne et de gauche, c'était aussi concevoir l'humanité comme une totalité en mouvement. Or, la totalité se brise, l'humanité est en proie au choc des civilisations. De ce choc, la gauche ne veut rien savoir. Arc-boutée au schéma de la domination, elle mobilise toutes les écoles de sociologie

contre la découverte ethnologique des différences culturelles entre les peuples. Le désaveu populaire dont elle est l'objet est le prix qu'elle paie pour sa docte ignorance. Mais ce n'est pas tout : au moment où le paradigme moderne subit le dur démenti du réel, la gauche s'identifie à ce qu'il a de plus inquiétant : la constitution progressive d'un sujet souverain, désoriginé, déterritorialisé, séparé de toute détermination, hors-histoire, hors-sexe et hors-sol, pur touriste, consommateur absolu, un être qui est ce qu'il veut être dans un monde perçu comme un catalogue d'options disponibles.

Il y a quelques années, Martine Aubry réunissait cinquante militants et chercheurs de gauche pour rédiger avec eux un livre intitulé : *Changer de civilisation*. Or, le programme qu'exigent les circonstances est : restons une civilisation. Pour que la gauche revive, il faudrait, de toute urgence, qu'elle cesse de penser à contretemps.



44. PARIS CONTRE LE DÉSIR FRANÇAIS ÉLISABETH LÉVY | 46. FRANÇOIS BAYROU : « NOUS NE SOMMES PAS LOIN DE LA RUPTURE » ÉLISABETH LÉVY ET GIL MIHAELY | 52. RÉGIONS : UNE CARTE CONTRE L'IDENTITÉ LUC ROSENZWEIG | 54. DU SUD AU NORD, DES NÉORÉGIONS À L'OUEST ! JÉRÔME LEROY | 56. LE FÉDÉRALISME, C'EST MAINTENANT PATRICK PONCET | 58. CHRISTOPHE GUILLUY : « 60 % D'EXCLUS » GIL MIHAELY ET DAUD BOUGHEZALA | 61. TOULOUSE : AIRBUS ET CASSOULET NICOLAS ROUTIER | 64. MARSEILLE : L'APPEL DU LARGE GUILLAUME NICOLAUD | 66. SOIR DE MATCH SUR LE VIEUX-PORT PASCAL BORIES | 68. LE BRETON CONTRE LES BRETONS FRANÇOISE MORVAN ET ANDRÉ MARKOWICZ | 78. LA HAINE DE PARIS NE S'EST PAS FAITE EN UN JOUR FRÉDÉRIC ROUVILLOIS

LA FRANCE CONTRE PARIS

PARIS CONTRE LE DÉSIR FRANÇAIS

PAR ÉLISABETH LÉVY

À défaut de chercher à comprendre ce que sont les Français et ce qu'ils veulent, le pouvoir central est toujours plus intrusif, toujours plus prompt à intervenir dans la vie de ses sujets en dépit du bon sens, à leur dicter ce qu'il faut penser et ce qu'ils doivent aimer. On dirait que Paris n'est plus en France.

Gamine, je croyais que, dans tous les villages de France, il y avait une pancarte indiquant la direction de Paris. Ce repère partagé par tous, ce lien qui m'unissait à des gens que je n'appelais pas encore mes concitoyens, me paraissait être des plus ingénieux. Alors, c'est pas pour me vanter, comme dirait l'ami Basile, mais j'avais peut-être inventé une astucieuse métaphore de ce qu'est un pays : un territoire mental dont les habitants ne peuvent pas se perdre parce qu'ils savent tous où se trouve son centre névralgique. Bien sûr, le mot « métaphore » m'était aussi inconnu que la notion d'État jacobin. J'ignorais que, derrière la façade, encore impressionnante, les fondations de notre édifice régalien se lézardaient. Je n'avais pas entendu parler des contestataires chevelus qui réclamaient de « vivre et travailler au pays », ni lu le livre de Jean-François Gravier, *Paris et le désert français*, publié en 1947, resté un classique pendant trente ans malgré la jeunesse maurassienne de son auteur : « *Dans tous les domaines, écrivait-il, l'agglomération parisienne s'est comportée depuis 1850, non pas comme une métropole vivifiant son arrière-pays, mais comme un groupe "monopoleur" dévorant la substance nationale.* » En ce temps-là, on pouvait trouver tous les défauts de la Terre aux Parisiens, crever les pneus de leurs autos, brocarder

leur arrogance et se moquer de leur accent – ou de leur absence supposée d'accent. N'empêche, Paris, c'était l'affaire de tous. La terre promise de tous les Rastignac du pays, la scène où se jouait la comédie du pouvoir. « L'État, c'est moi », disait-on. Et Paris, c'était la France.

Par la grâce du TGV, la capitale est désormais à quelques heures des principales villes de France. Mais que l'on vive à Lyon ou à Aurillac, jamais elle n'a paru aussi lointaine. La périphérie ne cherche plus à disputer son pouvoir au centre, ni même à l'encercler, conformément aux enseignements du président Mao. Elle se contente de lui tourner le dos, comme si elle avait déjà décidé qu'il n'y a plus de centre. La France n'est pas en guerre contre Paris : elle a décidé de vivre sa vie sans Paris. Ainsi peut-on gager que, dans leur écrasante majorité, les élus qui seront sommés de choisir entre un siège de député et un mandat local opteront en masse pour le second. Beaucoup, à commencer par les barons du PS qui se tiennent prudemment à l'écart des péripéties parisiennes de leur parti, savent depuis longtemps que, pour faire carrière, mieux vaut éviter soigneusement la capitale.

On l'aura compris : il n'est pas question ici de la ville dans laquelle des millions de Français ont des copains et des cousins, des souvenirs et des fantasmes, mais du siège de l'État et du pouvoir, du lieu où se fabriquent les modes et les élites – symboliquement, il n'est pas innocent que le commun des Français n'ait pas les moyens de s'y loger. Le problème est que le sentiment que ce pouvoir ne décide plus grand-chose est de plus en plus partagé. Peu importe que cet État décrié répare les routes, assiste les indigents et fasse encore marcher les trains, les hôpitaux et les écoles certes, pas très bien, mais pas plus mal que ne le ferait une multinationale. Pour beaucoup de gens, il est tout juste bon à persécuter d'honnêtes travailleurs à coups de retrait de points de permis, de règles illisibles ou absurdes, de fiscalité mouvante, le tout ayant un rapport fort lointain avec la réalité qu'on prétend changer.

Or, en plus de cette vieille propension à l'abstraction, qui le pousse à intervenir dans la vie de ses sujets en dépit du bon sens, voilà que cet État intrusif se mêle de plus en plus de leur dicter ce qu'il faut penser et ce qu'ils doivent aimer. Et ça, ça ne passe décidément pas. Sur le plan économique, la France, ou plutôt ses régions les plus prospères, avaient déjà largement affirmé leur indépendance par rapport à Paris. Le divorce est désormais culturel. On ne parle plus le même langage. La Manif pour tous a d'abord été cela : une révolte contre la prétention d'une élite perçue comme parisienne, branchée et totalement déconnectée du réel, d'imposer ses façons de voir et de vivre à tout le pays. Il y avait évidemment des adversaires du mariage gay à Paris et des partisans en province puisque, répétons-le, il est ici question d'un Paris métaphorique, lequel cependant recoupe en partie le Paris géographique. L'insularité culturelle de la capitale se manifeste notamment par sa résistance au vote frontiste. Le parti de Marine Le Pen a beau y envoyer des candidats présentables susceptibles d'amadouer le bobo, il plafonne à moins de 5 % des voix,



alors qu'il progresse même dans les centres-villes bourgeois de nos régions. Ces exceptions parisiennes nourrissent l'aimable conte d'une France homophobe, raciste et passéiste, à laquelle le Paris des élites progressistes et minoritaires résiste héroïquement. Ce Paris-là n'est plus tout à fait la France.

Le psychodrame de la réforme territoriale – qui ne fait que commencer – a révélé que, dans nos belles provinces, on n'était guère soucieux de se battre pour la survie du royaume. L'ambiance est plutôt à la foire d'empoigne qu'à l'harmonieuse solidarité, chacun espérant tirer le meilleur jeu de la redistribution des cartes qui s'annonce. Dans cette perspective, des alliances inédites se nouent entre les élites locales et les activistes de l'identité, comme en Bretagne avec les Bonnets rouges. Ailleurs, on brandit le drapeau européen, tout en communiant dans l'exaltation du passé, réel ou mythologique, de son douar d'origine.

Est-ce ainsi que les pays meurent ? Ce qui meurt, c'est au minimum l'État à l'ancienne, la puissance tutélaire qui assurait la diffusion du progrès dans les coins les plus reculés du royaume et attirait à son service les meilleurs de ses enfants. Pleurer sur la splendeur passée de l'État-bâisseur, de Versailles à Airbus, ne nous avancera guère. Il paraît que l'avenir radieux sera pavé de réseaux, d'interactions, de synergies et de crèches bio qu'on nous promet pour le remplacer. Dans ce monde merveilleux de l'horizontalité citoyenne, on sera breton et citoyen du monde, on ne parlera plus de « pays » mais de « territoires », ou peut-être de « zones de mobilité permanente » – c'est bon, ça, non ? Bon, ce chatoyant scénario a un léger inconvénient : c'est qu'il risque de laisser sur le carreau tous ceux qui n'ont pas

le bon goût de vivre sur une route de la mondialisation. D'autre part, le retour aux villes-État de l'Antiquité ou à la Ligue hanséatique – car dans le fond, c'est bien de cela qu'il s'agit – pourrait déboucher, non pas sur le monde paisible régi par le doux commerce, mais sur la guerre de tous contre tous. Non pas qu'il faille impérativement atteindre la fameuse « taille critique », comme le répètent les propagandistes de l'Europe des régions, tout en célébrant le dynamisme de la Catalogne ou de la Bavière. La France n'est ni l'Espagne ni l'Allemagne, mais un vieux pays dans lequel l'État a précédé et construit la nation. Comme le montrent Todd et Lebras dans *L'Invention de la France*, sa diversité anthropologique s'est révélée soluble dans une unité administrative pensée de façon quasi scientifique. Le modèle jacobin a d'ailleurs remporté une victoire paradoxale car, à bien des égards, les pouvoirs issus de la décentralisation se contentent de le reproduire à l'échelle locale, comme si la solution à la crise française passait par l'émergence de multiples petites France. Sauf que dans ce schéma, Strasbourg refusera bientôt de payer pour Marseille. Ce qui était vrai hier a de fortes chances de l'être encore : sans un État aussi unique que le Dieu de la Bible, point de France.

Alors, il paraît que le mythe jacobin a vécu et qu'il nous faudrait faire notre deuil de la République une et indivisible. Peut-être. Mais ne nous y trompons pas : en dépit de l'affichage exubérant des patriotismes locaux, le message que les gouvernés adressent avec constance à leurs gouvernants, c'est qu'ils veulent rester un peuple. Et ils ne font nullement confiance, pour y arriver, à un pouvoir de plus en plus stratosphérique. Non sans raisons. Il n'y a qu'un Parisien pour croire que la France devrait disparaître.

FRANÇOIS BAYROU :
**« NOUS NE
SOMMES
PAS LOIN
DE LA
RUPTURE »**

PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉLISABETH LÉVY ET GIL MIHAELY

Notre société est paralysée par une bureaucratism galopante, l'État central promet toujours plus et tient toujours moins ; le peuple se méfie du discours politique : toutes les conditions d'une crise majeure sont réunies.

CAUSEUR. LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE EST BLOQUÉE EN HAUT MAIS ON PEUT LA DÉBLOQUER EN BAS : C'EST CE QUE VOUS AVEZ DÉCLARÉ EN SUBSTANCE AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS MUNICIPALES. POURQUOI Y A-T-IL BLOCAGE AU SOMMET ALORS MÊME QUE NOTRE HISTOIRE ET NOS INSTITUTIONS CONFÈRENT UNE PUISSANCE CONSIDÉRABLE AU POUVOIR CENTRAL ?

FRANÇOIS BAYROU. Cette puissance est impuissante. Pendant deux ans, François Hollande et le Parti socialiste ont été majoritaires à tous les étages, de l'Élysée aux municipalités. Et quelle est leur capacité d'action ? Nulle. Vous connaissez ces rêves ou plutôt ces cauchemars dans lesquels on court de toutes ses forces sans jamais avancer. Le pouvoir, depuis des années, est dans la même situation. Il proclame, il affirme, mais il ne peut agir.

ET QUE SIGNIFIERAIT « AGIR » EN L'OCCURRENCE ?

Que la décision politique ait des conséquences directes et rapides dans la vie réelle. C'est cela qui n'existe plus. Notre société s'est laissée engluer dans la complexification croissante des administrations, des centres de décision et des normes multiples. Si vous ajoutez l'impatience due à la médiatisation en continu, vous obtenez une situation dans laquelle les commandes reliant l'État central à la société réelle ne répondent plus. Si vous y ajoutez les déclarations purement démagogiques tenues au moment des élections, les citoyens ont non seulement l'impression, mais la certitude que le pouvoir politique est mensonger.

VOUS AVEZ PARLÉ DE MÉDIATISATION. L'IMPOTENCE DU POUVOIR TIENT-ELLE À SA SOUMISSION AU POUVOIR MÉDIATIQUE ?

Ne soyons pas comme ceux qui, au XVI^e siècle, s'inquiétaient parce que la diffusion de l'imprimerie allait priver les clercs de leur privilège d'autorité. La médiatisation, c'est un fait acquis ! L'existence du cadre médiatique est une chose aussi indiscutable que la pression atmosphérique. Mais il n'y a aucune obligation de soumission. Aucune. On peut s'affranchir des bornes et des convenances. Cela m'est arrivé, souvent, et on n'en meurt pas. Non, le nœud du problème est institutionnel. Deux partis concentrent à eux seuls la totalité du pouvoir. Et l'élection présidentielle, c'est tout ou rien. Donc, il faut gagner, quel que soit le prix à payer. L'idée destructrice que la fin justifie les moyens est fille de nos institutions !

MAIS PEUT-ÊTRE VOULONS-NOUS QU'ON NOUS EMOBINE. FRANÇOIS HOLLANDE N'AURAIT PEUT-ÊTRE PAS ÉTÉ ÉLU S'IL AVAIT DIT : « ÉCOUTEZ, LE CHÔMAGE NE VA PAS S'INVERSER DANS LES PREMIÈRES ANNÉES, VOUS ALLEZ EN BAVER. »

Lorsque Jean Peyrelevade m'a rejoint, il a déclaré : « Je ne sais pas si on peut être élu en disant la vérité, mais je sais qu'on ne peut pas gouverner sans l'avoir dite. » C'est exactement ce que je pense. Dans les moments décisifs de

LE PREMIER RÉFLEXE DE L'ADMINISTRATION, AUJOURD'HUI, N'EST PAS DE TROUVER DES SOLUTIONS PRATIQUES. L'ÉTAT EST DEvenu AUTOBLOQUANT.

l'Histoire, il revient aux peuples d'accoucher eux-mêmes de leur destin. C'est l'heure de vérité, qui revient deux ou trois fois par siècle. Nous sommes à l'un de ces rendez-vous.

OUI, ET EN MAI 1958, « PRENDRE SON DESTIN EN MAIN » A CONSISTÉ À FAIRE APPEL À UN HOMME DEvenu PROVIDENTIEL PAR LA GRÂCE D'UN MENSONGE - « JE VOUS AI COMPRIS ! »

Historiquement, cette phrase n'a été prononcée qu'après le retour de de Gaulle. Il demeure, c'est vrai, qu'a été créée là une blessure profonde pour une partie de la société française. Peut-être, la situation était-elle à ce point inextricable qu'il n'y avait aucun autre moyen de sortir de l'impasse... Aujourd'hui, ce n'est pas le cas.

VOUS VOUS VOYEZ EN DE GAULLE ?

Ne me croyez pas mégalomanie ! On a moins besoin de génie que de bon sens et d'esprit pratique. Le mérite historique de de Gaulle, comme Napoléon – le Napoléon de la paix, pas celui de la guerre –, tient à ce qu'ils ne s'enferment pas dans l'abstraction. J'ai beaucoup d'admiration pour Napoléon. Il est venu à Pau vingt-quatre heures, peut-être même un peu moins, et il a dit : « Là, on va construire une église, ici un théâtre, là-bas on va percer un boulevard. » Et puis il est parti. Et les bâtiments existent toujours ! De même, quand il bâtit le système administratif, ou le code civil, il le fait en pensant le concret. Et c'est cela qui force l'admiration. Nos « élites » d'aujourd'hui sont des esprits certes brillants mais totalement abstraits. Ce qui nous manque, ce sont des architectes qui sachent aussi mettre la main à la pâte.

MAIS CES ÉLITES SONT LES HÉRITIERS DE CE SYSTÈME ADMINISTRATIF NAPOLÉONNIEN DONT LA PÉRENNITÉ DEVRAIT PALLIER, AU MOINS PARTIELLEMENT, LES DÉFAILLANCES DE L'EXÉCUTIF.

C'est cela qui s'est perdu. Le premier réflexe de l'administration, aujourd'hui, n'est pas de trouver des solutions pratiques. L'État est devenu autobloquant. Et c'est pourquoi je demande une réflexion sur la formation des cadres de l'État. Je plaide pour un recrutement des hauts fonctionnaires plus tard dans leur vie, avec d'autres expériences que la seule expérience d'un concours réussi à 20 ans. Comme l'armée le fait avec l'école de guerre. Cela évitera de surcroît que l'ENA, École d'administration publique, ne devienne en fait une école de sélection pour les cadres dirigeants du privé !



LE SCRUTIN MAJORITAIRE A PRÉCISÉMENT ÉTÉ CHOISI POUR CONJURER L'IMMOBILISME DE LA IV^E RÉPUBLIQUE EN GARANTISSANT À L'EXÉCUTIF, EN MÊME TEMPS QU'UNE MAJORITÉ, DES CAPACITÉS D'AGIR. IL SEMBLE QUE CELA NE MARCHE PAS. MAIS CELA MARCHERAIT-IL MIEUX AVEC LE SCRUTIN PROPORTIONNEL QUE VOUS APPELEZ DE VOS VŒUX ?

Il faut changer notre loi électorale pour obtenir une Assemblée légitime ! Aujourd'hui, les deux partis gouvernementaux, avec leurs satellites, trustent 95 % de la représentation, alors que leurs deux scores additionnés n'ont pas atteint 35 % au scrutin européen. Si l'on n'introduit pas une part de représentation proportionnelle, comme en Allemagne, en Espagne ou en Italie, au moins une part, pour que tous les courants qui pèsent en France puissent s'exprimer au Parlement, il n'y a plus de légitimité de la représentation. Et c'est le seul moyen de voir naître des majorités transpartisanes. Il faudra aussi montrer que les sacrifices sont partagés en s'attaquant aux privilèges qui ne sont plus de saison. À quoi sert-il d'avoir 600 députés, 350 sénateurs, un Conseil économique et social, tout cela très coûteux, inaudible et s'épuisant en discussions stériles ?

SOUTENIR QUE L'IDENTITÉ EST FORCÉMENT EXCLUSIVE, QU'IL FAUT ÊTRE BRETON OU FRANÇAIS, MAIS QU'ON NE PEUT PAS ÊTRE LES DEUX, C'EST CRÉER DES NÉVROSES PERSONNELLES ET DES GUERRES CIVILES.

MÊME AVEC LA MEILLEURE ADMINISTRATION DU MONDE, LE POUVOIR EXÉCUTIF NE SERAIT-IL PAS ENTRAVÉ PAR LES PRÉROGATIVES DE L'UNION EUROPÉENNE ?

Je demande que l'on ne confonde pas le projet européen avec sa forme institutionnelle actuelle. Le projet européen est purement et simplement vital. Les institutions peuvent et sans doute doivent être changées. Après tout, nous sommes nombreux à critiquer sévèrement les institutions françaises, pourtant personne ne soutient qu'il faut sortir de la France !

MAIS NOUS PARLONS BIEN DE L'EUROPE TELLE QU'ELLE EXISTE, PAS DE L'IDÉE IDÉALE DE L'EUROPE... QUOI QU'IL EN SOIT, PUISQUE VOTRE SINGULARITÉ EST PEUT-ÊTRE D'ÊTRE À LA FOIS « SOUVERAINISTE » ET EUROPÉEN, COMMENT DEVRAIENT, SELON VOUS, S'ARTICULER LES DEUX NIVEAUX ? QUELLE PLACE POUR LES NATIONS DANS LE « PROJET EUROPÉEN » ?

Personne ne peut être plus Français que je le suis par vocation, par choix, par histoire, par amour de notre langue et de notre littérature. Mais les nations solitaires ne peuvent plus changer le cours de l'Histoire. L'Europe, c'est une famille de nations au sein d'une même civilisation. Dans le Béarn traditionnel, la coutume du « voisinage », le « vesiatje », un ensemble de droits et de devoirs très codifiés, de solidarités concrètes qu'on se doit entre voisins, est la forme la plus importante de la vie en commun. Ce devrait être aussi le cas de la solidarité entre pays européens. Nous ne sommes plus, Français, Allemands, Italiens, Espagnols, Belges, des étrangers les uns pour les autres. Nous appartenons à la même famille européenne.

PARDON, MAIS ON PEUT SE SENTIR PLUS PROCHE D'UN AMÉRICAIN QUE D'UN POLONAIS...

Individuellement oui, bien sûr ! D'une Chinoise ou d'un Brésilien aussi ! Mais comme nation, ce n'est pas la même chose ! Regardez ce qu'ont fait les Polonais dans les années 1980 – de Solidarnosc à Jean Paul II : ils ont été dans un moment crucial de l'histoire ceux qui défendaient nos valeurs sur notre sol ! Vous n'êtes pas américains, vous êtes européens.

PEUT-ÊTRE, MAIS ADMETTEZ, DE VOTRE CÔTÉ, QUE LA POLITIQUE ACTUELLE DE L'UNION N'INCITE GUÈRE À AIMER L'EUROPE.

Dans sa forme politique actuelle, l'Europe est totalement insatisfaisante parce qu'elle est illisible. À l'origine de cette insuffisance, il y eut une nécessité historique : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, proposer aux Français un projet de communauté avec les Allemands, c'était purement et simplement impossible : les peuples, qui venaient de vivre une atroce guerre de Trente Ans les uns contre les autres, ne l'auraient jamais accepté. Jean Monnet a résolu le problème en travaillant le plus possible à l'abri des opinions.

AUTREMENT DIT, IL A MENTI AUX PEUPLES POUR FAIRE PROGRESSER UNE IDÉE QU'IL PENSAIT BONNE POUR EUX. N'AVEZ-VOUS PAS DIT QUE LE MENSONGE DÉTRUISAIT LA POLITIQUE ?

Il ne s'agissait nullement d'un mensonge. Monnet avait l'assentiment des gouvernements nationaux légitimes. Des traités de plein exercice étaient signés et ratifiés. Mais l'essentiel du travail ne se faisait pas sous le feu des projecteurs. Les dirigeants nationaux étaient contents de la méthode, car elle leur garantissait que nul ne leur disputerait la vedette politique. La méthode n'est plus valide dès l'instant que l'on doit trancher des débats essentiels dont

dépend le destin des peuples. Résultat, l'absence totale de débats transparents prive les décisions européennes de légitimité ! Or ce n'est pas une fatalité. Si, en 2003, juste avant le déclenchement de la guerre en Irak, le débat entre Jacques Chirac, légitimement opposé au conflit, et Blair, Barroso et Berlusconi, favorables à l'intervention, avait été public et télévisé, vous auriez vu des manifestations à Rome et à Madrid pour soutenir la position de Chirac. L'opinion publique européenne aurait été créée. On gagnerait beaucoup à avoir une Europe enfin politique débattant en public. Dans le cadre actuel, diplomatique et donc opaque, je ne suis même pas capable de savoir quelles sont les positions défendues par François Hollande et Angela Merkel au sein des institutions européennes !

ON SAIT AU MOINS QUE, SUR LE PLAN DE L'ORGANISATION TERRITORIALE, HOLLANDE A FAIT UN PAS VERS MERKEL PUISQUE LE PROJET DE RÉFORME TERRITORIALE DIVISE LA FRANCE EN GRANDES RÉGIONS SEMBLABLES AUX LÄNDER ALLEMANDS. FAUT-IL, SELON VOUS, DONNER PLUS DE CONSISTANCE ET DE POIDS POLITIQUE AUX RÉGIONS ?

La réalité historique de la France est très différente de la réalité historique de l'Allemagne. La réalité de l'Allemagne est fédérale, les régions en sont la base. L'identité de la France, au contraire, passe d'abord par son unité. C'est vrai aussi dans l'univers médiatique. Le journal fédérateur, c'est le « 20 heures » des grandes chaînes nationales. Je suis un républicain qui aime l'idée d'unité d'un peuple, d'une nation, de son histoire, de son identité. Je considère la division entretenue au sein de la communauté nationale comme le pire des poisons. Cette unité se conjugue, spécialement pour moi, avec des cultures et des identités locales assumées, mais la France est une nation qui rassemble et fédère, pas un puzzle de « chacun pour soi » !

SAUF QUE SON UNITÉ, JUSTEMENT, EST INCARNÉE PAR L'ÉTAT CENTRAL. QUAND CELUI-CI MANQUE À SES MISSIONS, QU'IL PERD EN LÉGITIMITÉ, QUAND « PARIS » N'INSPIRE PLUS QUE DE LA MÉFIANCE, QU'ADVIENT-IL DE L'UNITÉ RÉPUBLICAINE ?

Quand l'État manque à sa mission d'être l'armature du pays, quand il se perd dans les sables mouvants de l'impuissance ou de l'asthénie, la France est mal. C'est donc le moment de reconstruire ce qui doit l'être.

COMPTE TENU DE TOUT CELA, DESSINEZ-NOUS UN ÉTAT, CHER FRANÇOIS BAYROU. ENTRE LES RÉGIONS, LES DÉPARTEMENTS, LES INTERCOMMUNALITÉS ET LES VILLES, LE TOUT COURONNÉ PAR L'ÉTAT, COMMENT CONCILIER LES INTÉRÊTS DE CHAQUE COUCHE DU MILLE-FEUILLE TERRITORIAL ?

Je propose la fusion des départements avec les régions pour créer un échelon compétent en termes d'aménagement du territoire. Laissons à la ville et à l'intercommunalité la responsabilité des problèmes de la vie quotidienne, de l'école primaire, du social, de la culture et de l'économie >

locale. Et que l'État soit réellement en charge de la sécurité intérieure et extérieure, de la bonne administration du patrimoine national et de la mission de transmission aux enfants d'une culture commune et des moyens de leur autonomie.

AUJOURD'HUI, COMMENT LES COLLECTIVITÉS LOCALES TRAVAILLENT-ELLES AVEC PARIS, C'EST-À-DIRE L'ÉTAT ?

Ce dialogue est pagailleux, insuffisant, la décentralisation est désordonnée, les centres de décision se chevauchent. C'est dire si, en prenant la question d'une nouvelle carte territoriale par un découpage arbitraire sans réelle logique ni légitimité, on se trompe de méthode. On ajoute de la confusion au lieu d'imposer de la clarté. La question n'est pas celle de la carte des régions, c'est celle de la simplification dans la répartition des compétences.

AU NIVEAU LE PLUS LOCAL, EN TANT QUE MAIRE DE PAU, QUELLE EST VOTRE CONCEPTION DE L'ACTION POLITIQUE ?

Une ville peut changer les choses de la vie. À cette échelle de proximité, d'échange, on peut trouver des solutions concrètes et rapides. En trois mois à Pau auront changé les rythmes scolaires, le plan de circulation, la propreté, l'organisation de l'administration. Bientôt la vie culturelle rejoindra le meilleur niveau, l'intégration des chercheurs dans la vie de la cité ou la mise en valeur des entrepreneurs deviendront un élément d'identité de la ville. Et tout cela dans le concret et sans retard. Pour moi, l'action politique locale doit être imaginative et exemplaire. Et chacun des citoyens a droit à la parole sur ses questions ou ses difficultés, droit d'être entendu directement par le maire, sans intermédiaire. Chez nous, c'est tous les vendredis soirs.

ET DE QUOI VOUS PARLENT-ILS ?

De la propreté, de la sécurité, des SDF, des feux rouges mal placés, des excès de vitesse qui les embêtent, du fait qu'on ne puisse pas dormir la fenêtre ouverte, du niveau des impôts ! Ils parlent de leur vie, et c'est digne. Pour les rendez-vous individuels organisés tous les jours à la mairie, il est plutôt question d'emploi. Tout est dirigé vers l'action, car je veux qu'on sorte de l'idée qu'une élection ne change rien. J'entends bien démontrer au niveau local qu'on peut rapprocher la décision et l'action.

CERTES, MAIS LA FISCALITÉ DES PALOIS, NE SE DÉCIDE PAS À PAU... LA POLITIQUE ÉDUCATIVE NON PLUS...

La fiscalité générale non, mais l'éducation peut-être que oui ! Nous avons décidé d'offrir des études dirigées tous les jours à tous les enfants du primaire. Vous me direz que ce sont de petites choses. Pour moi non. Ce sont des éléments de la vie qui peuvent contribuer à délivrer les citoyens du sentiment de lassitude infinie qu'ont installé des années d'impuissance politique.

QUOI QU'IL PENSE DE LEURS POLITIQUES, LE CITOYEN IDENTIFIE SA VILLE ET SON DÉPARTEMENT. MAIS LA RÉGION EXISTE-T-ELLE POUR LE PAYS RÉEL ?

Pour l'instant, c'est une échelle qui n'existe pas vraiment. Personne ne connaît ses élus régionaux, pas même moi ! Dans ces conditions, ceux-ci n'ont pas de comptes à rendre aux citoyens, ce qui arrange bien les présidents de région. Il faut que cela change. La fusion que je propose entre conseils régionaux et généraux doit permettre de mettre toutes les questions d'aménagement du territoire et de stratégie économique locale entre les mains d'élus identifiés, connus de leurs concitoyens. En même temps, les grands courants d'opinion pourront être associés à la gestion régionale.

À UNE ÉPOQUE OÙ ON NE SAIT PLUS TRÈS BIEN CE QUE C'EST QUE D'ÊTRE FRANÇAIS, EST-IL SI URGENT D'EXPLIQUER CE QU'EST ÊTRE PALOIS OU BÉARNAIS ?

Bien sûr ! Vous commettez une énorme erreur philosophique qui conduit à une névrose en voulant à toute force que chacun d'entre nous soit enfermé dans une seule identité. Or la plupart des êtres humains ont en eux plusieurs identités. Ils ont leur citoyenneté nationale, leur identité régionale ou d'origine et ils ont bien le droit de les faire vivre ensemble ! Si vous soutenez que l'identité est forcément exclusive, qu'il faut être l'un ou l'autre, Breton ou Français, mais qu'on ne peut pas être les deux, vous créez des névroses personnelles et des guerres civiles. Comme disait Simone Weil, l'un des principaux de nos devoirs envers l'être humain, c'est de lui permettre d'assumer sa ou ses identités.

NUL NE NIE LA PLURALITÉ DES IDENTITÉS. MAIS CE N'EST PEUT-ÊTRE PAS LE MOMENT DE RELATIVISER L'IDENTITÉ NATIONALE...

Pour un Français, l'identité nationale est plus importante que pour un citoyen du Royaume-Uni ou un Allemand. C'est notre héritage. Et c'est précisément pourquoi notre identité nationale est un lieu d'intégration. J'ai été frappé, pendant la Coupe du monde, du nombre de supporters algériens d'origine qui, le soir de l'échec de leur équipe, disaient tous : « *Maintenant on soutient la France !* » Ce n'est donc pas le moment d'affaiblir notre identité. Mais il faut refuser de l'hystériser, de la crispier. Il faut la prendre par le haut : notre langue, notre culture, notre histoire. Tout cela est facile dès l'instant qu'on est bien dans sa peau de Français et de républicain.

SI L'ON EN JUGE PAR LES RÉSULTATS DES EUROPÉENNES, UNE FRANGE IMPORTANTE D'ÉLECTEURS SOUFFRE D'UN MANQUE DE CONSIDÉRATION. LA CARTE DU VOTE FN DONNE AINSI L'IMPRESSION QUE PARIS, COMME CENTRE SYMBOLIQUE DU POUVOIR, ET LES PROVINCES SONT DEUX MONDES QUI S'ÉLOIGNENT. PARTAGEZ-VOUS CETTE INTUITION ?



JE SERAIS CONTENT DE PARLER AVEC CHRISTIAN TROADEC, LE MAIRE DE CARHAIX. LES BONNETS ROUGES RESENTENT CONFUSÉMENT UN BESOIN D'IDENTITÉ, DE POUVOIR LÉGITIME ET EFFICACE.

Parfaitement. Mettez-vous à la place d'un citoyen de Pau. Qu'est-ce qu'il voit ? Il allume son poste de télévision, il appuie sur la télécommande, il tombe sur BFM, sur iTélé et c'est toujours la salle des Quatre-Colonnes... Il entend des mots totalement décalés par rapport à sa propre vie. Imaginez les agriculteurs de ma région qui, pour la plupart d'entre eux, n'arrivent pas à gagner le Smic, entendant qu'à la télévision : « Cette année, le revenu des agriculteurs a augmenté de 30%. » Ça les rend fous. Et quand François Hollande annonce que « la courbe de l'emploi se redressera avant la fin de l'année », imaginez ce qu'on pense dans les quartiers où le taux de chômage est à 30 ou 40 %...

QUE VOUS INSPIRE LA DÉMARCHÉ DE CHRISTIAN TROADEC, MAIRE DIVERS GAUCHE DE CARHAIX, QUI A SOUTENU VOTRE CANDIDATURE EN 2007, ET CONDUIT

LE MOUVEMENT DES BONNETS ROUGES CETTE ANNÉE ?

Je serais content de parler avec lui. Sa démarche est un symptôme ! On est dans une société dont le degré de désattribution et de surdité atteint des sommets. Les Bonnets rouges ont le sentiment que leur vie leur échappe. Ils ressentent confusément un besoin d'identité, de pouvoir légitime et efficace. Je ne peux pas les stigmatiser ni refuser de les entendre.

 Prouve-t-on le même sentiment de défiance à Pau ?

L'indignation est générale, même si elle a parfois des moments de calme entre deux pointes : la fièvre n'est pas à 42  C tous les jours... Grosso modo, les gens d'ici pensent qu'à Paris, dans les cercles de pouvoir, on se perd dans des jeux sans intérêt et sans considération pour la vie réelle. Un jour, un mouvement se lèvera parce que notre société n'est pas démocratique. Renzi, en Italie, vient au moins de montrer qu'on peut récréer la confiance. Je ne suis pas sûr que ses solutions soient les bonnes, mais sur le plan symbolique, c'est très fort. Alors bien sûr, ça ne va pas rétablir les finances publiques de l'Italie, mais c'est essentiel ! Une vague semblable secouera la France, parce notre peuple ne va pas rester éternellement dans la frustration. Les deux partis seront placés devant leurs insuffisances. Nous ne sommes plus très loin de la rupture !

RÉGIONS : UNE CARTE CONTRE L'IDENTITÉ

PAR LUC ROSENZWEIG

Avec son redécoupage totalement artificiel, Hollande a bousillé une réforme des territoires dont chacun à droite comme à gauche perçoit la nécessité et l'urgence.



La fébrile tentative engagée par François Hollande pour se sortir de la nasse où il s'est enfermé, en redessinant à coups de sabre technocratique la carte régionale de la France, évoque irrésistiblement une vieille histoire juive.

La scène se passe au printemps de 1918, aux confins incertains d'une Pologne en train de renaître et d'une Russie en proie aux convulsions postrévolutionnaires. La paix de Brest-Litovsk vient d'être signée entre les bolchéviques et les Allemands, et les nouvelles frontières sont en train d'être matérialisées. Dans leur humble mesure d'un *shtetl* misérable, Moïshé et Rivka sont anxieux de savoir quels seront leurs nouveaux maîtres. À la demande insistante de son épouse, Moïshé sort de chez lui et observe subrepticement l'activité des poseurs de poteaux-frontières. Quelques heures plus tard, il revient au logis et annonce : « *Ma chère Rivka, j'ai une grande nouvelle à t'annoncer : nous sommes Polonais !* » Le visage de Rivka s'éclaire alors et elle lance, soulagée : « *Ah ! baroukh ha chem¹ ! Je craignais tant les hivers russes !* »

Les représentants de la presse quotidienne régionale convoqués au Château, lundi 2 juin, pour attendre la sortie de la nouvelle carte concoctée dans les bureaux élyséens, étaient les nouveaux Moïshé, dont le message



◀ Publicité Kronenbourg, 1952.

QUELLE QUE SOIT LEUR TAILLE, LES LÄNDER SONT DOTÉS DES MÊMES COMPÉTENCES, BIEN PLUS LARGES QUE CELLES DES RÉGIONS FRANÇAISES, ET DES BUDGETS CORRESPONDANTS

pour peser à l'échelle européenne, alors que certaines d'entre elles pâtissent de leur insuffisante cohérence géographique et culturelle, et toutes d'un manque de compétences et de moyens délégués par l'État.

Comme toujours, lorsque quelque chose ne va pas en France, on jette un œil (rapide et superficiel) de l'autre côté du Rhin pour trouver des remèdes miracles à nos maux.

S'ils avaient pris le temps d'étudier plus à fond le fonctionnement du fédéralisme allemand, nos énarques élyséens auraient constaté que, comme en d'autres domaines, la taille ne fait pas tout : la superficie et la population des *Länder* sont très diverses : des *Länder* vastes et très peuplés comme la Rhénanie-Westphalie ou la Bavière cohabitent avec des villes-États comme Hambourg et Brême, et d'autres régions petites comme la Sarre, ou moyennes comme la Hesse et la Saxe. Quelle que soit leur taille, ces *Länder* sont dotés des mêmes compétences, bien plus larges que celles des régions françaises, et des budgets correspondants. Cela permet une saine émulation dans de nombreux domaines, par exemple dans l'éducation, où le modèle bavarois, moins laxiste et pédagogue que celui qui avait la préférence des soixante-huitards de Berlin ou de Rhénanie-Westphalie, a fini par s'imposer partout. Résultat : l'Allemagne, tombée à la fin du siècle dernier dans les profondeurs du classement PISA de performances des élèves, est remontée vers les sommets, alors que la France continue de s'enfoncer.

Les postnationaux en embuscade

Autre facteur de puissance des régions allemandes : leur cohérence culturelle, une identité forte marquée par des mémoires régionales partagées, la persistance de dialectes caractéristiques, et un « esprit des lieux » reconnu par tous. Ces traits distinctifs ont survécu aux tentatives d'uniformisation centralisatrice menées par la Prusse bismarckienne, puis par le Reich hitlérien.

En France, malgré l'acceptation générale du rôle structurant de l'État central, la notion d'identité, battue aujourd'hui en brèche par les postnationaux de tous poils, est bien vivante, et concerne aussi bien la nation que les petites patries. Elle ne demande qu'à se manifester dans une réforme des territoires qui ne serait pas technocratique, mais fondée sur le ressenti d'appartenance des gens de nos provinces. Ensemble, tout est possible !

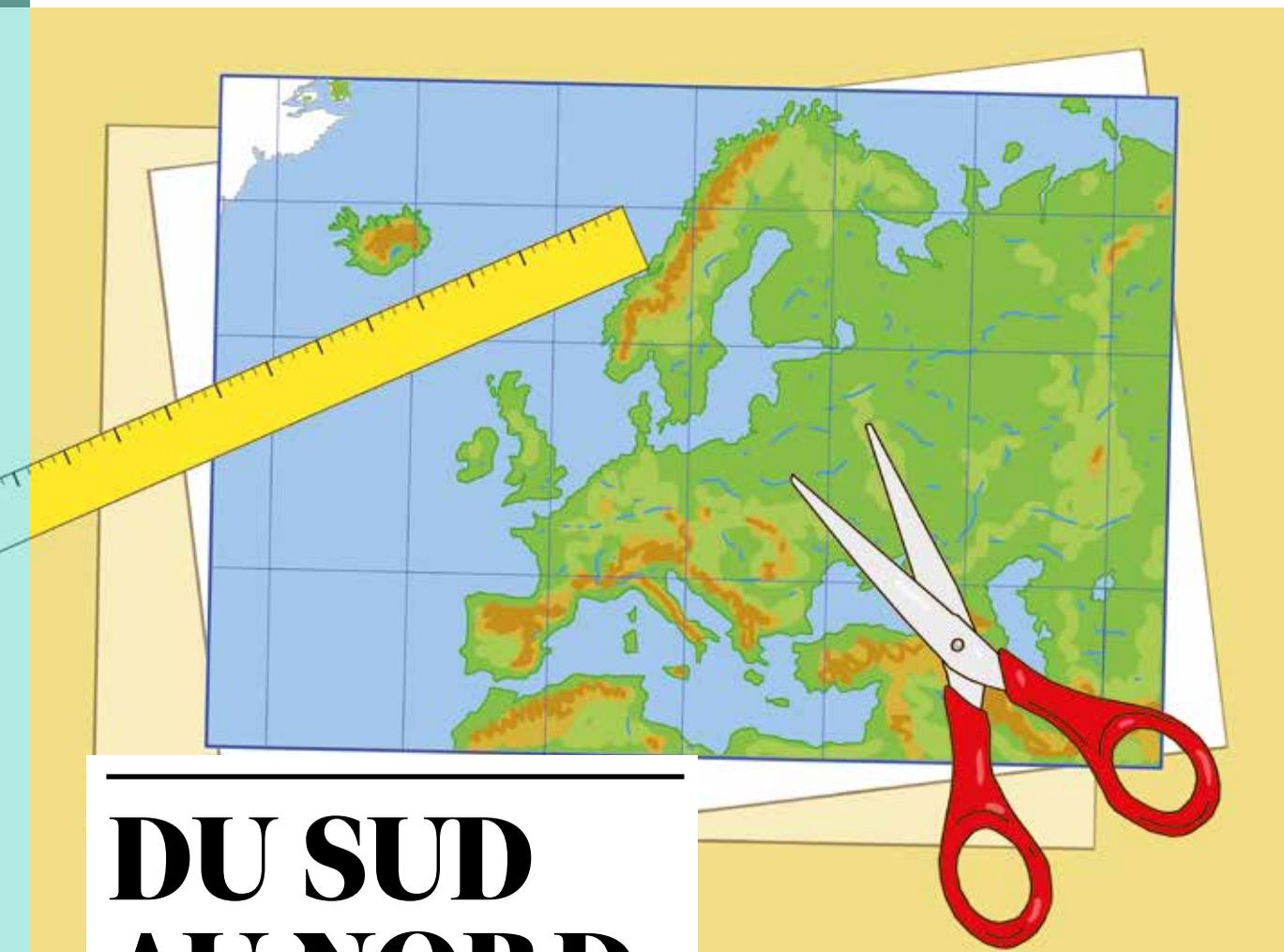
était attendu avec angoisse dans les chaumières hexagonales. On les traita comme il se doit : comme des manants venus écouter, debout et le chapeau à la main, les décisions du châtelain. Foin des heures-limites de bouclage de ces journaux de ploucs : on leur remit l'édit présidentiel sur le coup de 21 heures avec, laissé en blanc, le nombre de régions retenu pour le redécoupage, et surtout le détail des mariages proposés. Inutile de préciser que ce comportement n'a pas contribué à l'accueil favorable d'une réforme que, pourtant, chacun s'accorde à trouver nécessaire pour que le mille-feuilles administratif français fasse place à une organisation plus rationnelle du territoire. Le citoyen se trouvait ravalé au rang de sujet assigné à résidence symbolique, comme jadis, après le traité de Westphalie, les habitants des royaumes, principautés et duchés étaient sommés d'adopter la religion de leur seigneur et maître : *cujus regio, ejus religio*.

La taille n'est pas le problème

Une fois de plus, Hollande et les siens ont bousillé, et de belle manière, une réforme dont chacun, à droite comme à gauche, perçoit la nécessité et l'urgence, comme ils l'avaient déjà fait avec la réforme des rythmes scolaires, dont la mise en œuvre, en ce moment, crée une nouvelle unanimité : contre elle.

L'erreur initiale est intellectuelle : on a voulu faire croire que le défaut actuel des régions était leur taille, trop petite

1. « Béni soit Son Nom ! »



DU SUD AU NORD, DES NÉORÉ- GIONS À L'OUEST!

PAR JÉRÔME LEROY

Voter pour ceux qui ne décident plus rien et vivre dans des découpages administratifs abstraits, cela n'aide pas franchement la démocratie.

Quand on demande à quelqu'un d'où il est – et ce sans la moindre ambition philosophique mais par pure courtoisie –, il vous répond en général spontanément : « *Je suis d'Orléans* » ou bien « *Je suis de l'Eure* ». Si cette même question vous est posée par un étranger, vous pouvez pour votre part oser un « *Je suis français* », phrase qui forme l'ultime réplique d'un beau roman trop oublié de Michel Mohrt : *Mon royaume pour un cheval*¹. Vous conviendrez qu'il est beaucoup plus rare de s'entendre dire : « *Je suis de PACA* », l'un de nos plus abominables acronymes régionaux ou même : « *Je viens du Languedoc-Roussillon*. » Pour ce dernier cas, le scandaleux Georges Frêche, qui fut avant sa mort l'inamovible maire de Montpellier et grand baron régional, avait même voulu rebaptiser son fief « Septimanie », en lointain souvenir de l'époque gallo-romaine. On s'était beaucoup moqué de lui à l'époque. On avait sans doute eu tort. « Septimanie » incite tout de même plus à la rêverie que « Languedoc-Roussillon » et vous aurez beau dire, c'est la rêverie, les souvenirs d'enfance et la mémoire de nos morts qui nous font précisément nous sentir de quelque part. Quant à l'Union européenne, cet horizon tristement indépassable du destin français, je n'ai pour ma part entendu jusqu'à présent personne s'affirmer *unionien*, si ce n'est précisément dans une affirmation idéologique, abstraite, qui n'a plus rien de sentimental.

On pourra objecter qu'il arrive à certains de se définir comme breton, lorrain ou normand, et que cela correspond bien à un terroir qui est aussi une région administrative. On répondra que même un découpage technocratique ne peut systématiquement effacer toute référence à l'histoire. On se souviendra ainsi que, lorsque la Révolution française créa les départements, elle renonça assez vite au projet du député chargé de la question, le Rouennais Jacques-Guillaume Thouret, qui avait la froideur mathématique propre aux utopistes : « *La France sera divisée en 80 carrés, appelés départements, tous égaux, de 324 lieues carrées, divisés en 9 communes de 36 lieues carrées, divisées en 9 cantons.* » Avec Paris, cela faisait 81, soit 9x9... Heureusement, Sieyès et Mirabeau nuancèrent la chose assez vite et les départements, au nombre de 83, suivirent finalement des frontières naturelles tracées par les cours d'eau et les reliefs.

C'est pourquoi on peut légitimement se demander d'où vient ce désir de plus en plus pressant, ces temps-ci, de nous faire vivre dans des super-régions qui ne correspondent plus à rien qui soit un tant soit peu ancré dans la géographie ou dans l'histoire, alors que le vieux triptyque républicain faisait que chaque Français se sentait – et se sent toujours – à la fois d'une commune, d'un département et d'un pays. C'est son « mille-feuilles » intime à lui, hérité de plus de deux cent cinquante ans de génie du jacobinisme qui a permis, quoi qu'on en dise, de poser les bases d'un aménagement du territoire à la fois harmonieux, durable et égalitaire, dans un équilibre subtil entre rationalisation et refus d'oublier les anciennes appartenances. Mais non, décidément, on n'en veut plus, de ce triptyque. On nous serine que 36 000 communes, c'est beaucoup trop. Alors adieu au monde désuet de *Clochemerle*, de Gabriel Chevallier. On nous affirme que le département doit disparaître, ou tout du moins être vidé de sa substance par évaporation de ses compétences. Alors adieu à *La Muse du département*, de Balzac, qui avait trouvé là son plus joli titre – avec *Illusions perdues*. Et on nous promet que l'avenir est à ces entités hors-sol qui permettraient de substantielles économies en faisant disparaître les doublons dus à une suradministration scandaleuse.

Connaissez-vous les NUTS ?

Fort bien. Mais il est intéressant de savoir que ce désir est aussi celui d'une mise aux normes européennes, un peu comme on met aux normes l'électricité d'un vieux bâtiment. Avez-vous par exemple entendu parler des « NUTS » ? Il le faudrait parce que, très bientôt, de gré ou de force, vous ou vos enfants ferez partie d'un ou d'une NUTS. Encore un acronyme charmant qui signifie « Nomenclature des unités territoriales statistiques ». C'est un système hiérarchique de découpage économique du territoire voulu par l'UE². Trois niveaux ont été établis : NUTS 1 (3 à 7 millions d'habitants), NUTS 2 (800 000 à 3 millions), NUTS 3 (150 000 à 800 000). Cela a tout l'air d'un gag technocratique, d'une plaisanterie ubuesque, mais c'est bien pour que nos régions puissent entrer dans ce cadre que la réforme territoriale paraît soudain si urgente.

Seulement voilà, ce projet est tout aussi absurde, totalitaire même, que le projet du député Thouret. Parce que cet échelon-là, soi-disant le seul à même d'assurer à un territoire son avenir et son autonomie, est un nouvel exemple de cette vilaine manie de vouloir décider à un niveau qui non seulement ne signifie plus rien pour le citoyen mais dont on prend soin de lui cacher l'importance.

On nous a déjà fait le coup avec les intercommunalités, pour lesquelles nous étions censés voter pour la première fois lors des dernières élections municipales. Sur les bulletins étaient inscrits les noms d'une liste complémentaire de « conseillers communautaires ». En effet, depuis le 1^{er} janvier 2014, qu'elles le veuillent ou non, les 36 700 communes de France font partie d'une intercommunalité. Au revoir, Monsieur ou Madame le Maire ! Bonjour Monsieur ou Madame le Président de la Communauté de communes ou de la Métropole. C'est elle ou lui qui décidera de vos transports, de vos routes, du développement économique, de la politique sociale et environnementale – excusez du peu. Il suffisait de voir la tête de Martine Aubry le soir du second tour des municipales, à Lille : certes, elle venait d'être réélue, mais avec le basculement à droite de Roubaix et de Tourcoing, notamment, elle voyait la présidence de la Communauté urbaine lui échapper. En fine politique, elle sut malgré tout jouer sur les divisions des uns et des autres et faire élire président le maire non inscrit d'une petite commune, charmant homme de paille, qui lui est tout dévoué. Si bien que le président d'une entité de plus d'un million d'habitants aux compétences accrues est un quasi-inconnu des électeurs³.

Il ne faut pas s'étonner, dans un tel contexte, de l'absentéisme galopant et de l'usure accélérée du pouvoir, y compris de celui du président de la République. Le réaménagement territorial en cours de la France, à grands coups de lois sur la décentralisation, a réalisé l'exploit de faire voter les Français pour des gens qui ont de moins en moins de pouvoir tandis que tout ce qui les concerne se décide ailleurs, dans des instances anonymes, des échelons invisibles, mais qui façonnent désormais leur vie : intercommunalité, super-régions, Commission européenne.

Et la démocratie dans tout ça ? Je ne sais pas si c'est l'influence de l'été qui arrive, mais elle me fait de plus en plus penser à une fille anorexique en bikini sur la plage. Elle est presque nue, mais elle ne fait plus envie à personne.

Et il ne viendrait à personne à l'idée de l'inviter dans son nouveau NUTS.

1. Albin Michel, 1949.
2. Règlement 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement d'une Nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS), 32003R1059, adopté le 26 mai 2013, JO du 21 juin 2013, p. 1-41, entré en vigueur le 11 juillet 2013.
3. Pour l'anecdote, il s'appelle Damien Castelain et il est maire de Péronne-en-Mélantois (900 habitants).

LE FÉDÉ- RALISME, C'EST MAINTENANT!

PAR PATRICK PONCET

Depuis des décennies, la Datar, intégrée récemment dans le commissariat à l'Égalité des territoires, publie des études de prospectives très fouillées sur la transformation du pays, des villes, des régions. Aucun de ses experts n'a pourtant été consulté par Hollande. Faut-il être surpris ?

Comme la célèbre « *remise à plat de la fiscalité* », la réforme territoriale présentée par le gouvernement a tout l'air d'une improvisation couplée à des combines politiciennes – en témoignent, entre autres, le non-rattachement des Pays de la Loire à la Bretagne.

Pourtant, on ne manque pas, en amont, de réflexions approfondies et de propositions bien étayées. Pour reconfigurer le « mille-feuilles », notre Président avait à sa disposition tout l'outillage nécessaire. Ceux qui croient que tout cela se réduit à des coloriations sur une carte de France se trompent : ce qui se joue, c'est une réforme des plus irréversibles, des plus durables et des plus déterminantes dans la vie quotidienne des Français.

Depuis les années 1960, la France disposait même d'une institution dédiée à cette réflexion : la Datar (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale). Intégrée récemment dans un

commissariat à l'Égalité des territoires, elle n'a même pas été consultée sur le nouveau découpage régional, comme le signalait dans *Le Monde* le démographe Hervé Le Bras. L'eût-elle été qu'on aurait découvert qu'elle publie depuis des années des rapports tous plus intéressants les uns que les autres sur le territoire français, ses villes, ses régions, ses réseaux, ses campagnes, etc. Il n'y avait qu'à lire, faire la synthèse, et décider en connaissance de cause, pour le bien du pays plutôt que pour celui des camarades de parti. À titre d'exemple, citons la très ambitieuse et non moins excellente démarche de prospective lancée en 2009, intitulée « Territoires 2040¹ ». Tout y est. Tout a été dit, y compris sur la France d'aujourd'hui. Au point qu'une très belle exposition itinérante de cartes et de posters a sillonné les routes de l'Hexagone et s'est affichée au cœur des villes, en place publique². À se demander même si ceux de nos lecteurs qui ont eu la chance de la visiter n'en savent pas plus sur leur pays que notre Président. Pour tous les autres, tout est en ligne : territoires2040.datar.gouv.fr

Quoi qu'il en soit, quatre petits schémas-scénarios³ résument assez bien ce qu'il faudrait avoir en tête pour organiser le territoire national, et en particulier apprécier la place qu'y tiennent les régions, les villes, les métropoles, Paris, ou encore l'État.

Scénario 1 : l'« hyperpolisation⁴ »

Selon ce schéma, les métropoles et leurs territoires prennent le contrôle de l'espace ; le reste n'est que dépendances – campagnes – ou quantités négligeables et négligées. La France s'assume enfin comme ce qu'elle est : un monde fondamentalement urbain. Dotées de véritables gouvernements, ces métropoles supplantent les régions, et négocient directement avec l'Europe, quoique l'État reste un partenaire déterminant.

C'est actuellement le scénario à l'œuvre dans le développement et l'autonomisation de grandes agglomérations du pays, Lyon notamment.

Scénario 2 : la « régiopolisation⁵ »

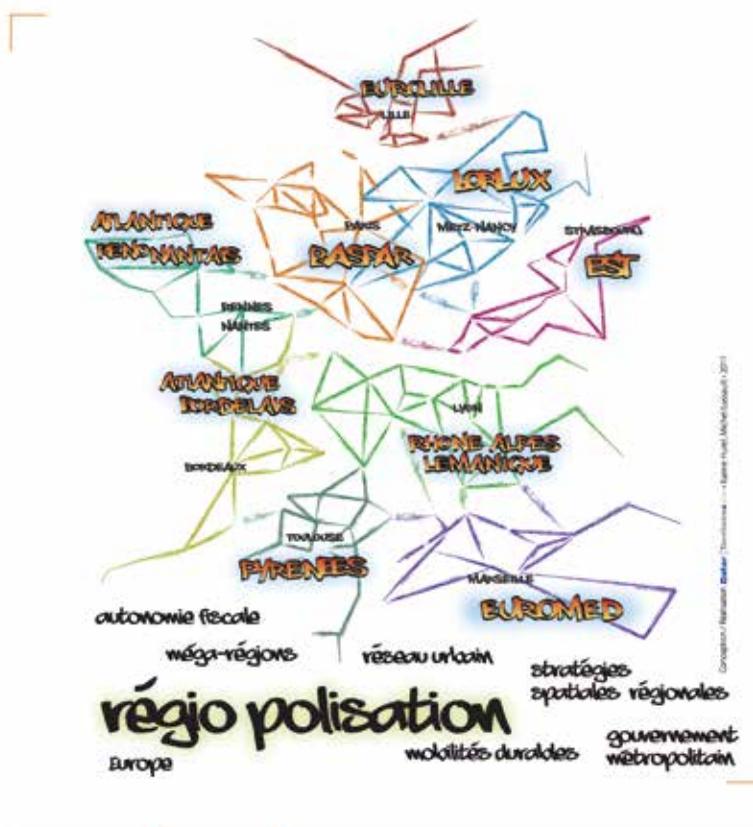
Dans ce scénario, un État central affaibli et devenu « fédéral » cède le pas à des régions d'envergure européenne, transfrontalières ou dotées d'une façade maritime, largement autonomes politiquement et fiscalement. Il s'agit de véritables archipels urbains centrés sur une poignée de grandes villes : Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Lille, Toulouse, Bordeaux, Rennes-Nantes, Nancy-Metz-Luxembourg. Et que le meilleur gagne !

Scénario 3 : la « postpolisation⁶ »

C'est la logique de la dispersion maximale, de la segmentation de la société en espaces homogènes – riches ou pauvres –, plutôt de petite taille, chacun étant une périphérie pour tous.

Le territoire de référence est le territoire local, dans une France qui renoue avec les féodalités d'Ancien Régime.

PROCESSUS ET SCÉNARIOS
DE 7 SYSTÈMES SPATIAUX



Dans un pays de « villages urbains » fantasmés, les villes sont globalement affaiblies, bridées dans leurs initiatives par un État qui accompagne un mouvement de périurbanisation généralisée, et occupé du même coup à en soigner les effets délétères : ségrégation accrue entre centres et périphéries, relégation sociale et géographique dans les périphéries des périphéries.

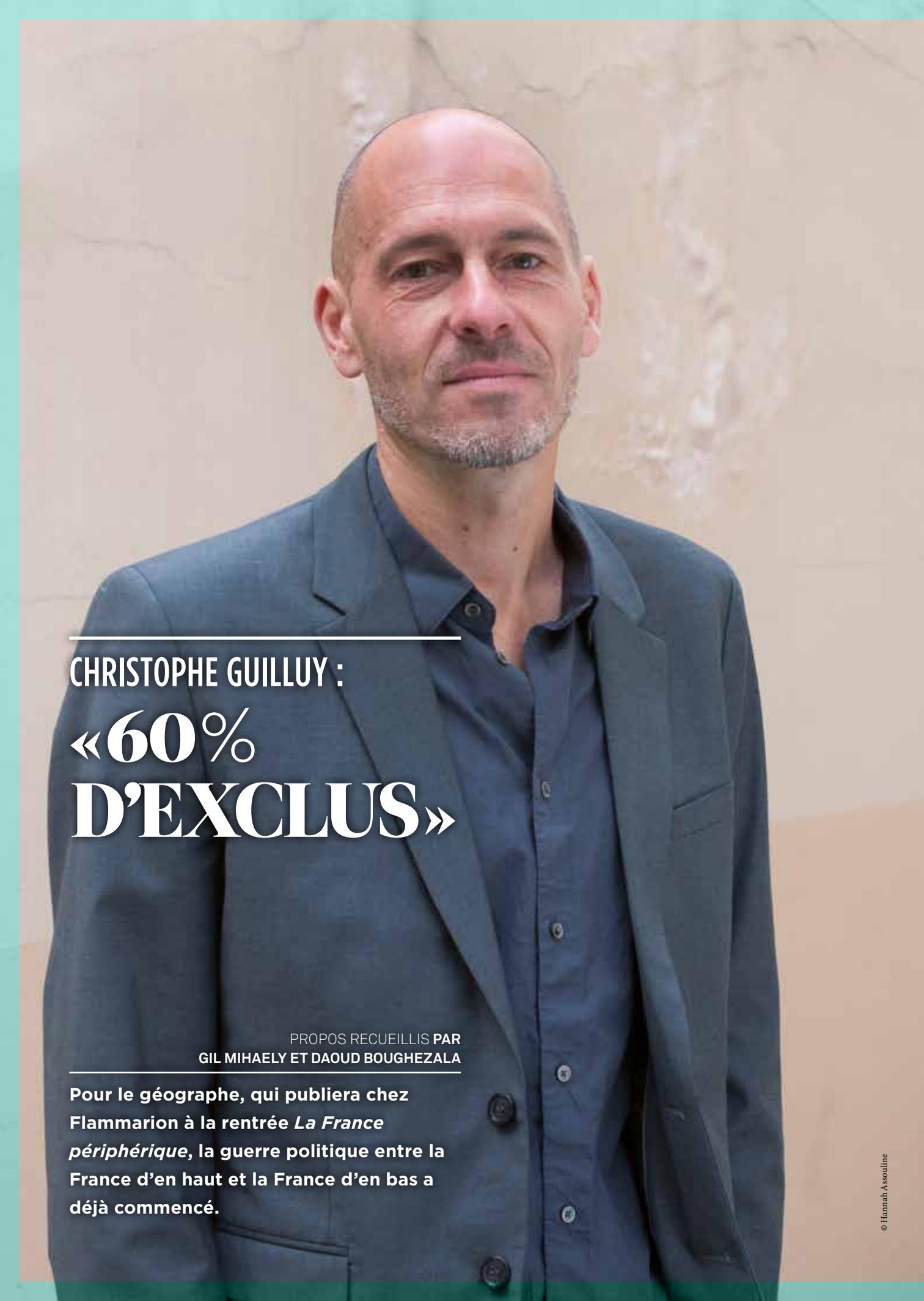
Scénario 4 : la « dépolisation⁷ »

C'est une France Facebook, agrégat d'individus vivant chacun dans son monde, à la fois hyperlocal et mondialisé, en transit permanent, volontaire ou forcé – selon que vous serez puissant ou misérable... –, qui ne se croisent que dans des gares, c'est-à-dire ce qui reste des villes. Privé d'une assise sociale consistante et d'un monde commun, l'État devient obsolète, voire parasitaire le temps qu'il périlite. Ça commence par la suppression du défilé du 14-Juillet.

Chacun de ces scénarios est une sorte de futur possible, poussant à l'extrême une logique d'évolution à partir des phénomènes déjà en germe aujourd'hui. La réforme territoriale proposée par le gouvernement semble

privilegier le scénario « régiopolitain » (n°2), tout en proposant un découpage régional qui ne reprend pas l'optimum énoncé par la Datar, ni quant au nombre de régions – 14 au lieu de 9 –, ni quant à leurs contours – réunir Chartres et Tulle dans une même région n'a aucun sens sur le plan géographique. Ce faisant, ne voulant pas regarder le pays en face ni comprendre que le vote FN est l'un des symptômes de la montée en puissance du « chacun pour soi » qui correspond au scénario n°3, Hollande passe à côté de ce qui se joue actuellement en France. On croit privilégier la logique régionale : en réalité, on ne fait que reproduire le modèle étatique centralisé à l'échelle régionale. Avec de bonnes chances que les mêmes causes produisent les mêmes effets.

1. La présentation rapide en vidéo : <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?rubrique1>
2. <http://fr.pinterest.com/khurel/exposition-la-france-de-2040/>
3. <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?rubrique45&revue=1>
4. <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?article110>
5. <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?article111>
6. <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?article112>
7. <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?article113>

A portrait of Christophe Guilluy, a middle-aged man with a shaved head and a short beard, wearing a dark blue blazer over a dark blue button-down shirt. He is looking directly at the camera with a neutral expression. The background is a textured, light-colored wall.

CHRISTOPHE GUILLUY :

«**60%**
D'EXCLUS»

PROPOS RECUEILLIS PAR
GIL MIHAELY ET DAUD BOUGHEZALA

Pour le géographe, qui publiera chez Flammarion à la rentrée *La France périphérique*, la guerre politique entre la France d'en haut et la France d'en bas a déjà commencé.

CAUSEUR. DU PROJET GAULLISTE DE RÉGIONALISATION EN 1969 À LA RÉFORME TERRITORIALE DE FRANÇOIS HOLLANDE EN PASSANT PAR LES LOIS DEFERRE DE 1982, QUEL BILAN TIREZ-VOUS DES QUATRE DÉCENNIES DE DÉCENTRALISATION ?

CHRISTOPHE GUILLUY. La question des institutions – nationales ou locales – est si souvent l'objet de récupérations politiques qu'elle ne permet pas de débats de fond. Le dernier projet de réforme territoriale est arrivé juste après les européennes, comme si le redécoupage de la France en grandes régions allait répondre aux difficultés sociales et culturelles du pays. Cette opération de diversion n'a pas de sens ! Malgré quarante ans de décentralisation, la distance entre les citoyens et les institutions, entre le peuple et les élites, est restée la même, car on ne fait que substituer un jacobinisme régional à un jacobinisme étatique.

L'APPLICATION DE LA RÉFORME HOLLANDE-VALLS NE PERMETTRAIT-ELLE PAS, CEPENDANT, DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ENTRE LES TERRITOIRES, QUI RENFORCENT CE SENTIMENT D'ÉLOIGNEMENT ?

Bien au contraire ! La réforme Valls structure la France autour des grandes métropoles (Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse, etc.) et des grandes régions, dirigées par les cadors de la politique française, aux dépens des territoires les plus fragiles socialement et économiquement. Les zones économiquement les plus fortes seront mieux dotées en pouvoir politique que les territoires de la « France périphérique », des espaces ruraux, des petites villes et de certaines villes moyennes : avec l'élimination des départements, c'est la France des invisibles qui va être éliminée au niveau institutionnel ! La logique aurait voulu au contraire qu'on renforce cette France oubliée pour réduire sa fragilité économique et sociale.

LES DÉPARTEMENTS ET LES CONSEILS GÉNÉRAUX SONT-ILS VRAIMENT INDISPENSABLES ?

Oui, et ils le sont d'autant plus là où la question sociale prend de l'importance. Il n'y a qu'à observer la carte de l'abstention, parfaitement calquée sur la France périphérique. Sur ces territoires délaissés, les départements sont pratiquement les seules institutions qui tiennent encore debout : ils constituent la seule visibilité institutionnelle et politique de certaines populations. Aujourd'hui encore, on écoute un président de conseil général. Qui s'intéressera à ce que dira un président d'intercommunalité ! Ce n'est donc pas un hasard si les élites ironisent sur l'attachement de beaucoup de gens à des institutions désuètes : elles aimeraient bien voir disparaître et les gens et les institutions !

EN ATTENDANT, CETTE RÉFORME N'EN REDISTRIBUE PAS MOINS LES CARTES DU JEU POLITIQUE. AUSSI SUSCITE-T-ELLE UN DÉBAT QUI EST MOINS UNE BATAILLE DROITE/GAUCHE QU'UN AFFRONTMENT ENTRE MÉTROPOLES RICHES ET FRANCE

LA RÉFORME VALLS STRUCTURE LA FRANCE AUTOUR DES GRANDES MÉTROPOLES. LA LOGIQUE AURAIT VOULU AU CONTRAIRE QU'ON RENFORCE LA FRANCE « PÉRIPHÉRIQUE »

PÉRIPHÉRIQUE, NOTAMMENT CELLES DES DÉPARTEMENTS RURAUX...

Exactement. Le discours des élus socialistes des départements ruraux avec lesquels je travaille se situe aux antipodes des positions du PS parisien. Ils savent que le modèle métropolitain mondialisé qui est celui de la réforme Valls ne s'applique pas à leurs territoires. Il est absurde de croire que des territoires comme le fin fond de la Nièvre vont irriguer les grandes métropoles en main-d'œuvre. Lorsque les élus locaux réfléchissent au maillage économique de leurs territoires, à la différence de l'Élysée et de Matignon, ils partent du bas, des territoires et des populations, et non pas des besoins des métropoles. Le contre-modèle qu'ils essaient d'inventer s'inspire de la réalité économique et sociale sur le terrain. La guerre politique entre la France d'en haut et la France d'en bas a déjà commencé. Je ne sais pas quelle forme elle prendra, ni quel mouvement la portera, mais elle traverse les grands partis. Dans les territoires périphériques, la radicalité monte très fortement.

LE MOUVEMENT DES BONNETS ROUGES EST-IL SYMPTOMATIQUE DE CETTE RADICALITÉ CROISSANTE ?

C'est un bon exemple. Le mouvement des Bonnets rouges n'est pas parti des grandes villes de l'ouest, comme Rennes ou Nantes, mais de la Bretagne intérieure. Sa géographie est parfaitement calquée sur la carte de France des fragilités économiques et traduit une certaine tendance à l'immobilisme résidentiel. Quand vous perdez un emploi en Bretagne intérieure, vous n'avez pas les moyens de vous installer à Rennes ou à Nantes en vendant votre maison. Cette perte de mobilité explique largement la radicalité sociale, notamment chez les jeunes. Avant, en période de crise, les régions touchées par les fermetures d'usine voyaient partir les jeunes vers les grandes villes. C'est de moins en moins vrai aujourd'hui. Les élites sociales bretonnes ont pris ce phénomène en compte et cela a donné les Bonnets rouges.

CELA SIGNIFIE-T-IL QUE, DANS CE CONFLIT ENTRE PARIS ET LA FRANCE PÉRIPHÉRIQUE, LA LUTTE DES CLASSES EST DÉPASSÉE ?

Absolument, puisque le patron et l'ouvrier participent côte à côte à ce mouvement. Tous deux ont compris que la France périphérique, qui rassemble 60 % de la population, restait à l'écart du dynamisme des grandes métropoles, ce qui pose un vrai problème d'intégration économique, culturel et identitaire pour les espaces concernés. À Paris, le ministère de la Ville a récemment publié une nouvelle « carte de la pauvreté » qui révèle un début de prise de conscience. L'État semble vouloir en finir avec une >

Vue satellite de la France.



► politique tournée exclusivement vers les grands ensembles urbains où se concentrent les populations immigrées. Quand on regarde de près les points d'inégalités sur la carte, on retrouve toutes les petites villes où le FN a fait d'excellents résultats. Pour le dire vite, on va peut-être enfin intégrer les « petits Blancs » à la politique de la ville. Mais il faudra attendre pour observer des effets concrets dans la vie des gens.

LES NOUVELLES FRACTURES FRANÇAISES N'OPPOSENT DONC PLUS L'OUVRIER AU PATRON, MAIS LE « PETIT BLANC » AUX IMMIGRÉS ?

Ce clivage existe mais il ne dit pas tout car l'essentiel, c'est en réalité le degré de mobilité géographique. Le principal clivage oppose aujourd'hui nomades et sédentaires. Si l'on dessine la carte des mobilités sociales et résidentielles, on distingue une France hypermobile – grosso modo les métropoles dans lesquelles se concentrent cadres et immigrés – et tous les autres espaces qui forment la « France des sédentaires ». Parmi les sédentaires, on trouvera les membres des élites locales, mais surtout une majorité des catégories populaires. À l'avenir, cette dimension culturelle ne fera que s'accroître, car on migrera de moins en moins. Je crois que la figure du nomade, y compris de l'immigré, va s'effacer en France et dans le monde. Le sédentaire incarnera de plus en plus la réalité anthropologique.

QUELLE SERAIT L'ÉCHELLE INSTITUTIONNELLE PERTINENTE POUR RÉPONDRE À CETTE RESÉDENTARISATION DES FRANÇAIS ?

La question de l'échelle me semble accessoire. Il faut être pragmatique et chercher l'efficacité économique et sociale :

une région peut être pertinente dans un contexte et totalement inopérante dans un autre. Par exemple, cela me paraîtrait assez cohérent que la métropole du Grand Paris corresponde à la région Île-de-France. On a là une métropole à l'échelle de la région. Si Jean-Paul Huchon détenait un vrai pouvoir politique, il rebaptiserait la région Île-de-France « Paris-Métropole ». En revanche, si vous prenez Lyon-Métropole et la région Rhône-Alpes, le problème se pose différemment : c'est un cas typique de région vidée de sa substance économique par une métropole. Dans ce cas précis, mieux vaudrait fusionner le département du Rhône et la métropole lyonnaise puisque celle-ci est à l'échelle du département.

POUR ENCORE PLUS D'ÉQUITÉ ENTRE LES TERRITOIRES, FAUT-IL ALLER PLUS LOIN ET EN FINIR AVEC LES GRANDES MÉTROPOLIS, COMME PARIS OU LYON, QUI CONCENTRENT LA RICHESSE ?

Non, ce serait stupide de vouloir se débarrasser de zones qui créent les deux tiers du PIB français ! Paris, Lyon, Toulouse et quelques autres font fonctionner le pays. Renforçons plutôt les métropoles pour en faire des territoires performants à l'échelle mondiale. Dans le même temps, nous devrions essayer d'inventer un modèle politique fort pour les autres territoires qui ne peuvent pas être de simples « annexes » des métropoles, quitte à renforcer les compétences des départements. Il faut renforcer – et non pas supprimer – les institutions existantes pour penser le développement de ces territoires. Et s'il faut atteindre une masse critique pour peser à l'échelle mondiale, il n'y a qu'à regrouper les 22 régions en une seule qu'on appellera « France » !

TOULOUSE AIRBUS ET CASSOULET

PAR NICOLAS ROUTIER

Le parigoscepticisme ambiant fédère patrons de bistrots, jeunes cadres d'Airbus, Beurs des cités et universitaires occitanistes...

« Ici, c'est le Capitole, pas la capitale ! » : Jean-Marc, le truculent kiosquier de la place Saint-Pierre, a parfois l'humour plus inspiré. À Toulouse, comme partout en France, le parigoscepticisme s'exhibe fièrement. Ce jour-là, pourtant, le centre-ville offre un ballet urbain bien connu des bobos parisiens : les chars de la Gay Pride croisent la manif Vegan. Nous sommes au milieu du mois de mai, c'est vendredi. Ce week-end, il fera chaud. Le soir approche, des jeunes, beaucoup de jeunes, commencent à affluer dans les rues. Toulouse est la quatrième ville étudiante de France. Passé 22 heures, les fêtards ont envahi les bars de la ville. Sur les quais de la Garonne, des cris éclatent dans les vapeurs d'alcool. Demain matin, la jeunesse noctambule aura regagné son lit, les marchés seront bondés, et les anciens boiront leur café en terrasse, tranquilles.

La réalité ressemble souvent aux clichés. « Chez nous, on prend son temps. Tout y est plus lent qu'au nord, et c'est très bien comme ça ! », affirme l'écrivain Christian Authier. Culturellement, il situe sa ville entre Bordeaux et Marseille : « Comme la première, sa bourgeoisie reste imprégnée de ses origines rurales. Mais Toulouse reçoit l'influence méditerranéenne de la seconde. » D'ici, c'est vrai, Paris est loin – cinq heures trente en train. Coincée entre le Massif central et les Pyrénées, Toulouse aime se voir rebelle en son miroir.

Un tour rapide dans la ville suffit pour constater que l'identité est très tendance. Avec la vogue du bilinguisme,



stations de métro et noms de rues s'affichent en français et en occitan. L'antenne locale de France 3 diffuse même, chaque soir, un JT en occitan de quinze minutes. Un sacre bien mérité pour Patrick Sauzet, qui enseigne la langue à l'université du Mirail : « Notre histoire constitue un grand moment culturel de l'humanité. » Un brin exalté, il évoque le Félibrige, nom donné au cénacle de poètes provençaux regroupés autour de Frédéric Mistral, prix Nobel de littérature en 1904.

Depuis une trentaine d'années, ce retour aux sources réelles ou supposées se manifeste par la multiplication des *calandretas*, écoles où l'on enseigne indifféremment en français et en occitan. Vers la fin du XIX^e siècle et jusque dans les années 1950, la langue d'oc était bannie de l'enseignement public. Jean-Marie, propriétaire d'une petite librairie occitane, se souvient que son grand-père avait interdiction de l'employer à l'école. Il ajoute que, quand il était lui-même petit garçon, l'occitan était encore considéré comme une « langue de sauvages ». Aujourd'hui, les *calandretas* affichent souvent complet. Pour le Toulousain Louis Aliot, numéro deux du Front national et conseiller régional Languedoc-Roussillon, leur réussite, comme celles des *calandretas* catalanes qui s'implantent dans sa Perpignan d'adoption, a une explication pragmatique : « En réalité, l'identité occitane est quasiment morte : ces revendications marginales n'ont rien à voir avec celles des Bretons ou des Catalans, qui s'appuient sur une culture encore vivace. Les parents inscrivent leurs enfants dans les calandretas pour éviter de les inscrire dans »



► *l'enseignement public à forte population immigrée. Ainsi l'occitan et le catalan occupent la place laissée par l'École de la République, qui n'enseigne même plus correctement le français.* » Patrick Bianchini, directeur de l'une des *calandretas* toulousaines, persiste pourtant à attribuer son succès à une « *quête d'identité* ». Curieux, alors que la plupart des élèves, précise-t-il, sont issus de familles « *venues d'ailleurs* »... Il est vrai qu'« *ailleurs* » commence à la région voisine....

Soyons honnête : les indépendantistes, les vrais, les durs, sont ultraminoritaires. La passion pour le retour aux racines occitanes agace nombre de Toulousains. Pour l'écrivain Alain Monnier, le double affichage français-occitan est un « *gadget politicien* ». Acerbe, il ajoute : « *Le précédent conseil municipal a cru bon de traduire le nom de Jean Jaurès en occitan... "Juan Jaurès"... Pourquoi pas "John Jaurès" ?* » Louis Aliot parle, lui, de « *marketing culturel pour faire plaisir aux touristes* ».

Cette mode identitaire, colorée par la fibre gauchiste de la « *ville rose* », se traduit par les critiques adressées à la politique culturelle de la mairie, accusée de réduire à la portion congrue les artistes et arts locaux. Cette année, une pétition a circulé pour dénoncer la faible représentation des écrivains du cru au Marathon des mots, l'une des inventions festives destinées à rajeunir l'image de la ville. Le directeur du cinéma Utopia, haut lieu de la culture alternative locale toulousaine, brocarde le Festival international d'art qui a lieu au même moment : « *Ce sont des trucs de Parisiens qui veulent nous délocaliser leurs machins culturels. On est des ploucs nous, tu sais...* » L'organisateur du Festival est pourtant toulousain...

Ironiquement, c'est sans doute la décentralisation économique réalisée par de Gaulle, à partir de 1964, qui a pavé la voie de ces affirmations régionalistes. Météo France installe son siège à Toulouse, la Caravelle puis le Concorde sortent des ateliers toulousains de Sud-Aviation. Entrée de plain-pied dans les Trente Glorieuses, Toulouse peut prétendre au leadership. Elle est la capitale française de l'aéronautique. Avec la naissance d'Airbus, elle en devient un pôle européen majeur. Airbus, c'est l'« *assurance-vie* » de la région : 55 000 emplois directs et indirects dépendent de l'avionneur. Ses achats soutiennent l'ensemble des PME de la région.

Le fantasme catalan

De quoi nourrir désormais les fantasmes d'indépendance. Quand la France déprime, « *Toulouse l'européenne* », comme le titrait récemment un mensuel local, rêve de prendre le large. Le président (socialiste) de la région Midi-Pyrénées, Martin Malvy, prétend traiter directement avec ses partenaires européens. « *Ils veulent faire éclater la France car ils ne croient plus à l'État-nation* », commente Louis Aliot. Quant aux militants occitanistes, ils ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer de cette relation privilégiée avec l'Europe. Tout comme les Écossais, Basques et Catalans,

On connaît la bienveillance des autorités européennes à l'égard des diverses revendications et demandes identitaires susceptibles de miner l'antique suprématie des États et d'éliminer de fâcheux intermédiaires entre les peuples et le marché mondialisé. Cependant, ne vous réjouissez pas trop vite, amis régionalistes, indépendantistes,



antiparisiens, que sais-je encore ! L'UE ne peut pas encore scier les branches nationales sur lesquelles elle est assise. Aussi a-t-elle récemment fait savoir aux indépendantistes catalans que, s'ils obtenaient l'indépendance de la Catalogne, celle-ci serait aussitôt exclue de l'Union. Battez tambourins, pleurez pipeaux gascons ! Toulouse semble condamnée à rester assise à la table française pendant quelques années encore.

Reste à comprendre pourquoi une ville qui s'enorgueillit – et à juste titre – de sa réussite économique et de son art de vivre semble si soucieuse de préserver son identité. Est-ce justement parce qu'elle accueille, en particulier grâce à Airbus, des populations venues de toute l'Europe, ou plutôt par besoin de contrer d'autres formes de revendications identitaires ? Comme d'autres villes en France, Toulouse connaît depuis plusieurs décennies une intensification continue des flux migratoires en provenance de l'autre rive de la Méditerranée. Dans certains quartiers, les drapeaux algériens accrochés aux fenêtres font bon ménage avec les drapeaux occitans. Ces dernières années, de nombreuses mosquées ont été construites, et l'on soupçonne que le salafisme a ses entrées dans certaines d'entre elles.

La solution magique : occitaniser les cités

Il faut creuser un peu pour s'en apercevoir : derrière la légende rose de Toulouse l'aérospatiale et l'europpéenne, la ville est sujette à un véritable éclatement identitaire et social. Certes, occitanistes pur jus, cadres européens et immigrés musulmans vivent ensemble, mais séparément. « Une caste bourgeoise socialement consanguine possède l'intégralité des vieilles habitations, et les travailleurs européens, débarqués depuis une quinzaine d'années, vivent exclusivement à l'ouest de la ville, au plus près des ateliers

d'assemblage aéronautique », constate Christian Authier, qui s'inquiète de l'incapacité de Toulouse à assimiler les nouveaux arrivants, contrairement à ce qu'elle sut faire avec les enfants des réfugiés espagnols, arrivés dans les années 1930 pour fuir le franquisme.

Les militants des identités locales ont une solution toute trouvée. Pour intégrer des populations du monde entier, il suffit de tirer un trait sur tout ce qui se dit national : à Toulouse, il ne doit plus y avoir de Français, seulement des Toulousains ! Dans son essai *Je n'ai pas toujours eu une certaine idée de la France*, Claude Sicre, musicien et figure locale du militantisme occitan, affirme que la culture nationale est un « mythe » et que l'avenir, c'est « l'entité politique Europe, qui sera forcément linguistico-culturellement plurielle ». Il ironise sur le « folklore parisien » qui voudrait s'imposer comme « folklore français antifolklorique » sur l'ensemble du territoire. La crise de l'intégration est, selon lui, imputable aux prétentions hégémoniques de cet « antifolklore ». Seul un retour aux cultures locales serait à même de détourner les immigrés des « folklores venus d'ailleurs ». Point de vue partagé par le professeur d'occitan Patrick Sauzet : « De plus en plus d'immigrés maghrébins se mettent à l'occitan, c'est la meilleure preuve d'intégration. » Patrick Bianchini fait chorus pour se féliciter de cette intégration « à la toulousaine ». En somme, la grande réconciliation de tous les Français pourrait enfin avoir lieu loin de la capitale, c'est-à-dire, en l'occurrence, loin de la France. Au-delà des modes et des humeurs, il est permis de douter que Toulouse régle ses problèmes identitaires en dehors du cadre national. Les accès régionalistes sont l'un des symptômes de la maladie qui frappe à des degrés divers tous les peuples européens ; certainement pas son remède.

MAR- SEILLE L'APPEL DU LARGE

PAR GUILLAUME NICOLAUD

Si les Marseillais du XIX^e siècle s'accommodaient très bien de la tutelle parisienne, c'est parce que cette dernière savait se faire aussi discrète que légère. Aujourd'hui, après un siècle de croissance continue du pouvoir central, Paris inspire surtout la répulsion.

« Les Marseillais ont ce sentiment diffus que, historiquement, Paris a toujours voulu du mal à leur ville. Mais la plupart du temps, personne n'arrive à se souvenir d'un événement précis. C'est une impression partagée, qui flotte dans l'air. » C'est ainsi que Pierre Échinard, historien spécialiste de Marseille, explique le désamour des habitants de la cité phocéenne pour la capitale. Étant moi-même marseillais, je vous confirme que c'est exactement ça : une impression partagée qui flotte dans l'air. Pourtant, des raisons objectives, pour Marseille, de se méfier de Paris, il en existe quelques-unes ; et, contrairement à ce que l'on croit dans les bistrotts ou dans les virages du stade Vélodrome, elles n'ont rien à voir avec le football.

Les canons du fort Saint-Nicolas

Si, dans les deux mille six cents ans d'histoire de Marseille, je devais choisir une date, ce serait sans doute le 2 mars 1660, ce jour où, décidé à infliger une punition spectaculaire à cette « ville rebelle » qui échappait encore à son pouvoir absolu, Louis XIV en fit abattre les remparts pour y pénétrer comme dans une ville conquise. L'antique Massalia,

autrefois alliée de Rome contre Carthage, perdait définitivement le peu d'indépendance qui lui restait et le roi fit en sorte de graver à jamais ce jour dans la mémoire collective des Marseillais en faisant ériger le fort Saint-Nicolas à l'entrée du port, avec ses canons pointés sur la ville.

Notez bien le choix des mots de Pierre Échinard : ce ne sont pas les Parisiens que les Marseillais n'aiment pas, c'est Paris. Paris, c'est Louis XIV, c'est le pouvoir central, c'est l'État jacobin. C'est à Paris que les décisions politiques et économiques sont prises et c'est de Paris que *descendent* les ordres qui, désormais, s'imposeront à Marseille comme ailleurs. Voilà la nature de cette impression partagée : Marseille l'indépendante, soumise par la force des armes, n'est désormais plus qu'une ville de province à laquelle Paris tient la bride serrée.

Vous me direz sans doute que tout ceci, à bien des égards, relève plus du mythe que de la réalité, et vous aurez en grande partie raison. Oui, l'imaginaire collectif des Marseillais est en grande partie fondé sur une vision idéalisée de leur histoire : depuis César, l'indépendance de la ville a toujours été très relative et cela fait maintenant quelques siècles que presque personne, ici, ne rêve d'indépendance politique. Néanmoins, et au risque de m'attirer quelques solides inimitiés chez les Causeuriens, je voudrais signaler qu'au rayon des pures constructions idéologiques qui n'entretiennent avec la réalité historique qu'un rapport ténu, notre État-nation se pose là.

Entendez-moi bien : je respecte infiniment les sentiments de ceux d'entre nous qui sont attachés à cette idée d'État-nation. Mais de là à en faire une vérité historique comme si, au jour du baptême de Clovis, « nos ancêtres les Gaulois » avaient soudain été touchés par la grâce de l'identité nationale, c'est parfaitement ridicule. Notre État-nation est une construction née avec l'absolutisme royal et achevée par la République : de l'Alsace au Pays basque, de la Savoie à la Bretagne et de la Corse aux territoires d'outre-mer, nous sommes tous le fruit d'une histoire infiniment plus complexe ; des peuples que les hasards de l'Histoire ont regroupé sous la tutelle d'un même État ; État dont la capitale se trouve être Paris.

Or voilà : désormais, Paris n'a plus la cote. Tout ce passe comme si cet arrangement mutuellement profitable qui a prévalu ces deux derniers siècles commençait à perdre de son attrait : en province, on a l'impression, aussi désagréable que partagée, qu'une élite hors-sol écrase de tout son poids ce qui reste de vie à l'extérieur de Paris. C'est comme une loi de l'antigravité : plus le poids du centre augmente, plus la périphérie cherche à s'en éloigner. Si les Marseillais du XIX^e siècle s'accommodaient très bien de la tutelle parisienne, c'est parce que cette dernière savait se faire aussi discrète que légère mais aujourd'hui, après un siècle de croissance continue du pouvoir central, Paris exerce ici une force de répulsion que plus aucun canon ne vient plus réprimer.



Et ça n'est pas propre à la France. Jugez plutôt : entre le 16 et le 21 mars 2014, un référendum non officiel révélait que plus de 89 % des Vénitiens¹ souhaitaient se débarrasser de la tutelle de Rome. Le 18 septembre de cette année, un référendum – tout à fait officiel cette fois – aura lieu pour déterminer si oui ou non l'Écosse doit se séparer de la Grande-Bretagne. Moins de deux mois plus tard, le 9 novembre, ce seront les Catalans qui se prononceront sur l'avenir de leur région au sein de l'Espagne et, pour avoir passé quelques jours à Barcelone début mai, je puis vous assurer que les séparatistes locaux ont quelques solides raisons d'y croire. Pour un peu, on croirait que ça flotte dans l'air...

Asphyxie

Toute l'ironie de l'histoire, c'est qu'au moment où les nationalistes de tous pays font leur beurre électoral sur le thème de la défense de l'État-nation contre la mondialisation, il n'est pas impossible que la véritable menace vienne de l'intérieur. Très clairement, vu de Venise, Édimbourg ou Barcelone, le problème, ce n'est pas Bruxelles : c'est Rome, Londres ou Madrid ; dans l'avenir immédiat, le risque tient plus de l'implosion que de la dilution. Mais, au-delà du fait qu'il est interdit de poser la question², de tels mouvements n'existent pas en France – ou, du moins, pas avec une telle ampleur.

C'est exact. Pourtant, n'y voyez surtout pas une raison de vous réjouir. La triste réalité – et croyez bien que ça me coûte de l'écrire – c'est que là où Venise, Édimbourg ou Barcelone peuvent se permettre des rêves d'indépendance, Marseille est devenue une mendicante ; autrefois

riche et prospère, elle n'imagine plus désormais vivre autrement qu'en tendant honteusement sa sébile. Et ça, voyez-vous, pour nous autres, c'est le fond du trou. Dites-vous bien que, si les Marseillais aiment leur ville d'un amour presque déraisonnable, personne au monde ne juge ce qu'elle est devenue plus sévèrement qu'eux. Pour nous, visiter Barcelone, mesurer tout l'écart qui sépare la deuxième ville d'Espagne de son homologue française, est une véritable souffrance : la preuve concrète de notre déchéance³.

Voilà où nous en sommes, amis Parisiens. En réalité, on vous aime bien et ce, d'autant plus que la capitale est pleine de *minots* de chez nous qui ont dû s'expatrier pour trouver un travail un tant soit peu enrichissant – j'en sais quelque chose, j'ai fait partie du lot. Ce dont on crève ici, en vérité, c'est d'avoir honte. Ce dont nous avons besoin, c'est de retrouver notre fierté et notre liberté, de redevenir ce pour quoi nous sommes faits depuis des millénaires : un port de commerce qui, à l'âge de la mondialisation, devrait en toute bonne logique connaître la plus belle période de son histoire⁴. Si vous vous demandiez ce qui flotte dans l'air autour du Vieux-Port, ne cherchez pas plus loin : c'est l'appel du large.

1. Avec un taux de participation de 63,2 %, soit 56,6 % du corps électoral de la Sérénissime.
2. « La France est une République indivisible », article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958.
3. Mes amis lyonnais me pardonneront ça.
4. Pensez bien à ça, amis Marseillais, réfléchissez bien à ce que vous faites quand vous votez pour des partis explicitement anticapitalistes et protectionnistes !



SOIR DE MATCH SUR LE VIEUX- PORT

PAR PASCAL BORIES

Entre Paris et Marseille, ce n'est pas la haine qui domine, c'est l'ignorance mutuelle.

Si Paris est la Ville lumière, Marseille pourrait être la « Ville-Ombrière ». Il ne faut jamais oublier qu'à Marseille, c'est l'ombre qui est recherchée. « L'Ombrière » : c'est le nom du gigantesque miroir horizontal qui protège les badauds du soleil sur l'esplanade du Vieux-Port. En passant dessous, il suffit de lever le nez pour se voir à l'envers, comme si l'on marchait au plafond. J'ai rarement été séduit par un aménagement urbain de ce type, mais ici, je dois me rendre à l'évidence : l'idée est excellente et la réalisation parfaite. Non seulement cette construction ne gâche en rien le panorama de la ville, par exemple lorsqu'on la regagne en bateau des îles du Frioul, mais en plus elle se révèle utile à peu près toute l'année. En tant que Parisien en goguette, ce n'est pas ma seule découverte étonnante dans la plus grande ville de province française, qui semble être tout entière un miroir inversé de la capitale.

Foin de slogans footballistiques, de guéguerre pagnolesque et autres clichés de haines irréconciliables : entre Paris et Marseille, ce n'est pas la haine qui domine, c'est l'ignorance mutuelle. Deux mondes qui ne parlent pas le même langage. Le cœur de Paris, c'est le Marais, ses bars gays, ses boutiques fashion, ses épiceries bio et ses hôtels particuliers hors de prix. Le centre de Marseille, c'est Noailles, ses parts de pizza à 2 euros, ses étals de fruits et légumes et ses rues crasseuses peuplées de femmes voilées. D'un côté, un quartier extrêmement friqué, à très forte majorité blanche et branchée. De l'autre, un quartier « populaire », c'est-à-dire très pauvre et presque exclusivement maghrébin d'origine. La première fois qu'on y met les pieds, cette différence radicale saute aux yeux, en commençant par le nez et les oreilles : odeurs d'épices, musique raï à fond... L'équivalent de mon quartier de Barbès, ou de la Goutte d'Or.

ICI, LES PAUVRES ISSUS DE L'IMMIGRATION N'APPRÉCIENT PAS PLUS QU'AILLEURS LES CAPRICES CATÉGORIELS DES ÉLITES PARISIENNES.

Aux élections municipales de mars, dans les 3^e et 4^e arrondissements de Paris, où se trouve le Marais, les candidats du FN ont obtenu à peine 5 % des voix. Dans le 1^{er} arrondissement de Marseille, où se situe le quartier Noailles, le parti de Marine Le Pen a fait trois fois mieux, rassemblant 15 % des suffrages. Et le 7^e secteur, qui regroupe une partie des tristement célèbres « quartiers nord » de la ville, a quant à lui basculé du côté obscur : après trente ans de municipalités socialistes, le candidat FN Stéphane Ravier y est arrivé en tête avec plus de 35 % des voix. Puis le FN a triomphé aux élections européennes de mai avec 30 % des voix, contre 9 % à Paris. On entend d'ici les analyses parigotes à l'emporte-pièce : Marseille – « première ville arabe traversée par le Paris-Dakar », comme disaient les Inconnus – serait, « logiquement » (sic), trois fois plus raciste que Paris.

Sauf que non : ce rapport de 1 à 3 est au contraire dû au vote, ou à l'abstention, des musulmans. Comme dans les banlieues parisiennes à forte densité de population immigrée – Aulnay-sous-Bois, Saint-Ouen, Bobigny, Montreuil – le PS marseillais a été lâché par des familles bien décidées à sanctionner les aberrations sociétales de l'exécutif national. C'est le constat de Patrick Menucci, candidat PS vaincu : « *Le mariage pour tous nous a coûté des voix sur le terrain.* » Et de préciser : « *C'est la politique nationale qui nous fait perdre [...] Elle m'a fait perdre, par exemple, mon secteur.* » L'adversaire de Jean-Claude Gaudin était candidat dans le 1^{er} secteur. Or, ici, les pauvres issus de l'immigration ne vivent pas seulement en périphérie, mais aussi en centre-ville. Et ils n'apprécient pas plus qu'ailleurs les caprices catégoriels des élites parisiennes : CQFD.

Arrivé le 20 juin au soir, je me suis préparé au pire. La Fête de la musique. Cet anticarnaval républicain, qui vide de sa substance l'expression même de « fête » (sans parler de musique...) en remplissant les caniveaux de vomi alcoolisé. Mais à nouveau, mon parisianisme m'a induit en erreur. À Marseille, le 21 juin, il est parfaitement possible de se promener tranquillement sous les tilleuls, de siroter un anis en terrasse, et même de rentrer tard. Sans se faire agresser, ni par le bruit insoutenable d'un « musicien » chauve équipé de platines, ni par les insultes d'une bande de jeunes fans de Booba sous substances. Ici, d'abord, il y a de la place. On peut fuir, s'éviter les uns les autres. Mais surtout, c'est rarement la peine, puisque personne ne semble tendu.

L'actualité du 22 juin, c'est la Coupe du monde : ce soir, l'Algérie rencontre la Corée du Sud. Au bar du coin où je suis descendu prendre un café pour me réveiller, un

Noir africain s'installe en terrasse avec un bouquet de petits drapeaux algériens à vendre. Il porte une casquette « Marseille ». Un Blanc à barbe et catogan argentés lui serre la pince amicalement, tandis qu'un jeune homme vêtu d'une djellaba immaculée passe sur le trottoir. Le taulier, un tatoué à la rousseur celtique, vient charrier le marchand de babioles : « *T'as pas un drapeau de la Corée du Sud ? T'es vraiment un raciste, toi ! Et un drapeau anglais ou espagnol, en solde, tu as ça ?* » Ils se marrent. Visiblement, ces gens arrivent très bien à « vivre ensemble ». Pas comme le ventru franchouillard que j'avais entendu dans le quartier du Panier expliquer à l'un de ses congénères : « *Nous, on se mélange pas : les Français avec les Français, les Arabes avec les Arabes...* »

Rodéo pour les Fennecs

Quand je me lève pour régler, le patron me demande d'où je viens. Je bafouille un timide « Paris », espérant que personne n'entende. Raté, il lève la voix, « avé » l'accent : « *Paris ? Moi je suis pour la grève des cheminots sur le train Paris-Marseille ! Après, on se plaint que les plages sont pleines... Trois heures ! Ils vont tous venir !* » Quand je m'éclipse, il me lance en souriant : « *Passez une bonne journée !* » Comprendre : le Marseillais est chaleureux, taquin, de bonne humeur, mais plus Paris est loin, mieux il se porte. On sait ce que risque, aujourd'hui comme hier, toute automobile immatriculée 75 sur un parking marseillais... Et la deuxième ville de France se comporte comme une ville étrangère. D'ailleurs, les règles édictées à Paris ne la concernent pas trop : sur les quais de la gare Saint-Charles, ce sont les agents SNCF eux-mêmes qui fument à côté des panneaux d'interdiction. Et dans beaucoup de cafés, on ne se gêne pas non plus.

Dimanche, 21 heures. Je suis fasciné par le calme et la douceur qui règnent autour du Vieux-Port. À la terrasse équipée d'un téléviseur et d'enceintes où je me suis installé pour suivre le match, évidemment, tout le monde a l'air nettement plus algérien que sud-coréen, ou autre. À chacun des trois buts de l'Algérie qui ponctuent la première mi-temps, l'auditoire se lève en hurlant de joie. Et malgré deux buts encaissés dans la seconde, le quatrième des « Fennecs » est célébré comme il se doit. Ensuite, chacun se rassied calmement jusqu'au coup de sifflet final. 4 à 2. Le score est historique, pour une équipe qui n'avait pas gagné un match de Coupe du monde depuis 1982. On danse, on crie, on se congratule. Puis, en quelques secondes, la terrasse est déserte. Et en quelques minutes, la ville retournée.

Rodéos de voitures recouvertes de drapeaux vert et blanc, feux de bengale, concerts de klaxons d'un bout à l'autre de la Canebière instantanément embouteillée. La police bloque, à distance raisonnable, les axes adjacents. Je ne dormirai que quelques heures avant de prendre mon train de retour pour Paris, qui a finalement un point commun avec Marseille. Les soirs de match remporté par l'Algérie, la cité phocéenne comme la capitale – et celle des Gaules aussi, paraît-il – célèbrent une victoire étrangère. Sûrement parce que 70 % des joueurs de l'équipe algérienne sont nés en France. —

LE BRETON CONTRE LES BRETONS

PAR FRANÇOISE MORVAN ET ANDRÉ MARKOWICZ

Défendre des langues qui ne sont plus parlées pour arriver à ce qu'elles le soient de nouveau ne mène à rien, sinon à en faire des outils de combat idéologique. Et tel est bien le rôle assigné au breton.



FRANÇOISE MORVAN EST L'AUTEUR DE L'ESSAI *LE MONDE COMME SI (NATIONALISME ET DÉRIVE IDENTITAIRE EN BRETAGNE)*, BABEL-ACTES SUD, 2005. ELLE A PUBLIÉ UNE TRENTAINE DE VOLUMES AYANT TRAIT AU FOLKLORE DE LA BRETAGNE ET UN ESSAI SUR LA RÉSISTANCE EN BRETAGNE (*MILICIENS CONTRE MAQUISARDS*, OUEST-FRANCE, 2010) TOUT EN PUBLIANT DE NOMBREUX ARTICLES (VOIR NOTAMMENT WWW.LE-GRIB.COM). AVEC **ANDRÉ MARKOWICZ**, ELLE A TRADUIT LE THÉÂTRE COMPLET DE TCHEKHOV ET PUBLIÉ AUX ÉDITIONS OUEST-FRANCE *ANCIENNES COMPLAINTES DE BRETAGNE*, UN LIVRE DE CHANSONS POPULAIRES TRADUITES ET ILLUSTRÉES. SES TRAVAUX SONT CONSULTABLES SUR LE SITE WWW.FRANCOISEMORVAN.COM

Nul jour ne se passe en Bretagne sans que les journaux, la télévision, les blogs, les sites, les essais de sociologie, de linguistique, de sociolinguistique, de psychologie, de sciences de l'éducation n'évoquent le « *problème du breton* », langue à sauver d'urgence, car nécessaire à l'identité de la Bretagne, identité forte, à renforcer encore par la langue, le drapeau et l'hymne national...

La langue et l'hymne

L'hymne national, le *Bro Gozh* (Vieux Pays), inventé en 1898 par le druide Taldir (Front d'acier) souffre d'un handicap : étant l'hymne national breton, il est en breton, ce qui le rend difficile à chanter, les Bretons, dans leur immense majorité, ne parlant pas breton. Qu'à cela ne tienne, le handicap n'est pas insurmontable : il est tout à fait possible de chanter un hymne en breton sans savoir le breton. En ce moment, France 3 Bretagne lance une grande opération promotionnelle dite « *Défi Bro Gozh* », pour faire enfin entrer l'hymne national dans les têtes bretonnes. Lors du match Rennes-Guingamp, le texte du *Bro Gozh* avait été distribué par milliers mais nul ne l'avait entonné, ce qui faisait mauvais effet. Chanter le *Bro Gozh* ne demande pas un effort considérable et suffit pour montrer à la télévision que les Bretons rassemblés dans un stade chantent leur hymne national dans une langue qui n'est pas le français, et donc ne sont pas français. Le breton, ça sert à ça, et le « *problème du breton* », c'est ça – pas du tout le problème d'une langue minorisée par l'acharnement jacobin de l'État français, mais le problème de l'instrumentalisation d'une langue à des fins politiques, et la fétichisation qu'elle implique.

La fabrication du cadastre

Aussi surprenant que cela puisse sembler, l'État français subventionne un organisme, l'Office de la langue bretonne, placé sous la direction de Lena Louarn, militante nationaliste bien connue, pour (entre autres) refaire le cadastre en éliminant les termes français. Et cela, y compris en Haute-Bretagne, où le breton n'est plus parlé depuis des siècles ou n'a jamais été parlé. Il s'agit bien

LE BRETON SURUNIFIÉ ET APURÉ DE SES MOTS FRANÇAIS, UNE NOVLANGUE MISE AU POINT DANS LES OFFICINES NATIONALISTES

d'inventer des toponymes celtiques (c'est-à-dire néoceltiques) même quand des cartulaires mentionnent le nom original. Ainsi, le maire de Monténéuf, dont le frère était historien, a-t-il refusé net de voir sa commune rebaptisée « Monteneg » et des citoyens de Réminiac, rebaptisée « Ruviniég », ont-ils prouvé que le nom apparaissait dès 856 sous la forme « Ruminiac ». Mais leurs protestations n'ont servi à rien : il s'agit de faire différent, non français. Encore une fois, le breton, ça sert à ça.

Et aussi à détruire le breton populaire, le breton parlé.

Puisque nous sommes sur le chapitre de la toponymie, donnons un exemple banal : Rostrenen s'appelle, en breton, « Rostrenn », avec accent sur la première syllabe. C'est sous cette forme que le nom apparaît dans les chansons (et il y en a beaucoup). On a commencé par installer partout des panneaux bilingues mentionnant « Rostrenn ». Mais l'Office de la langue bretonne a considéré que le « vrai nom » devait être « Rostrenenn »... Tous les panneaux ont donc été changés. Les Rostrenois ont ainsi appris le « *vrai nom* » de leur ville. Ceux des anciens qui parlaient encore breton se sont convaincus qu'ils parlaient un mauvais breton, ce dont ils ne doutaient guère, le « bon breton » de la télévision et des écoles leur étant incompréhensible. L'essentiel était de faire savoir que ce qui compte, ce ne sont pas les gens qui parlent la langue, mais la langue elle-même. Le breton, c'est ça : l'objet du culte.

L'avenir d'une illusion

Interrogé sur l'utilité d'une opération d'envahissement de l'espace public par le néobreton, l'un des responsables répondait : « *On fait ça pour la langue.* » Ce qu'il s'agit de faire survivre coûte que coûte, c'est une fétiche – d'où l'incroyable virulence des militants dès qu'on ose rappeler quelques faits contraires au dogme, l'espèce d'hystérie qui les saisit, le fanatisme et l'obscurantisme unissant leurs effets pour empêcher toute prise en compte de la réalité.

La réalité est bien simple.

Sur 3,2 millions d'habitants (mais les militants englobent la Loire-Atlantique, soit 4,5 millions d'habitants, dans la « Bretagne historique »...), la Bretagne compterait 172 000 bretonnants, avec près des trois quarts âgés de plus de 60 ans. Le but n'est pas de remplacer les locuteurs natifs qui



► disparaissent mais de former une élite de jeunes lisant, écrivant et parlant le breton surunifié, novlangue mise au point dans les officines nationalistes.

Le conseil régional socialiste, adoptant un « *plan volontariste* » pour « *sauver la langue* » s'est fixé un objectif de 20 000 élèves – objectif qui, en dépit des sommes en constante augmentation englouties dans le projet, n'a pas été atteint, non parce que l'État français veut tuer le breton, comme on le clame partout, mais parce que les postes offerts ne sont pas pourvus. En 2006, alors qu'un quart des postes avait été supprimé aux agrégations et aux CAPES et qu'il n'y avait plus un seul poste à l'agrégation de russe, 24 postes d'enseignant de breton avaient été proposés – 24 postes pour 16 candidats... Fañch Broudic, un militant acharné, est forcé de le reconnaître : « *Sur 38 postes de professeur des écoles à pourvoir en 2010, 11 ne l'ont pas été. Entre 2006 et 2010, ce sont 50 postes qui ont été perdus, soit une moyenne de 10 postes par an.* » Ce constat provient du rapport intitulé « *L'enseignement du et en breton* » publié en 2013 à la demande du rectorat de l'académie de Rennes et du conseil régional de Bretagne (on peut le lire en ligne). Les Bretons n'occupent pas les postes proposés, ne souhaitent pas que leurs enfants apprennent le breton mais, dans leur immense majorité, trouvent sympathique qu'on sauve pour eux une langue qu'ils ne se soucient pas de parler.

Prenons les chiffres de l'Office de la langue bretonne pour 2013 (Loire-Atlantique comprise).

Élèves scolarisés à Diwan : 3705.

Élèves scolarisés dans les écoles publiques bilingues : 6662.

Élèves scolarisés en écoles privées : 4971.

Lycéens : 427 – oui, 427 en tout et pour tout.

Au total, 15 765 élèves (sur 800 000) ont bénéficié d'une initiation au breton, pour la plupart en maternelle ou en primaire. Parlent-ils breton pour autant ? On ne peut pas plus les considérer comme « *brittophones* » qu'on ne peut considérer comme « *anglophones* » les élèves qui font de l'anglais au collège. C'est encore Fañch Broudic qui le note : « *Le breton n'est pas le plus souvent la langue première des enfants eux-mêmes. Mais il n'est pas non plus celle de leurs parents, ni même parfois celle de leurs grands-parents.* » Il ne s'agit pas du tout de permettre à des élèves d'étudier leur langue maternelle (80 % des parents qui mettent leurs enfants à Diwan ignorent le breton) mais de « *sauver le breton* » en mettant les enfants à son service. Cependant, « *les élèves ont parfois l'impression que personne ne le parle et que c'est une langue de vieux* ». L'impression ? Mais, de fait, dans la plus grande partie de la Bretagne, personne ne le parle hormis les vieux. Et la langue des vieux n'est pas la langue de l'école...

Au lieu de conclure à l'absurdité du projet, les élus, calquant le discours militant, appellent à « *augmenter les moyens* », développer la « *présence du breton* », répondre au « *génocide culturel* » en offrant enfin aux Bretons le droit de « *parler leur langue* ».

Augmenter les moyens ?

On pense à ce personnage d'un fabliau qui, tenant une casserole percée, fulmine contre sa femme qui ne verse pas assez d'eau...

Le prix du génocide

Si Fañch Broudic préconise des mesures visant à promouvoir le breton, densifier le maillage, créer des postes, et ainsi de suite, il le constate néanmoins : « *L'enseignement du et en breton mobilise aujourd'hui des moyens humains, matériels et intellectuels considérables : il représente ainsi un total de 713,5 postes d'enseignants ETP dans l'académie de Rennes. En 2009-2010, l'Éducation nationale consacrait un budget de 23 millions d'euros à l'enseignement du et en breton. Pour la région Bretagne, c'est 2,5 millions d'euros en 2010, et pour un département comme le Finistère, c'est 1,7 million d'euros.* »

En 2006, le site du conseil régional annonçait un budget de 5 566 000 euros pour le breton. Quel sont les chiffres actuels ? Nous ne les avons pas trouvés. Peu importe. Observer que ces millions sont engloutis à titre cosmétique pour fournir une apparence aimable à un projet politique réactionnaire, c'est s'exposer à l'invective et aux propos haineux, comme le montre le blog de Fañch Broudic lui-même, la propagande en faveur de la Charte des langues régionales et minoritaires ayant brutalement soudé militants bretons, autonomistes alsaciens, occitanistes et partisans d'une Europe des ethnies.

Le breton contre le breton

Vindictes ou pas, les faits sont là : défendre des langues qui ne sont plus parlées pour arriver à ce qu'elles le soient de nouveau ne mène à rien, sinon à en faire des artefacts. Et tel est bien le rôle assigné au breton : le projet autonomiste du lobby patronal breton (qui est à l'origine de la publication de *l'Histoire de Bretagne* en bande dessinée, partout diffusée) a besoin, pour le soutenir et l'accompagner, d'une histoire nationale entièrement fabriquée, mais aussi d'une langue bretonne aseptisée, c'est-à-dire nettoyée de ses mots français. Le breton règne en tête de gondole dans les Intermarchés (le fondateur d'Intermarché est à l'origine de ce lobby patronal regroupé sous le nom d'Institut de Locarn). Il faut former des employés dignes de faire figure de vrais Bretons, c'est-à-dire assez faux pour faire vrai : la langue doit donc être défendue – défendue contre le français, mais aussi, bien sûr, contre le breton du peuple, voué, de toute façon, à disparaître avec les derniers locuteurs d'origine.

EN 2006, ALORS QU'UN QUART DES POSTES AVAIT ÉTÉ SUPPRIMÉ AUX AGRÉGATIONS ET AUX CAPES ET QU'IL N'Y AVAIT PLUS UN SEUL POSTE À L'AGRÉGATION DE RUSSE, 24 POSTES D'ENSEIGNANT DE BRETON AVAIENT ÉTÉ PROPOSÉS – 24 POSTES POUR 16 CANDIDATS...

De même que le droit du travail est cassé au nom de la défense des travailleurs, le breton est ainsi asservi à un doux girondisme opposé au dur jacobinisme républicain tueur d'idiomes et à la défense des langues minorisées – cause éminemment sympathique comme celle des minorités sexuelles opprimées (nous avons d'ailleurs la Breizh Pride). Sous couvert d'écologie, se développe un discours autonomiste appelant ouvertement, au nom d'une identité fabriquée, à l'éclatement de la France : le breton, le biniou, le drapeau, l'hymne national et le beurre salé définissant l'identité bretonne, labellisation et folklorisation servent un même projet de parcellisation, de libéralisation, de destruction du service public.

Ce n'est pas pour rien que le mouvement des Bonnets rouges a permis aux autonomistes d'obtenir la « *dévolution de la culture* » et de « *l'enseignement des langues* » à la Bretagne. L'éclatement du ministère de la Culture et du ministère de l'Éducation nationale est ainsi programmé, le breton servant de levier. À voir ce que les instances régionales font du breton et de la culture, on est en droit de penser que le « *problème du breton* » est celui de la trahison de l'intérêt des Bretons au nom de cette langue, qui ne méritait ni cet excès d'honneur ni cette indignité. —



LA HAINE DE PARIS NE S'EST PAS FAITE EN UN JOUR

PAR FRÉDÉRIC ROUVILLOIS

Le divorce actuel n'est pas une mode passagère : déjà, en 1759, le pamphlétaire Fougere de Monbron expliquait que Paris « ne doit réellement sa splendeur et ses richesses qu'à l'épuisement des provinces ».

« Paris, c'est le Monde ; le reste de la Terre n'en est que les faubourgs », écrivait Marivaux en 1734. Illuminant l'univers, la Ville lumière, capitale des arts, de la civilisation et du progrès, aurait par conséquent le droit de mépriser ces « faubourgs » – ou du moins, de les prendre de haut. En particulier lorsqu'il ne s'agit que de la province, laquelle n'est même pas dotée, à ses yeux, des charmes exotiques de l'étranger ni des prestiges de l'éloignement. Voilà pourquoi la province le lui rend bien, considérant avec suspicion, depuis des siècles, cette ville-ténèbres qui fait le malheur de ses alentours, absorbe leurs forces vives, répand ou maintient le chaos, et qui voudrait de surcroît qu'on l'en remercie.

La ville-désordre

Pour la province, Paris, c'est d'abord la ville-désordre : une ville à part, qui ne vit pas comme les autres et, surtout, qui pense différemment, en décalage parfois radical avec le reste de la France. Une ville sensible à toutes les agitations : ce n'est pas toujours à Paris qu'elles commencent, mais c'est toujours là qu'elles prennent leur amplitude maximale : comme l'écrit Taine à propos de la Révolution, « c'est au centre que les secousses sont les plus fortes¹ ». À cet égard, Paris apparaît comme la ville des extrêmes, des passions et des emportements, face à une province plus placide et plus modérée, jouissant, contrairement à la capitale, de toute la force de l'inertie. On sait qu'au xvi^e siècle, c'est à Paris que les troubles religieux sont les plus violents : c'est là que se déchaîne la Saint-Barthélemy, et là aussi que s'implante

la Ligue. C'est d'ailleurs contre cette dernière, et contre Paris qui l'accueille avec fanatisme, que six auteurs, tous provinciaux d'origine, écrivent un livre s'inscrivant à la fois comme un chef-d'œuvre de notre littérature et l'un des textes majeurs de la politique française, la *Satyre Ménippée* (1594). Ils y décrivent Paris comme « une grande géante gisante contre terre qui avortait d'une infinité de vipères et monstres divers [...] Sur le front de ladite géante était écrit : "C'est la belle Lutèce qui, pour paillarder avec ses mignons, a fait tuer son père et son époux²" ». Une ville qui se prend pour le pays tout entier, « car leur France est comprise en l'enclos de Paris³ » : c'est à Paris que l'on réunit des États généraux, en février 1593, afin d'élire un roi, pour offrir peut-être la couronne à l'infante d'Espagne et, surtout, pour interdire à Henri de Navarre de monter sur le trône. Ce dernier y accédera en se convertissant – Paris vaut bien une messe – mais c'est là aussi qu'il sera assassiné en 1610. Au cours des siècles suivants, Paris demeure l'épicentre des tumultes – qu'il s'agisse de la Fronde au XVII^e siècle, de la Révolution au XVIII^e ou des crises du XIX^e, et notamment, de leurs épisodes les plus spectaculaires et de leurs massacres les plus sanglants. Des événements qui se produisent sous les yeux médusés de la province – laquelle finit tantôt par suivre le mouvement, tantôt par lui résister, au risque d'en payer le prix fort.

Car Paris, non content d'affirmer sa singularité, prétend l'imposer à toute la France – à ses « faubourgs », pour reprendre le mot de Marivaux. Lesquels n'ont alors d'autre choix que de lui emboîter le pas ou d'être affublés des épithètes les plus infamantes : « hérétiques » au XVI^e, « girondins », « fédéralistes » ou « contre-révolutionnaires » au XVIII^e, « réactionnaires » voire « versaillais » au XIX^e. Paris se trouvant être le lieu du pouvoir, ces injures se prolongent invariablement dans le sang et la violence.

La ville-gouffre

Mais vue de la province, Paris n'est pas seulement la ville qui pense différemment des autres, qui croit toujours avoir raison et qui est prête à tout pour imposer ses convictions. Paris, c'est aussi la ville-gouffre, celle qui absorbe, au nom de son gigantisme, toutes les forces de la province, qu'elles soient économiques ou politiques.

En 1759, Fougeret de Monbron est surtout connu du public pour ses écrits libertins, comme *Le Canapé couleur de feu*. D'où la surprise des lecteurs qui parcourent sa dernière brochure, *La Capitale des Gaules ou la nouvelle Babylone* – un pamphlet où l'on repère l'influence du marquis de Mirabeau, mais qui n'en reflète pas moins ce que pensent bon nombre de provinciaux. Paris, écrit-il, « ne doit réellement sa splendeur et ses richesses qu'à l'épuisement des provinces⁴ » qu'elle affame et saigne à blanc : c'est à Paris qu'affluent toutes leurs richesses, leurs énergies, leurs talents, sans même parler des bras qui leur seraient indispensables. Et Fougeret de déplorer « l'extrême quantité de provinciaux dont Paris regorge [ce qui] épuise le royaume ».

PARIS, NON CONTENT D'AFFIRMER SA SINGULARITÉ, PRÉTEND L'IMPOSER À TOUTE LA FRANCE – À SES « FAUBOURGS », POUR REPRENDRE LE MOT DE MARIVAUX

Quatre ans plus tôt, Rousseau, dans son *Discours sur l'inégalité*, songeait lui aussi à Paris en écrivant que « plus les capitales frappent d'admiration les yeux stupides du peuple, plus il faudrait gémir de voir les campagnes abandonnées, les terres en friche et les grands chemins inondés de malheureux citoyens devenu mendiants ou voleurs ». Et ce constat largement partagé débouche sur des conclusions critiques : seul Pangloss, ou un Parisien, pourraient croire, ajoute Fougeret, que « tout est au mieux dans cette capitale du meilleur des mondes possibles⁵ ». Lorsque que, dans un corps, la tête absorbe toute la substance des autres membres, elle finit par les consumer, puis, après les avoir asséchés, par se consumer elle-même.

Et encore ne se préoccupe-t-on pas vraiment, en ce milieu du XVIII^e siècle, de la question politique et administrative qui passionnera la province et les provincialistes à partir du XIX^e : il est vrai qu'au temps de Louis XV, la centralisation reste modérée et relative. Après les grandes lois centralisatrices du Consulat, en revanche, c'est un grief nouveau contre Paris qui apparaît sur le devant de la scène. Évoquant sa ville de Martigues « et les fastes de notre république municipale », Maurras affirme que « la liberté concrète fut pour nous dans l'Ancien Régime, et la servitude concrète date du Nouveau. Depuis l'an VIII, nous ne sommes plus citoyens⁶ ». Lui-même se garde de condamner Paris, et réserve ses foudres à l'État centralisateur : mais d'autres auront tendance à les confondre. Et à rappeler que cet État, c'est d'abord l'État parisien, qui ne se distingue en rien, vu de province, de la « ville tentaculaire » où il se situe et qu'il incarne.

Une méfiance qui, en somme, dépend moins de ce qu'est Paris – puisqu'elle n'a cessé de changer alors que ce sentiment perdurait –, que de son rapport, à peu près immuable, avec ses « faubourgs »...

-
1. H. Taine, *Les Origines de la France contemporaine, la Révolution*, t. I, 12^e édition, 1882, p.30.
 2. *Satyre Ménippée de la vertu du catholicon d'Espagne et de la tenue des estats de Paris*, éd. Ch. Labitte, Paris, Bibliothèque Carpentier, s.d., p. 30.
 3. *Idem*, p.103.
 4. *La Capitale des Gaules, ou la nouvelle Babylone*, Fougeret de Monbron, in *Le Cosmopolite*, Bordeaux, Ducros, 1970, p. 142.
 5. *Idem*, p. 155.
 6. *L'Étang de Berre*, Ch. Maurras, Champion, Nouvelle édition, 1920, p.51.

NOUVEAU

EMBARQUEZ **CAUSEUR** DANS VOTRE MOBILE ET VOTRE TABLETTE

L'application **Causeur.fr**

Chaque jour, suivez l'actualité
vue par la rédaction de Causeur

CAUSEUR
.fr

iPhone,
Android et sur
m.causeur.fr
pour les autres
appareils



L'application **Causeur le mensuel**

Chaque mois, lisez notre magazine
et accédez à tous nos anciens numéros

CAUSEUR
le mensuel

iPhone,
iPad,
Android
et Kindle



**Un numéro
d'essai
téléchargeable
gratuitement**

**Téléchargez
gratuitement ces
applications :**



Abonnés : connectez-vous avec vos identifiants du site

- **Tous nos articles en accès libre** publiés sur le site
- **Ne nécessite pas d'abonnement** à Causeur
- Possibilité de lire les articles **hors connexion**

- **Achat au numéro** via iTunes, Google Play et Amazon
- **Accès illimité pour nos abonnés numériques** (formules intégrale et Internet) : le numéro en cours et toutes les archives depuis 2008
- Une fois téléchargés, les numéros sont **consultables partout**, même sans connexion

Pour toute information ou assistance, consultez notre service
abonnement : 01 84 79 01 35 / clients@causeur.fr

77. Art officiel, art mondialisé, tableaux d'une décomposition, **ÉLISABETH LÉVY ET GIL MIHAELY** | 78. Un ministère pavé de bonnes intentions, **PIERRE LAMALATTIE** | 82. Élisabeth Royer-Grimblat : « Paris n'est plus un marché actif ni réactif », **CHARLOTTE LIÉBERT-HELLMAN** | 84. Ni Jeff Koons, ni la place du Tertre, **PAULINA DALMAYER** | 86. Pour une critique contemporaine, **PIERRE LAMALATTIE** | 90. Les spéculateurs ne font plus la loi, **PIERRE MOTHE** | 92. L'art du divertissement, **PATRICK MANDON** | 94. Le scandale des prêtres non pédophiles, **VINCENT CASTAGNO** | 96. Les carnets de Roland Jaccard | 98. L'été de tous les dangers ou de tous les délices !, **LA CHRONIQUE DE FÉLIX GROIN**

77. **ÉLISABETH LÉVY ET GIL MIHAELY** :
Art officiel, art mondialisé,
tableaux d'une décomposition



82. **ÉLISABETH ROYER-GRIMBLAT**
« Paris n'est plus un marché
actif ni réactif »



80. **PIERRE LAMALATTIE**
Pour une critique contemporaine



96. **LES CARNETS DE ROLAND JACCARD**
Martin Heidegger et Kurt Gerstein





Art officiel, art mondialisé, tableaux d'une décomposition

PAR ÉLISABETH LÉVY ET GIL MIHAELY

La France est redevenue une grande nation de football et c'est tant mieux. On a le droit d'être nostalgique de l'époque où elle était aussi championne des arts. Les artistes les plus renommés vivaient et travaillaient à Paris et grâce à eux, nos paysages naturels et humains, des danseuses de french cancan à la montagne Sainte-Victoire, appartiennent désormais au patrimoine esthétique de l'humanité.

Depuis, deux guerres mondiales et la mondialisation sont passées par là ; et les Picasso, Braque, Zadkine, Soutine, Modigliani et Matisse d'aujourd'hui, s'ils existent, n'habitent plus Montparnasse. Les jeunes ont déserté Paris et ses chambres de bonne hors de prix pour se rapprocher de leurs clients new-yorkais fortunés, des galeries et des logements bon marché de Berlin, pour ne pas parler des collectionneurs chinois.

À vrai dire, il n'est pas certain que l'on puisse encore parler d'un art français, chinois ou américain. L'art n'a pas échappé à la mondialisation marchande : largement délivré de tout ancrage national ou territorial, il est adapté au goût d'élites hors-sol qui se soucient plus d'épater le bourgeois à coups de transgressions factices que d'élever leur âme au contact de la beauté.

Il est vrai que notre pays a de beaux restes, avec des marchands, des galeries et des maisons de vente qui comptent et des collectionneurs qui, en dépit des incertitudes fiscales, s'obstinent à acheter des œuvres qu'ils aiment. Par ailleurs, on ne saurait rendre la France responsable de la folie spéculative qui voit la cote de certains artistes atteindre des niveaux déraisonnables. Reste que le déclin français a aussi une cause spécifiquement française qui tient à l'intervention de l'État. Il n'est pas choquant en soi que les pouvoirs publics aient une politique de l'art : ce qui l'est plus, c'est que les largesses de l'État aient presque exclusivement profité à l'art le plus conceptuel, le plus abscons et le moins susceptible de plaire au grand public. « *L'art est pour moi quelque chose qui se pense avant d'être quelque chose qui se voit* », déclare la directrice du Fonds régional d'art contemporain de Lorraine, qui s'enorgueillit d'avoir acheté des œuvres immatérielles. Au risque de passer pour des béotiens, on peut penser que dépenser l'argent du contribuable pour acheter du vent, c'est, pardonnez-moi l'expression, du foutage de gueule. Ne désespérons pas, il y a encore des artistes qui se soucient de nous instruire et de nous enchanter, conformément au programme défini par Horace (*docere et delectare*). Reste que, si nous n'y prenons pas garde, le ministère de la Culture finira par tuer l'art.

Un ministère payé de bonnes intentions

PAR PIERRE LAMALATTIE

Le ministère de la Culture n'a cessé d'intervenir en faveur d'une certaine idée de l'art contemporain. Difficile de nier qu'il a une responsabilité dans la perte d'appétence du public. Difficile aussi de ne pas lui imputer une contribution à l'affaiblissement considérable de la position de notre pays au niveau international.

On imagine qu'avec le chômage et le reste, l'art est le cadet de leurs soucis. Mais les Français sont tout de même un peu peinés de pressentir à quel point leur pays, autrefois terre d'élection des arts et des artistes, est à présent marginalisé. La France, loin derrière la Chine et les États-Unis, loin derrière l'Allemagne et la Grande-Bretagne, est devenue, sur le plan artistique, ce que l'on pourrait appeler un pays de troisième zone. On aimerait bien savoir comment on en est arrivé là, alors même qu'il existe en France, et seulement en France, un ministère de la Culture doté de moyens importants et débordant de projets. L'omniprésence des pouvoirs publics dans le paysage artistique est bien une exception française. Et c'est cette exception qu'il faudrait questionner. L'engagement massif et durable de la puissance publique ne serait-il pas à l'origine de l'affaiblissement artistique de la France ? La consécration publique d'un goût « officiel » (et les financements qui vont avec) aurait-elle donné naissance à une sorte d'académisme, présenté comme impertinent, mais dépourvu de crédibilité ?

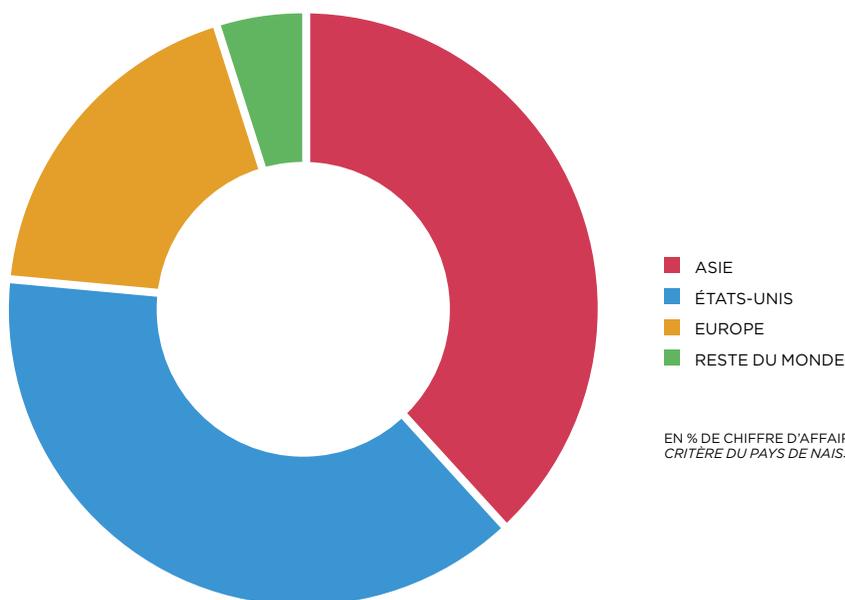
L'action de l'État en faveur des arts plastiques peut paraître mineure à l'aune des sommes mobilisées. Mais s'agissant d'un secteur de petite taille, son impact s'avère déterminant. Une batterie de lignes de crédit procure des aides directes à une minorité d'artistes, de galeries et de médiateurs : attribution d'ateliers et contributions à l'installation, soutiens à la « recherche », subventions à la création en ses diverses étapes et pour ses multiples protagonistes, et bien entendu achats d'œuvres. Cependant, le moyen d'intervention

décisif réside sans doute dans les innombrables établissements et pseudo-associations, établis sur le territoire et à l'étranger, qui relayent la politique du ministère. Depuis les années 1980, un véritable maillage des régions s'est organisé à travers les centres d'art, les fonds d'art contemporain et autres institutions muséales. Quant aux institutions plus anciennes, comme les écoles d'art, elles ont subi un *aggiornamento* parfois musclé. À l'étranger, l'ex-Association française d'action artistique, maintenant fondue dans l'Institut français, est priée de contribuer à la promotion des artistes appréciés en haut lieu. En fin de compte, tout un réseau public et parapublic œuvre au service d'une certaine idée de l'art contemporain.

Il n'est pas choquant en soi que l'État ait une politique de l'art. L'ennui, c'est que la plupart des œuvres et des manifestations produites dans ces circuits ont ceci de particulier (et de commun) qu'elles sont accompagnées d'importants textes explicatifs. Cette caractéristique paraît d'autant plus étrange au profane qu'il s'agit souvent de textes filandreux, voire carrément obscurs. Il n'est pas rare que les objets présentés soient d'une insignifiance inversement proportionnelle à l'enflure des commentaires qui les soutiennent. Pourtant, si l'on a sincèrement envie de faire partager une idée ou une sensibilité, on essaye de se mettre à la portée des autres. On s'efforce de s'exprimer clairement. Quand on veut impressionner et que l'on vise une sorte de respectabilité plus mondaine qu'intellectuelle, on peut céder à la tentation de l'enfumage. ➤

LE MARCHÉ MONDIAL DE L'ART CONTEMPORAIN

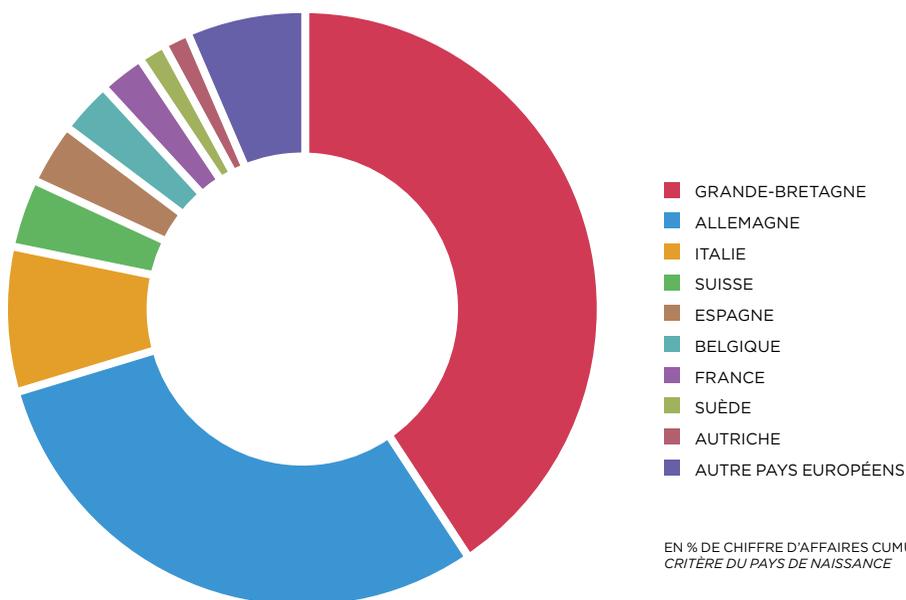
D'APRÈS LES DONNÉES DU RAPPORT ARTPRICE 2013
FONDÉ SUR LES RÉSULTATS EN VENTES PUBLIQUES
DES 500 PREMIERS ARTISTES MONDIAUX



EN % DE CHIFFRE D'AFFAIRES CUMULÉ
CRITÈRE DU PAYS DE NAISSANCE

RÉPARTITION ENTRE PAYS EUROPÉENS :

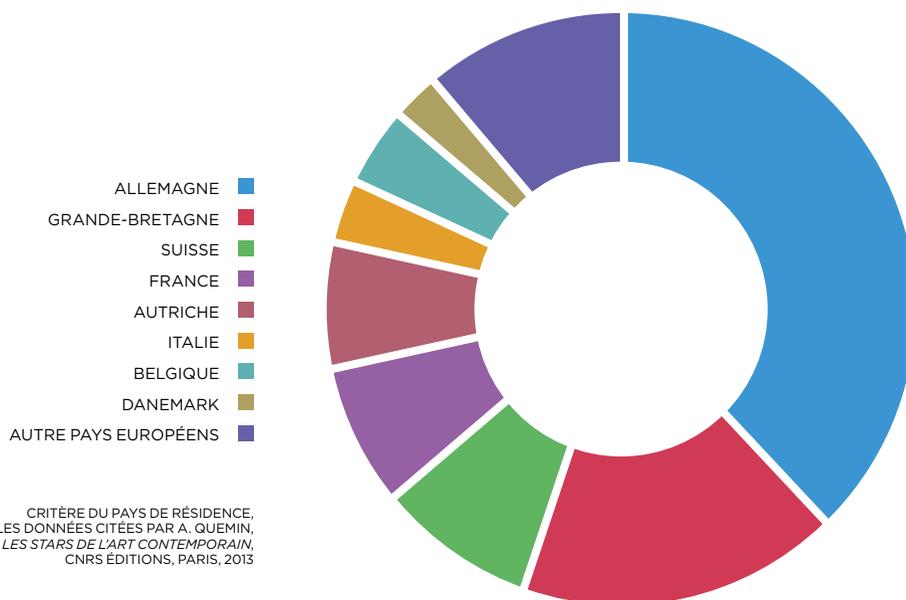
POIDS RELATIF DE CHAQUE PAYS DANS LE MARCHÉ DE L'ART
CONTEMPORAIN D'APRÈS LES DONNÉES DU RAPPORT ARTPRICE
2013 FONDÉ SUR LES RÉSULTATS EN VENTES PUBLIQUES DES 500
PREMIERS ARTISTES MONDIAUX



EN % DE CHIFFRE D'AFFAIRES CUMULÉ
CRITÈRE DU PAYS DE NAISSANCE

NOMBRE D'ARTISTES À FORTE NOTORIÉTÉ PAR PAYS EUROPÉEN

DANS LES CLASSEMENTS DE NOTORIÉTÉ DES 100 PREMIERS ARTISTES MONDIAUX, HORS CHINE DU KUNSTKOMPASS 2011 ET ARTFACT 2012



CRITÈRE DU PAYS DE RÉSIDENCE, D'APRÈS LES DONNÉES CITÉES PAR A. QUEMIN, DANS LES STARS DE L'ART CONTEMPORAIN, CNRS ÉDITIONS, PARIS, 2013

► Une certaine prose, appréciée de quelques-uns mais un peu lourde au goût des autres, accompagne donc généralement la forme d'art dont il est question ici. Seulement, il s'agit d'un usage à haut risque. En effet, si la réception d'une œuvre nécessite une explication, sait-on ce que deviendra le précieux commentaire lorsqu'elle sera présentée à l'étranger ? Sera-t-il traduit ? Sera-t-il perdu ? Le style, parfois « hyperintellectualisé », sera-t-il perçu, loin de chez nous, positivement ou négativement ? Les mêmes questions se posent au sujet de la transmission d'une œuvre dans le temps : qu'advient-il du mode d'emploi dans quelques décennies ? Qu'y comprendra-t-on dans quelques siècles ? Les œuvres dont l'existence dépend d'un discours sont à l'évidence moins exportables et moins durables que celles qui portent en elles-mêmes une richesse de sens et d'émotions. Au-delà même des considérations esthétiques, le choix des réseaux publics d'encourager l'art dans cette voie paraît très risqué.

Critiquable également est la propension à privilégier les formes qui s'adressent principalement à des institutions, comme les « installations », au détriment des peintures, plus classiques peut-être, mais qui intéressent toujours – et, semble-t-il, de plus en plus – les collectionneurs.

On a parfois même l'impression que l'administration et ses relais ont pour ambition de lutter

contre le goût du public, et pas seulement du « grand public », mais aussi du public cultivé. Ainsi, on enchaîne à un rythme soutenu les présentations d'objets improbables dilués – et supposément sublimés, sans doute – dans d'immenses locaux repeints en blanc. On accumule les catalogues d'exposition de 500 pages rédigés dans un style néoscolastique. Le visiteur lambda déploie des trésors de bonne volonté. Et pour les récalcitrants, il reste l'argument d'autorité : on leur rappelle que leurs ancêtres ont déjà loupé Manet, Van Gogh et les débuts de la modernité. Autrement dit, ils ne peuvent plus refuser de « comprendre », sauf à vouloir faire figure d'incurables blaireaux.

SOUVENT ENNUYEUX ET SOTTEMENT ÉLITISTE

Il est assez docile, le public. En apparence en tout cas. Il se rebiffe rarement contre l'art qu'on a prévu pour lui. Mais il préfère se consacrer à autre chose. C'est aussi simple que ça. Il n'y a pas conflit, mais évitement. Les centres d'art sont presque vides à longueur d'année, hormis, bien sûr, les scolaires qu'on y promène.

En somme, les Français s'intéressent peu à l'art qu'on leur prescrit, souvent ennuyeux et sottement élitiste. Mais ils hésitent à se tourner vers d'autres formes d'art, craignant de se ridiculiser en admirant ou en achetant une œuvre ne relevant pas des genres validés. Ils sont comme des gens à

qui on aurait imposé un mariage arrangé et qui ne se sentiraient pas autorisés à aller voir ailleurs. Leur désir est en berne.

Or, cela ne s'explique nullement par une désaffection générale pour la culture ; pas du tout. Tous les jours, des romans, des films, des musiques, des architectures suscitent l'engouement – justifié ou non, ce n'est pas la question. Il y a incontestablement une indifférence spécifique du public français à l'art contemporain. Dans ce domaine, il devient difficile de monter une émission de télé ou une opération de mécénat, difficile de mobiliser les salariés d'une entreprise – en réalité, difficile d'entreprendre quoi que ce soit. La demande d'art en France est anémiée. Malheureusement, sans un marché interne vivant et solide, il n'est guère envisageable de briller sur la scène internationale.

LA PHOBIE DES PEINTRES DU DIMANCHE

Dans un rapport au ministère des Affaires étrangères qui date déjà d'une dizaine d'années, le sociologue Alain Quemin donnait l'alerte. Il soulignait que la France, à l'étranger, est suspectée de « *promouvoir un art officiel toujours soupçonné de médiocrité* », et que « *ses artistes font bien souvent l'objet d'un certain discrédit a priori* ». On trouve aussi dans ce document d'intéressants verbatim de collectionneurs internationaux qui excluent d'acheter français au-delà d'un montant relativement bas, en raison d'un préjugé négatif sur notre pays. Le rapport Artprice 2013, qui situe les plasticiens français en bas de l'échelle des prix, montre que ce diagnostic garde toute son actualité. Les quelques artistes français qui ont percé à l'étranger n'ont d'ailleurs pas nécessairement rendu heureux le ministère, bien au contraire. Ainsi, en a-t-il été, par exemple, du peintre Gérard Garouste, dont la première exposition à New York, chez le prestigieux galeriste Leo Castelli, est ainsi évoquée par la sociologue Nathalie Heinich : « *Un responsable culturel français lui déclara qu'il n'aimait pas sa peinture et qu'elle ne représentait en rien l'art français. Il n'eut aucun soutien des institutions de son pays.* »

L'action des pouvoirs publics et de leurs relais est également curieuse, s'agissant de leurs relations avec la population des artistes dans son ensemble. En effet, la plupart des autres administrations sectorielles se sentent chargées des femmes, des hommes et des entreprises relevant de leurs attributions. Par exemple, le ministère de l'Agriculture travaille en partenariat avec les syndicats agricoles et fait son possible pour développer la filière agroalimentaire. En ce qui concerne le ministère de la Culture, c'est moins

Pour les décideurs culturels, il n'y a pas matière à débat, à contestations, juste des choses à « comprendre » et à aimer : l'art officiel est un phénomène unilatéral

clair. On le sent tirailé entre deux objectifs souvent contradictoires : d'un côté, venir en aide à ses administrés et, de l'autre, mener une politique de prestige pour son propre compte. L'exemple des salons du Grand Palais est significatif. L'État a obligé les associations à entasser presque tous les salons historiques en une seule manifestation générique dénommée « Art en Capital ». La présentation, extrêmement compacte et réduite à quelques jours, est dissuasive. On comprend que, pour les « inspecteurs de la création », il s'agit là d'artistes extrêmement ringards et de « peintres du dimanche ». Ce jugement est d'ailleurs loin d'être faux : il y a de tout dans ce genre de salon. Je ne peux pas dire le contraire. Mais le problème n'est pas là. Des pays comme la Grande-Bretagne comprennent l'intérêt de soutenir le monde associatif, aussi perfectible soit-il, parce qu'il constitue une sorte de terreau irremplaçable. Pour prendre un autre exemple, le ministère de la Jeunesse et des Sports favorise des pratiques accessibles à tous, en pariant qu'il en sortira, un jour, quelque champion. Au Grand Palais, l'administration a préféré créer elle-même une manifestation de prestige, « Monumenta », la bien-nommée. L'ensemble de la nef y est attribué à un seul plasticien de renom, généralement étranger, et pour une longue période. La plupart des artistes français restent pauvres et exclus des circuits autorisés. Un grand nombre d'entre eux dépendent du RSA et sont condamnés à regarder de loin les fastes de l'art officiel.

L'interventionnisme des pouvoirs publics dans le domaine artistique soulève donc de nombreuses questions. Cependant, il ne semble pas qu'une réorientation, ni même une évaluation, soit à l'ordre du jour. L'immobilisme résulte en grande partie du fait qu'il y a peu de débats, peu de contestations, juste des choses à « comprendre » et à aimer : l'art officiel est un phénomène unilatéral.

Eh bien, justement, cela doit changer ! Il faut que des points de vue divers, voire divergents, entrent dans le jeu. Exprimons-nous, exprimez-vous ! Il est important de dire ce que l'on pense, quitte à passer pour un plouc. Je crois qu'il y a moins de honte à être un blaireau sincère qu'un pédant branché.

« Paris n'est plus un marché actif ni réactif »

ENTRETIEN AVEC ÉLISABETH ROYER-GRIMBLAT
PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLOTTE LIÉBERT-HELLMAN



Aujourd'hui, pour l'art contemporain, c'est essentiellement à New York et à Londres que ça se passe. Paris vit sur sa splendeur passée, pendant que les acheteurs lorgnent du côté de Hongkong et Singapour.

ÉLISABETH ROYER GRIMBLAT, MARCHANDE D'ART ET HISTORIENNE DE L'ART, TRAVAILLE DEPUIS 1996 A LA RECHERCHE DES TABLEAUX SPOLIÉS PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE, DOMAINE DANS LEQUEL ELLE EST DEVENUE UNE INCONTOURNABLE ARCHIVISTE ET TRAQUEUSE.

CAUSEUR. IL Y A UN SIÈCLE, PICASSO, BRAQUE, PICABIA, BRANCUSI, SOUTINE, MODIGLIANI AVAIENT ÉLU DOMICILE À PARIS. POURQUOI LA CAPITALE A-T-ELLE PERDU SON POUVOIR D'ATTRACTION AUPRÈS DES ARTISTES D'AUJOURD'HUI ?

ÉLISABETH ROYER-GRIMBLAT. Je refuse de céder au fatalisme ambiant ! Paris reste une ville aimée des étrangers. Certes, cet amour se nourrit de sa gloire passée, mais cela n'a pas empêché Larry Gagosian¹ d'ouvrir une galerie et une gigantesque salle d'exposition au Bourget. Et si on ne connaît pas à Paris l'émulation des deux premières semaines de novembre et de mai dans les galeries new-yorkaises, Paris conserve une place de choix dans le parcours obligé du collectionneur à travers les foires du monde entier : la Biennale des antiquaires en septembre, la Fiac au mois d'octobre, Art Paris en mars se maintiennent. Et le Salon du dessin d'avril connaît un succès exceptionnel depuis quelques années. Vous voyez, la situation n'est pas si dramatique !

EN SOMME, IL EN VA DE L'ART COMME DU RESTE : IL S'EST MONDIALISÉ ET, DANS CETTE MONDIALISATION, LA FRANCE EST UN ACTEUR MINEUR ?

Mineur, ce n'est pas vrai, mais il est certain que le marché de l'art actuel n'est pas comparable à celui de 1914. À l'époque, artistes, galeries et acheteurs étaient tous installés à Paris.

Aujourd'hui, acheteurs et artistes n'ont pas besoin de vivre dans les mêmes lieux. Un artiste peut résider à Paris alors que ses clients – européens, chinois, russes, indiens, qataris... – se trouvent de l'autre côté de l'Atlantique, voire à l'autre bout du monde. De toute façon, la rencontre entre acheteurs et vendeurs se fait de plus en plus dans les grandes foires de Miami, Londres, Bâle et Maastricht, qui supplantent désormais les galeries. La vérité, c'est que le monde de l'art n'a plus vraiment de « centre ».

LA MONDIALISATION DU MARCHÉ SUPPOSE-T-ELLE LA MONDIALISATION DE L'ART LUI-MÊME ? ET DANS CES CONDITIONS, CELA A-T-IL UN SENS DE PARLER D'ARTISTES « FRANÇAIS » OU « AMÉRICAINS » ?

Les artistes français ont été sur le devant de la scène jusqu'à la fin des années 1950-1960. Paris était alors le centre de la création artistique, un lieu d'émulation et d'échanges intellectuels unique. Beaucoup de mouvements artistiques partaient de la capitale. Les artistes étrangers venaient à Paris parce que c'était LE lieu pour apprendre, être reconnu et sacré. Les fondations étrangères, et plus particulièrement celles dirigées par des lobbys américains, venaient y acheter les pièces maîtresses des artistes français. Après 1960, grâce à l'explosion du mouvement pop art, notamment avec Warhol et Rauschenberg, les Américains ont pris conscience de leur potentiel artistique. On pourrait parler de « conquête » de l'art contemporain par les Américains. Il y avait eu des signes avant-coureurs à ce bouleversement, par exemple la présentation à la Biennale de Venise, en 1948, de huit toiles de Jackson Pollock. Plus tôt encore, en 1933, Matisse était revenu des États-Unis envoûté par son voyage. « Vous

comprenez, quand vous verrez l'Amérique, qu'un jour ils auront des peintres, parce que ce n'est pas possible, dans un pays pareil, qui offre des spectacles visuels aussi éblouissants, qu'il n'y ait pas de peintres un jour », disait-il. Une vraie prophétie !

QUELS QUE SOIENT LE TALENT ET L'INVENTIVITÉ DES ARTISTES AMÉRICAINS, LA FRANCE N'EST-ELLE PAS RESPONSABLE DE SA MARGINALISATION ?

Il est vrai qu'au moment où les maîtres américains triomphaient, la France se repliait sur elle-même. Les musées français ont continué leurs acquisitions, mais après, ils n'ont pas fait le travail de promotion nécessaire pour les faire connaître à l'étranger. Résultat : presque aucun artiste français n'est représenté sur la scène internationale, tandis que la cote d'artistes allemands, espagnols, anglais, chinois ou indiens monte. Si Yves Klein est aujourd'hui le principal représentant français de l'art contemporain dans le monde, c'est grâce aux efforts déployés par sa famille pour assurer le rayonnement de son œuvre (expositions et ventes en Australie, aux États-Unis, etc.). Paris vit sur sa splendeur passée, mais n'est plus un marché actif et réactif. Pourtant, les artistes de talent ne manquent pas !

QUOI QU'IL EN SOIT, SEUL LE MARCHÉ, DONC LES ACHÉTEURS, PERMET D'ÉVALUER LA VALEUR D'UNE ŒUVRE. N'Y A-T-IL PAS, EN ART COMME DANS D'AUTRES SECTEURS, DES « BULLES » SPÉCULATIVES, QUI SE TRADUISENT PAR DES COTES DÉLIRANTES ?

Rien n'est plus difficile que d'avoir un jugement sur l'art contemporain et d'estimer la valeur réelle d'une œuvre. Les cotes de certains artistes sont, il est vrai, fabriquées et artificielles. Au XIX^e siècle, ce n'était pas Géricault et Delacroix qui raflaient la mise mais des peintres mineurs comme Flandrin, Cabanel, Meissonnier. Il faut attendre que le temps décide qui restera dans l'Histoire.

MAIS AUJOURD'HUI, L'ŒUVRE D'ART EST AUSSI UN INVESTISSEMENT...

Effectivement, aujourd'hui, le collectionneur a tendance à agir en investisseur. Les vrais collectionneurs, pour lesquels l'œuvre d'art n'est ni un produit ni un placement, se font rares. Autrefois, ils étaient nombreux dans les familles aisées. Le médecin qui achetait deux à trois œuvres de bonne qualité par an était une figure de la bourgeoisie française. Les « investisseurs », eux, agissent directement sur la cote des artistes. S'il arrive que les prix s'envolent de façon malsaine, c'est souvent parce qu'un groupe important d'investisseurs, composé

principalement de nouvelles fortunes, considère que telle ou telle œuvre est un placement « sexy ». Il ne sera pas nécessairement rentable, mais il a une forte valeur symbolique, en ce sens qu'il est un marqueur de la réussite sociale.

ET L'ART ANCIEN ?

Il existe bel et bien une perte d'intérêt pour l'art ancien. Les œuvres anciennes représentent des placements plus hasardeux en raison des incertitudes d'attribution : si une toile que l'on attribuait à Goya se révèle être une œuvre d'atelier, elle perdra beaucoup de sa valeur. De nombreuses attributions données par Berenson, par exemple, ont été corrigées un siècle plus tard. Un désastre pour les propriétaires ! Si la cote des grands artistes reste toujours très élevée, le temps est impitoyable avec les artistes de second ordre.

CROYEZ-VOUS VRAIMENT QUE, DANS VINGT ANS, ON S'ÉBAHIRA DEVANT UN CRUSTACÉ DE JEFF KOONS ?

J'aime Jeff Koons. Il est vrai qu'avoir un Jeff Koons chez soi dispense de justifier ses goûts tout en envoyant un message clair : « *Je suis riche !* » Il est, au passage, intéressant de savoir que les artistes contemporains aiment souvent passionnément l'art ancien. Koons et Hirst, par exemple, sont des grands amateurs de Courbet.

QUEL PEUT ÊTRE L'AVENIR DE L'ART DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE ?

Une poignée de multimilliardaires achète les tableaux les plus chers. Cela entraîne fatalement la dilution du marché moyen. Cela dit, il y a encore des amateurs d'art qui achètent par goût. Un très beau tableau, de n'importe quelle époque, reste une valeur sûre.

DIRIEZ-VOUS QUE L'ART EST TROP SUBVENTIONNÉ EN FRANCE ?

La subvention peut, bien entendu, devenir un piège : l'État est-il qualifié pour faire des choix artistiques ? Les commandes publiques ne transforment-elles pas une poignée d'artistes en « artistes officiels » à la solde du pouvoir ? Les subventions, néanmoins, ne me choquent pas. L'art est éminemment libre, mais il est aussi fragile. C'est pourquoi il mérite, à mon avis, l'attention et les soins des pouvoirs publics. Ce qui compte, c'est qu'il conserve sa profonde liberté. J'ajoute que les artistes allemands sont cinq fois plus subventionnés que les artistes français. En France, contrairement à ce que l'on croit souvent, c'est l'art vivant le « chouchou » du ministère de la Culture.

1. L'Américain Larry Gagosian est l'un des plus importants marchands d'art contemporain et d'art moderne.

« Ni Jeff Koons, ni la place du Tertre! »

PAR PAULINA DALMAYER



Rencontre avec Annick et Louis Doucet, un couple de collectionneurs passionnés partis en guerre contre l'académisme postmoderne et étatique.

On pourrait s'étonner de rencontrer Annick et Louis Doucet chez eux, à Paris, au moment même où l'une des foires d'art contemporain les plus courues et les plus branchées de la planète se tient à Bâle. C'est que ces collectionneurs n'ont rien du couple branché qui investit dans un lapin géant en Inox signé Jeff Koons. N'ayant pas d'argent à blanchir, acquérir des pièces de quelque artiste vendu sous le label « approuvé par François Pinault » ne les intéresse pas plus. Les Doucet ne sont pas des spéculateurs. Ce sont des Français moyens, banals serait-on tenté de dire, si on ne se fiait qu'aux apparences. Mais à la différence du ménage lambda, les Doucet, au lieu d'investir une fortune qu'ils ne possèdent pas dans l'achat d'une grosse cylindrée, achètent de l'art.

Nés en province où ils ont grandi à l'époque de l'après-guerre, quand l'offre culturelle y était absente, ils ne semblaient pas prédestinés à fréquenter le monde de l'art. « Tous les deux, explique Louis, nous avons eu la chance d'être tombés sur des profs d'histoire qui nous ont sensibilisés à l'art et, évidemment, pas seulement à l'art contemporain. Et puis, par bonheur, nous avons eu l'un comme l'autre, des parents curieux des choses et qui nous emmenaient pendant les vacances visiter les musées un peu partout en France et à

l'étranger. » Le résultat ? Dans leur appartement, s'entassent près de 6000 œuvres, majoritairement des dessins. Leur histoire n'est pas sans rappeler la destinée de ce couple d'Américains, Dorothy et Herbert Vogel, que d'aucuns ont qualifiés de « *proletarian art collectors* ». D'origine et de statut plutôt modestes, les Vogel, fonctionnaires de l'État de New York, avaient réussi à amasser, pièce par pièce, l'une des plus importantes collections d'art minimaliste et conceptuel des États-Unis. Louis Doucet ne cache pas son admiration pour eux. Peut-être que l'aventure extraordinaire de la collection Vogel, longtemps ignorée, avant d'être àprement disputée par des musées prestigieux, aide les Doucet à relativiser les regards moqueurs ou les remarques « entendues » de leurs relations : « *Ça vaudra combien, plus tard ?* » Et Louis de raconter : « *Il y a quelqu'un qui est venu chez nous, récemment, et s'est mis à contempler l'œuvre accrochée sur le mur d'en face. "Oh, vous avez un Niki de Saint Phalle !" J'ai répondu que ce n'était pas Niki de Saint Phalle, mais une artiste marseillaise de 50 ans. Immédiatement, la personne s'est désintéressée de la pièce !* »

Coupables de se laisser dévorer par une passion excentrique, les Doucet ont aggravé leur cas en s'inventant mécènes. Que ce soit par le biais



d'institutions artistiques telles que MacParis et la galerie associative du Haut-Pavé, ou par l'intermédiaire de l'association Cynorrhodon, qu'ils ont fondée avec le noble objectif de troubler « *les scléroses intellectuelles et les conservatismes esthétiques* », Annick et Louis tentent l'impossible : susciter l'intérêt du public pour l'art contemporain et préserver la diversité de la création en France. L'éclectisme demeure d'ailleurs la caractéristique première de leur collection. Et pour cause : « *Jeune, j'ai vu à Paris trois expositions qui m'ont marqué, explique Louis. Il s'agissait de Charles Lapicque, de Pierre Soulages et des trois frères Duchamp. Difficile d'avoir un goût plus varié. Mais depuis lors, autrement dit dès les années 1960, je suis resté très hétérogène dans mes choix.* » Ainsi, la collection est hétéroclite : on y trouve des travaux de qualité exceptionnelle, tout comme d'autres, plus médiocres, qui risquent de ne pas résister à l'épreuve du temps. Paradoxalement, le caractère inégal des œuvres garantit peut-être la richesse de l'ensemble : « *Les gens disent que Jeff Koons, c'est de l'imposture, et ils n'ont pas forcément tort, argumente Louis. Le problème, c'est qu'ils jettent le bébé avec l'eau du bain, s'obstinant à répéter que, de manière générale, l'art contemporain est une imposture. Mais l'art de demain, ce n'est ni Jeff Koons ni les peintres de la place du Tertre. L'art de demain, c'est tous ceux qui sont au milieu.* »

UNE POSTURE QUASI MILITANTE

Si un plaisir purement individuel est le moteur de toute collection, les Doucet ont dépassé le stade de l'hédonisme pour adopter une posture

quasi militante. Contribuer au changement de la mauvaise réputation de l'art contemporain, inciter les jeunes à pousser les portes des galeries, aider les artistes, multiplier les lieux d'exposition – autant d'objectifs que la politique culturelle de l'État ne fait même plus semblant de viser. Cependant, l'art officiel en France reste néanmoins une affaire essentiellement étatique. Sans hésiter à dénoncer la doxa totalitaire de l'art d'État, Louis Doucet écrit, dans la lettre d'information de son association Cynorrhodon : « *Ce que l'État décide de nous montrer, ce sont des artistes plasticiens qui ont, à ses yeux, réussi. La définition de la réussite – et, par conséquent, de l'échec – reste aux mains de commis qui disposent du double pouvoir de reconnaître et de récompenser ladite réussite et de donner les moyens matériels de (sur)vivre aux seuls plasticiens qui se conforment aux dogmes qu'ils ont eux-mêmes fixés.* »

Au moins, à l'époque des impressionnistes, ne manquait-il pas de voix fortes pour s'élever contre la pensée unique qu'incarnait alors le Salon de Paris. Il suffit d'évoquer les Zola, les Mallarmé, les Baudelaire... Or, depuis de nombreuses années, la critique ne suscite plus ni débats ni antagonismes, pourtant essentiels au maintien d'une scène artistique réellement inventive. Les rédacteurs responsables des pages « Arts » s'emploient à promouvoir la vision de l'art contemporain imposée par l'État, s'enthousiasmant devant les artistes « à succès » et passant sous silence tous les autres. Louis Doucet en donne un exemple éloquent : « *Il n'y a pas longtemps, deux expositions se sont déroulées simultanément au Centre Pompidou, une de Roy Lichtenstein et une de Simon Hantaï. Le critique du Monde a loué l'exposition de Lichtenstein, tout en déplorant qu'il ne lui ait été réservé qu'une petite salle tandis que la grande salle avait été attribuée à celui qu'il a qualifié d'"artiste mineur", à savoir Hantaï. Certes, Hantaï est peu connu, mais c'est un artiste immense ! En fin de compte, nous avons eu une queue de 300 mètres devant Lichtenstein et trois personnes pour voir Hantaï.* »

Que faire ? Surtout réfléchir. Car avant de « dénoncer le système », ce qu'Annick et Louis Doucet font très intelligemment, chacun de nous devrait se demander s'il ressent un besoin d'art. Un besoin qui ne se manifeste pas forcément par la volonté de posséder une œuvre, mais simplement par la nécessité d'en découvrir, dans les musées comme dans les galeries, où l'entrée, comme la sortie, est libre.

Pour une critique contemporaine

PAR PIERRE LAMALATTIE

Pendant longtemps, exprimer des réserves sur l'art contemporain, c'était faire le jeu de l'extrême droite. Après plusieurs décennies de publications et de débats, on dispose d'une critique approfondie et diversifiée. Difficile de l'ignorer.

Rappelez-vous, c'était dans les années 1990. « L'extrême droite attaque l'art contemporain », annonçait *Art Press* en lettres rouges sur fond noir. Une fois de plus, le fascisme était à nos portes. Et en prime, il ne venait pas des défenseurs de la tradition, mais d'avant-gardistes repentis comme Jean Clair et Jean Baudrillard. Celui-ci dénonçait la « conjuration des imbéciles », tandis que celui-là déplorait la disparition d'un art que l'on aurait pu qualifier de « français », s'attirant les foudres de Philippe Dagen, critique au *Monde*. Muray ironisait sur les installations plantées au milieu des champs, Marc Fumaroli, Jean-Philippe Domecq et quelques autres collaboraient à un numéro sur l'art contemporain de la revue *Krisis*, dirigée par Alain de Benoist. Même Michel Houellebecq, quinze ans avant *La Carte et le Territoire*, était monté au créneau.

Face à une telle menace, c'est le ministère de la Culture qui mena la contre-offensive. Pour déjouer la fronde, il organisa un grand colloque, en mai 1997, à l'École des beaux-arts de Paris. L'affluence y fut considérable. Le délégué aux arts plastiques intervint longuement, contrairement à la tradition républicaine en période électorale (les élections législatives approchaient). Son message était simple : critiquer l'art contemporain, c'était faire le jeu du Front national. Plusieurs milliers de personnes étaient là. Des pour, des contre. Il y eut un chahut gigantesque. C'était une bataille d'Hernani à plusieurs milliers de personnes. L'événement a laissé un souvenir considérable à tous ceux qui s'intéressent à ces questions. Depuis cette date, les pouvoirs publics n'ont guère changé de politique, mais ils n'organisent plus de débats de ce genre. Cependant, comme

l'observe la sociologue Nathalie Heinich, « *loin de se calmer, l'opposition à l'art contemporain – au moins en France – semble s'intensifier tout en se diversifiant* ».

LA CONTESTATION EST SOUVENT PERÇUE COMME UN OUTRAGE.

Un abus de langage pourrait faire croire que l'expression « art contemporain » englobe les productions de notre époque dans leur ensemble. Il n'en est rien. Elle désigne seulement une certaine conception, un *genre* parmi d'autres. S'il y a, en effet, une chose sur laquelle tout le monde est d'accord, c'est bien que l'art contemporain ne représente qu'une partie de la création actuelle. Pour les uns, l'expression employée positivement sert à distinguer une élite de la masse des attardés. Pour les autres, au contraire, ces mots évoquent des formes artistiques dominantes, mais contestables. On parle alors parfois, familièrement, d'« AC » ou d'« art con ». L'art dit « contemporain » paraît attaché à certaines valeurs, comme les postures « subversives » ou « l'expérience des limites », et à de grands ancêtres comme Marcel Duchamp. En pratique, je dirais qu'il privilégie les productions intellectualisées destinées à des institutions (installations, interventions, conceptuel...). Inversement, il rejette la peinture, au moins dans ses apparences traditionnelles. Il a ses adeptes indéfectibles. Il a aussi des détracteurs déterminés.

On devrait pouvoir se réjouir que tous les ingrédients pour des débats passionnants soient réunis. Après tout, en politique, la diversité des points de vue donne corps à la démocratie. Dans



◀ *Médiation culturelle*, huile sur toile, Pierre Lamalattie (collection particulière).

le domaine artistique, les échanges sont rares et peuvent être violents. La contestation est souvent perçue comme un outrage. Ce n'est pas seulement que la communauté artistique a le verbe haut. Il y a des raisons de « structure mentale », pourrait-on dire. Héritiers présumés des avant-gardes, les tenants de l'art contemporain ne pensent pas constituer une sensibilité parmi d'autres, mais incarner avant tout le monde une étape de l'histoire. Dans ces conditions, pourquoi discuteraient-ils ? Les récalcitrants leur paraissent tout simplement en retard, destinés à changer d'avis ou à disparaître. Le jugement esthétique, qui a vocation à être pluraliste et ouvert, est ainsi remplacé par une certitude d'ordre chronologique. Le dialogue entre tenants et opposants de l'art contemporain n'a donc pas lieu. Cela n'a pas empêché la réflexion critique de s'étoffer et de se diversifier.

LES SOCIOLOGUES ONT MIS EN LUMIÈRE LA PRIMAUTÉ DES MÉDIATEURS ET LA COURSE À LA DIFFÉRENCIATION. RÉCIT TROUBLANT.

L'un des apports majeurs est celui de la sociologie de l'art. En France, après Raymonde Moulin, il repose sur des personnalités comme Alain Quemin et Natalie Heinich. Ce sont des scientifiques qui veulent observer et comprendre, plutôt que prendre parti. Pourtant, leurs descriptions neutres sont souvent plus accablantes qu'une critique en bonne et due forme.

À les lire, on comprend que le monde de l'art contemporain se caractérise par un nombre et une variété sans précédent d'acteurs autres que les artistes. Ce sont ces médiateurs, intermédiaires et autres « curateurs » qui, principalement, s'activent, commentent, théorisent, organisent, créent les événements, prescrivent, administrent et spéculent. Ce sont eux qui construisent les réputations, bâtissent les cotes et, en fin de compte, créent l'essentiel de la valeur. À tel point qu'avec Yves Michaud, on pourrait être tenté de conclure que « *les commissaires se sont substitués aux artistes pour définir l'art* ». On est même parfois effleuré par le sentiment étrange que cet univers pourrait très bien fonctionner sans apports véritables des artistes ou si peu.

La deuxième observation qui revient sans arrêt dans leurs travaux est l'importance des stratégies de différenciation. À tous niveaux, créateurs, intermédiaires et collectionneurs semblent avoir en tête quelque chose qui ressemble beaucoup à ce que Bourdieu nommait la « *distinction* ». Les « plasticiens » pratiquent en effet souvent une esthétique de la provocation et des limites qui met en scène ce qui les différencie des gens ordinaires. On ne compte plus les fois où l'on a fait sortir du bois, à peu de frais, des « intégristes catholiques » ou des « extrémistes traditionalistes ». Citons également l'exemple typique de cet artiste (Cattelan) ▶

► qui, une nuit à Milan, a choisi un arbre pour y pendre, façon suicide collectif, des imitations d'enfants, d'ailleurs très bien faites. Au matin, les riverains sortant de chez eux ont été glacés d'effroi, mais on leur a expliqué en substance qu'ils étaient des blaireaux et qu'il s'agissait d'art contemporain. Les collectionneurs, eux aussi, semblent friands de ce qui les différencie du commun des mortels. Ils apprécient ce que Nathalie Heinich appelle « être dans une logique de l'initiation par l'appartenance ». On dirait qu'ils trouvent leur plaisir à disposer du « *mode d'emploi qui manque au visiteur lambda* ». Ces *happy few* aiment, par exemple, se moquer cruellement du sculpteur « *qui sculpte encore lui-même* » ou de l'amateur resté « *au premier degré* ». La sociologue place d'ailleurs en tête de son dernier ouvrage (*Le Paradigme de l'art contemporain*) un récit sidérant de l'attribution du fameux prix Marcel-Duchamp. On y découvre une sorte de comédie-ballet où le rôle de M. Jourdain est joué par des bobos de notre temps et celui du Grand Mamamouchi par d'improbables intellos.

AVEC SON CULTURE IRRATIONNELLE DE LA NOUVEAUTÉ, L'ART CONTEMPORAIN FAIT FIGURE DE CARICATURE DU CAPITALISME.

Un autre angle de réflexion sur l'art contemporain est celui qui met l'accent sur la tyrannie de la nouveauté et sur ses effets pervers. Ce dont il est question, ce n'est pas tant la novation véritable que la fascination systématique pour la nouveauté, fût-elle factice. Ça s'appelle, paraît-il, la « néophilie ». Cette tendance est observable dans de nombreux domaines, mais elle a probablement une acuité particulière dans le marché de l'art. Luc Ferry, dans son récent essai *L'Innovation destructrice*, mène des analyses qui vont dans ce sens. Pour lui, le principe de « *destruction créatrice* » observé par Joseph Schumpeter (1883-1950) s'est étendu de l'économie à la culture. L'art contemporain, avec sa noria de pseudo-innovations, symbolise « *jusqu'au grotesque* » cette logique. Il s'agit d'un art « *capitaliste jusqu'au bout des ongles* ». Ce point de vue est voisin de certaines approches de gauche comme, par exemple, celles de la petite revue *Écritique* qui voit dans l'art contemporain une sorte de capitalisme surjoué. La question de la nouveauté est donc un axe critique majeur.

Comme dans les grands magasins où les devantures sont refaites régulièrement, on doit sans arrêt présenter des produits comportant un minimum de nouveauté pour maintenir l'attention. Le consommateur en est friand, comme il aime trouver des applications nouvelles sur son

smartphone et des appareils dernier cri dans sa salle de sport. Pour le consommateur comme pour l'entrepreneur, la nouveauté est devenue une valeur, une culture, un réflexe. Rien d'étonnant, donc, à ce que les collectionneurs aient un tropisme vers les nouveautés réelles ou supposées. Dans le marché des biens ordinaires, les produits sont cependant assez vite rattrapés par le principe de réalité. Le camembert en tube, s'il peut séduire de prime abord, perd vite de sa magie. Dans le monde de l'art contemporain, le principe de réalité a moins de prise. Il s'agit de biens dont on n'attend aucune utilité directe. De plus, ils bénéficient souvent de cautions institutionnelles. Tout se passe comme si la *néophilie* y fonctionnait en roue libre. Cela favorise une fuite en avant vers des nouveautés d'apparence et, en fin de compte, vers une superficialité généralisée.

L'intérêt de cette critique est qu'elle ratisse large. Elle concerne non seulement les *nouveautés académiques* portant sur des avancées conceptuelles, mais aussi, et surtout, les *nouveautés ludiques* visant un effet de distraction. Si les premières concernent le cœur doctrinal de l'art contemporain, les secondes constituent sa périphérie commerciale et touristique. Elles inspirent des expositions conçues comme des animations. On y met en place des parcours agrémentés de gadgets et d'imprévus. Il peut y avoir des déchaînements de couleurs vives, des objets de taille étonnante, une prolifération de choses incongrues, des techniques et des matériaux qui suscitent la curiosité. On dit : « *Tiens ! C'est chouette !* », « *C'est dingue !* », « *C'est marrant !* » Parfois, il y a aussi des trucs horribles. On sursaute, on rit. Tout cela est distrayant, à condition, bien sûr, que ça ne dure pas trop longtemps. Il faut bien dire que c'est souvent la seule façon pour un commissaire d'exposition de bénéficier d'un public abondant.

Le cœur de l'opposition à l'art contemporain est évidemment constitué par des réseaux d'artistes et de sympathisants réfractaires. Ils partagent une exaspération teintée de ressentiment à l'encontre de ce qu'ils perçoivent comme un art officiel. Leurs options artistiques sont très variées. On relève cependant un intérêt récurrent pour l'art brut et pour l'art moderne. Le premier, par son côté populaire et spontané, est apparu comme un véritable antidote aux orientations institutionnelles. C'est une pratique qui, depuis des décennies, relève principalement d'auto-didactes. Parfois, il s'agit de marginaux ou de malades mentaux. Il en résulte un foisonnement d'expériences insensibles aux injonctions



◀ *Paula*, huile sur toile,
Pierre Lamalattie
(collection particulière).

extérieures. De même, beaucoup de « réfractaires » formés dans les derniers feux de la modernité sont fidèles à l'idéal de l'art moderne. Ils perçoivent l'art contemporain comme une récupération ou une trahison. Je ne suis pas sûr que les références à l'art moderne ou à l'art brut soient très porteuses d'avenir, mais, indiscutablement, elles ont utilement servi d'appui pour penser autrement.

LA CRITIQUE DE L'ART CONTEMPORAIN, PARTIE DES ARTISTES RÉFRACTAIRES, FAIT TACHE D'HUILE.

Je me limiterai à évoquer trois personnalités qui ont émergé sur ce front. Pierre Souchaud, tout d'abord, est sans doute la figure emblématique la plus ancienne et la plus respectée. Créateur, en 1981, du magazine *Artension*, il est toujours associé à sa rédaction. Ce bimestriel, ouvert à des familles artistiques très variées, se singularise par sa liberté de ton vis-à-vis des institutions culturelles. Il a le rôle d'un journal d'opposition dans un pays où il n'y aurait pas d'alternance. Christine Sourgins, historienne et polémiste, brille notamment sur son blog, avec son « Grain de sel du mardi ». Avec une précision d'entomologiste, elle y recense, non sans humour, les facéties de l'art officiel. Enfin, Laurent Danchin, normalien atypique et spécialiste de l'art brut, critique l'art contemporain dans son mimétisme avec l'Université. Selon lui, les réflexes scientifiques et les modes de reconnaissance universitaires ont été sottement décalqués sur le monde de l'art. Il faudrait aussi parler des étudiants des écoles d'art qui se sont insurgés. J'ai en tête, en

particulier, une importante contestation intervenue à Avignon en 2012. Margaux Berry, une brillante étudiante du collectif, y dénonçait la « *disparition de la pratique pour laisser place à l'omniprésence du baratin* » et revendiquait « *simplement la possibilité d'apprendre à l'école et d'en avoir une* ».

Jusqu'à présent, les réfractaires n'ont guère eu accès à l'audiovisuel. Cependant, les philosophes connus du grand public et familiers des plateaux ont commencé à prendre parti sur la question de l'art contemporain. Certains, plutôt en défense, comme Bernard-Henri Lévy. D'autres, plus nombreux, avec un angle résolument critique. On peut citer, par exemple, André Comte-Sponville. Mais ces intellectuels butent manifestement sur une difficulté. Bien souvent, l'alternative se réduit à un mélange peu convaincant de modernité recuite et d'art brut ressassé. Ce qui limite la critique, pour le moment, ressemble donc beaucoup à une absence de challengers identifiés. Encore qu'il faudrait plutôt parler de manque de visibilité, car il y a probablement, à l'heure actuelle, des artistes et même des mouvements d'avenir qui se développent. Personnellement, je crois beaucoup à ce que j'appellerais la *peinture très figurative*, avec des peintres comme Lars Elling, Justin Mortimer, Mikael Booremans, Julien Spianti, Jarmo Mäkilä ou Adrian Ghenie. Mais c'est encore affaire d'hypothèse.

Justement, ce qu'il y a d'enthousiasmant dans la période actuelle, c'est peut-être qu'elle se prête aux hypothèses.

Les spéculateurs ne font pas la loi!

ENTRETIEN AVEC PIERRE MOTHES
PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE LAMALATTIE



Les idées reçues sur l'art contemporain ont la peau dure.

Non, ce n'est pas qu'un joujou pour milliardaires, et tout compte fait, le marché parisien ne se porte pas si mal...

COMMISSAIRE-PRISEUR, **PIERRE MOTHES**
EST DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT CHEZ
SOTHEBY'S À PARIS.

**CAUSEUR. EN QUELQUES DÉCENNIES,
LA FRANCE, JADIS UNE PLACE FORTE DE
L'ART, SEMBLE ÊTRE DEVENUE UN NAIN
ARTISTIQUE. EST-CE VRAIMENT LE CAS ?**

PIERRE MOTHES. Si on évalue la situation de l'art à celle du marché de l'art, il ne faut pas exagérer l'effacement de la France. Il faut rappeler que, jusqu'au début des années 1960, le marché français dominait en matière de ventes aux enchères et que, aujourd'hui, nous restons un centre important puisque nous sommes au quatrième rang, avec une part de 6 % en 2013, les États-Unis faisant la course en tête ex æquo avec la Chine (33 % du total des ventes), suivis par le Royaume-Uni à 17 %. Le marché de l'art suit la hiérarchie des économies dominantes. On a vu l'apparition de New York comme centre de l'art moderne à partir des années 1940. On observe aujourd'hui, de la même façon, un glissement vers l'Asie du Sud-Est.

**MAIS MÊME EN COMPARAISON AVEC DES
PAYS DE NIVEAU ÉCONOMIQUE ÉQUIVALENT,
COMME L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-
BRETAGNE, LA FRANCE SEMBLE TRÈS EN
RETRAIT EN MATIÈRE D'ART CONTEMPORAIN.
EST-CE EXACT ?**

Tout d'abord, il faut dissocier le secteur des galeries et des marchands et celui des enchères. Ensuite, Berlin est un cas exceptionnel : nombre de jeunes artistes en devenir, européens et internationaux, s'y retrouvent essentiellement grâce aux prix de l'immobilier, très attractifs,

permettant la location d'ateliers confortables et de grands espaces d'exposition. « *Ville pauvre, mais sexy* », selon les propos mêmes de son maire, Klaus Kowereit, Berlin héberge plus de 20 000 artistes plasticiens, dont 6000 sont représentés dans des galeries. Si Paris ne peut rivaliser sur ce point, il n'en demeure pas moins que, en termes de marché, elle défend bien sa place dans le domaine de l'art contemporain. Ainsi, pour les ventes d'art « d'après-guerre et contemporain », Londres a subi une baisse de 12 % en 2013 par rapport à l'année précédente tandis que la France – partant, il est vrai, d'un seuil plus bas – a augmenté le volume de ses ventes de 21 %.

**EN FRANCE, LES INSTITUTIONS SEMBLANT
CONSACRER DES ARTISTES NE TOUCHANT
AUCUN PUBLIC ET N'INTÉRESSANT PAS
LES COLLECTIONNEURS. N'Y A-T-IL PAS UN
PROBLÈME ?**

Ce n'est pas mon avis. Je trouve la politique du Centre Pompidou, ou du musée d'Art moderne, pour ne citer qu'eux, assez sélective et bien pensée. L'exposition Bertrand Lavier au Centre Pompidou, par exemple, permettait de redécouvrir un artiste important, soutenu par des collectionneurs exigeants, comme Marcel Brient ; on peut aussi Adel Abdessemed et de son exposition « Je suis innocent », toujours au Centre Pompidou. Même Versailles s'est mis à l'art contemporain depuis plusieurs années, et le succès d'un artiste international comme Giuseppe Penone a été particulièrement réjouissant à cet égard.

**DANS LE FOND, Y A-T-IL ENCORE UN ART
SIGNIFICATIF EN FRANCE, OU VIT-ON SUR
DES ACQUIS ?**

Il y a une nouvelle scène artistique en France, et le travail mené par les galeristes avec les artistes porte ses fruits. Prenons l'exemple d'un galeriste emblématique comme Kamel Mennour : deux de ses « protégés » ont remporté, pour l'une, le Lion d'argent à la Biennale de Venise en 2013 (Camille Henrot), et le prix Marcel-Duchamp en 2013 (Latifa Echakch). Nathalie Obadia met, elle, toute son énergie et son enthousiasme au service de la jeune création, faisant ainsi succéder entre les murs de sa galerie les photographies de Valérie Belin à celles si polémiques d'Andres Serrano. Clairement, aujourd'hui, il y a un effort des institutions et des marchands pour redynamiser la scène parisienne. Citons les efforts de la fondation Ricard, de l'espace culturel Louis-Vuitton, sans oublier évidemment la place prépondérante prise par la Fiac dans le concert des foires internationales.

**MAIS CES COURANTS NE SONT-ILS PAS
PÉNALISÉS PAR L'OBLIGATION DE PARAÎTRE
« SUBVERSIF » ?**

On peut attirer les médias avec de la provocation au début, et il existe sans doute un certain art contemporain ludique, influencé par le côté transgressif. Mais la provocation n'est pas une garantie de durer dans un marché de l'art extrêmement exigeant où le travail de l'artiste prime. Jeff Koons était déjà un artiste connu même si son mariage avec la Cicciolina a renforcé son aura. Mais le cas le plus frappant est bien sûr Gerhard Richter, le plus cher des artistes vivants en vente publique, qui fait par ailleurs preuve d'une très grande discrétion.

**LA PROGRAMMATION DES INSTITUTIONS
INFLUENCE-T-ELLE LA COTE DES ARTISTES ?**

Oui, on voit très bien l'influence qu'elles ont pu avoir pour un artiste comme Pierre Soulages. Il est en effet entré très tôt, dès les années 1950, dans les collections publiques françaises mais aussi américaines, au musée d'Art moderne de la ville de Paris, mais aussi au Guggenheim et au MoMA à New York. Plus récemment, sa cote s'est encore clairement affirmée après la rétrospective du Centre Pompidou pour ses 90 ans, en octobre 2009. Enfin, l'ouverture récente du musée qui lui est consacré, à Rodez, vient confirmer l'immense succès de l'un des plus grands artistes français vivants.

**LES COLLECTIONNEURS PRIVÉS EN FRANCE
DIFFÈRENT-ILS DE CEUX D'AUTRES GRANDS
PAYS, DANS LEUR MENTALITÉ ET LEURS
MOYENS ? ON ENTEND PARFOIS DIRE QU'ILS
SONT INFLUENCÉS PAR LES CHOIX DES
RÉSEAUX PUBLICS. QU'EN PENSEZ-VOUS ?**

Non, les collectionneurs français voyagent et se rendent dans les grandes foires internationales pour former leur goût. Évidemment, on peut dire que les institutions influencent les goûts par la programmation de grandes expositions, la mise en valeur de certains artistes. Il y a des effets d'imitation, de mode. Cela étant dit, ne sous-estimons pas leur autonomie : *in fine*, je crois que le marché est libre.

**ON ENTEND BEAUCOUP, EN FRANCE,
LE LAMENTO DES COLLECTIONNEURS,
VARIANTE DU LAMENTO DES RICHES : ON NE
LES AIME PAS, LA FISCALITÉ LEUR TOMBE
DESSUS, BEAUCOUP D'ŒUVRES QUITTENT
LE TERRITOIRE. LA FISCALITÉ EST-ELLE
HORRIBLE POUR EUX ?**

Jusque-là, les pouvoirs publics ont toujours voulu préserver le marché de l'art, d'où leur exonération de l'ISF. En même temps, la réapparition régulière de ce débat inquiète les collectionneurs et fragilise le marché. Mais ce n'est pas la seule question. L'idée de la hausse de la TVA à l'importation (un taux de TVA affectant des œuvres importées en dehors de l'UE) dont il était question à un moment donné, aurait pu pousser les collectionneurs à privilégier d'autres pays que la France. Il faut savoir que, contrairement à l'économie en général, en matière d'art, ce qui est bon pour un pays, c'est d'être importateur, pas exportateur. Aussi le maintien d'un taux de TVA de 5,5 % à l'importation est-il une excellente nouvelle pour la place de la France. N'oublions pas non plus le mécénat, renforcé en France par la loi d'août 2003, portée par Jean-Jacques Aillagon, qui a eu un impact direct sur la jeune création.

**OBSERVE-T-ON UNE FUITE DES
COLLECTIONNEURS AUJOURD'HUI ?**

On observe un certain « déplacement » des Français les plus fortunés en général, donc automatiquement de certains collectionneurs. Pour des raisons fiscales, un certain nombre d'entre eux vivent aujourd'hui dans les pays limitrophes, notamment à Bruxelles, où beaucoup de galeries françaises les ont suivis.

**LES ŒUVRES D'ART PEUVENT-ELLES ÊTRE DE
PURS INVESTISSEMENTS ?**

C'est l'éternelle question. J'ai tendance à répondre non. Il y a peut-être des collectionneurs pour qui c'est le cas. Mais je ne crois pas que l'on puisse uniquement acheter dans le but de revendre et de réaliser un profit. Les gens qui font des plus-values sont aussi des gens qui comprennent les artistes et qui connaissent bien les œuvres. Certes, on peut se faire conseiller, mais il faut acheter ce que l'on aime.



L'art du divertissement

PAR PATRICK MANDON

Autrefois, les mécènes achetaient et conservaient ; à présent, les acheteurs attendent le bon moment, pour optimiser leurs actifs. Et les ventes d'art sont devenues un spectacle mondialisé. Il faut bien que les milliardaires s'amuse...

Le film de Marianne Lamour, qui se fonde sur l'excellent livre-enquête de sa sœur, Catherine, et de Danièle Granet, n'est pas un documentaire de dénonciation. On n'y crucifie pas les milliardaires, qui en sont les acteurs principaux. *La Ruée vers l'art* signale la métamorphose qu'a subie ce commerce, désormais conforme aux règles (ou aux dérèglements) de la financiarisation en temps réel. Les artistes « bankables » sont soutenus par un discours publicitaire approprié et par une stratégie de marketing digne de l'industrie du luxe. Les artistes sont des marques : Basquiat, Koons, Murakami, Hirst... Qu'on épice cette foire aux vanités d'un peu de transgression, et c'est Byzance !

La Ruée vers l'art est le spectacle d'un divertissement habituellement caché, d'une sorte de féerie qui se joue à guichets fermés. Les premiers rôles sont des gens très riches, entourés de « curateurs », marchands, galeristes, conseillers, et des artistes. Catherine Lamour résume ainsi la situation : « Nous montrons qu'une société a rendu obsolète celle qui l'a précédée. L'opération a été radicale : plus rien n'est, ne sera comme avant ! »

C'est dans la seconde moitié du XIX^e siècle que le monde a voulu être moderne absolument, entraîné dans ce mouvement hélicoïdal par le cyclone Baudelaire. Réclamant du neuf à tous les étages, Baudelaire s'échappe par la « modernité », qu'il discerne dans l'œuvre d'un peintre alors méconnu, « C. G. » (pour Constantin Guys). Il

prétend que l'artiste a entrepris la tâche héroïque de présenter le monde en train de se faire sous ses yeux, dans les décors et les vêtements de son temps. C'est par ce moyen, qu'il « cherche ce quelque chose qu'on nous permettra d'appeler la modernité [...] Il s'agit, pour lui, de dégager de la mode ce qu'elle peut contenir de poétique dans l'historique, de tirer l'éternel du transitoire [...] La modernité, c'est le transitoire, le fugitif, le contingent, la moitié de l'art, dont l'autre moitié est l'éternel et l'immuable. » (*Le Peintre de la vie moderne*)

Baudelaire inaugure l'ère de la Beauté complexe. Il y avait autrefois sur cette question un débat, des affrontements, des enjeux. C'est terminé, nous disent Granet et les sœurs Lamour. Bienvenue dans le marché global, cette grimace d'un monde qui ne cherche plus à être moderne, mais contemporain jusqu'à l'obsession !

**CAUSEUR. CELA NE DATE PAS D'HIER
QUE L'ARGENT ET L'ART AIENT PARTIE LIÉE...**

MARIANNE LAMOUR. L'art a certes toujours été une affaire d'argent. Mais, autrefois, les mécènes achetaient et conservaient ; à présent, les acheteurs attendent le bon moment, la bulle, qui leur permettra de réaliser leurs actifs dans des conditions très profitables. Les ventes d'art sont une scène, un décor, un spectacle. Notre projet était de nous glisser dans la coulisse de ce « divertissement » pour milliardaires. Quand on est vraiment riche aujourd'hui, et que l'on

souhaite s'amuser, les ventes sont un magnifique terrain de jeu. Il faut seulement être capable d'affronter des enchères très élevées. On commence à 2 millions, on termine à 20, voire plus si affinités. L'homme le plus puissant dans cette partie, Larry Gagosian, proclame haut et fort : « *There is no business like art business.* »

DANIÈLE GRANET. Le marché de l'art, à présent, reflète parfaitement ce que l'on nomme la mondialisation. Il s'est produit depuis une trentaine d'années un afflux massif de capitaux de toutes les nationalités. La numérisation a servi ce phénomène : quand une œuvre se vend à Singapour, dans la minute qui suit, son prix est connu à New York, Genève, Moscou, Shanghai, Londres, Paris, Dubaï... Le monde des collectionneurs, des acquéreurs, se trouve dans un état de veille constante. Entre eux règne l'émulation, la compétition. Comme le dit David Nahmad, dans notre film : « *Si ce n'est pas inabordable, les gens ne sont pas intéressés.* » Or, le phénomène spéculatif a un effet sur le jugement esthétique : il obère toute vision critique. C'est encore Nahmad qui reconnaît que la spéculation interdit le discernement parmi les nouveaux artistes. Pour suivre ce marché planétaire, les très riches forment une luxueuse caravane, qui se déplace en jet privé. On se retrouve à Venise ou à Doha : « *Nous allons là où se trouvent les artistes* », déclarent Mera et Don Rubell, couple de collectionneurs américains perspicaces et sympathiques, capables, par leurs choix, de lancer mercredi un artiste inconnu lundi.

CATHERINE LAMOUR. Le plus récent exemple est celui du jeune Oscar Murillo. Artiste d'origine colombienne, très modeste, il vit à Londres, où ses parents se sont installés. Il connaît une petite notoriété : en 2011, ses toiles se vendent jusqu'à 8000 dollars. Je ne suis pas critique d'art, et ne m'interrogerai donc pas sur la valeur artistique de sa production. Mais, en effet, on peut trouver intéressante sa démarche, traversée par l'énergie des *street artists*, des « graffeurs », rappelant Jean-Michel Basquiat. En 2012, il est remarqué par un homme très influent, un « curateur » ou commissaire d'exposition de première force, Hans-Ulrich Obrist, codirecteur de la Serpentine Gallery, à Londres. Quelques semaines plus tard, des œuvres de Murillo sont à Miami, territoire réservé du couple Rubell, qui l'invite à résider plusieurs semaines dans sa fondation. En 2013, les prix des toiles de Murillo, offertes à la vente publique, oscillent entre 150 000 et 300 000 dollars. Oscar Murillo n'a pas 30 ans !

D.G. On peut y voir un effet de la technologie : la cote d'un artiste suit l'accélération du temps « réel ».

M.L. On peut aussi se demander quels critères autorisent ces surgissements de notoriété artistique.

TOUS CES GENS ONT L'AIR DE S'AMUSER FOLLEMENT. CE BUSINESS N'EST-IL PAS UNE SORTIE DE DIVERTISSEMENT ?

D.G. Il y a quelques années, le terme « divertissement » aurait été jugé offensant par la majorité d'entre eux ; à présent, la frontière entre l'art et le divertissement est plus floue. Il est vrai qu'il ne suffit plus, face à nombre d'« installations », d'être simple spectateur. Le « regardeur » joue sa propre partition. Comment va-t-il transformer l'« offre » de l'artiste ? Il arrive qu'il fasse partie de l'œuvre.

M. L. On observe aussi une abondance d'explications : le discours est en quelque sorte chargé de démontrer qu'il s'agit d'une œuvre !

L'ÉTRON GONFLABLE DE PAUL MCCARTHY SERAIT DONC UNE ŒUVRE CONSIDÉRABLE ?

C.L. McCarthy est un provocateur. Il a commencé comme *performer*, dans les années 1970, sur le mode contestataire, virulent. Son évolution vers des représentations d'actes et de scènes purement pornographiques pose le problème de l'exposition publique.

SES NAINS COULÉS DANS LE BRONZE PRÉSENTENT UNE ÉVIDENTE AGRESSIVITÉ SEXUELLE...

M.L. Chaque nain coûte 1 million d'euros, tout de même !

ON EST HEUREUSEMENT SURPRIS DE TROUVER, PARMIS CES PERSONNAGES, DE REMARQUABLES ARTISTES : LE CHINOIS ZANG HUAN, QUI SE FIT CONNAÎTRE COMME PERFORMER, LUI AUSSI, PRODUIT DES ŒUVRES À BASE DE CENDRES ÉTONNANTES.

D.G. Zang Huan, en effet, incarne la réussite d'un talent indéniable. La Chine est une pépinière de talents. Quelques-uns des artistes les plus cotés dans le monde sont chinois : Yue Minjun, Zhang Xiaogang, Cai Guo-Qiang...

LA CHINE ALIMENTERA LONGTEMPS ENCORE LE MARCHÉ...

M.L. La Chine et la totalité du globe. Aux grands acheteurs, il faut des trophées de l'art contemporain. C'est une chasse toujours ouverte. ■■■■■



GRANDS ET PETITS SECRETS DU MONDE DE L'ART, DE DANIELÈ GRANET ET CATHERINE LAMOUR (SŒUR DE MARIANNE), POCHÉ, PLURIEL

Le scandale des prêtres non pédophiles

PAR VINCENT CASTAGNO

Profs, curés, monos, entraîneurs : toutes ces professions sont par définition en contact avec la jeunesse. Et toutes sont régulièrement touchées par des affaires pédo-criminelles. Curieusement, une seule d'entre elles retient l'attention des médias. Saurez-vous deviner laquelle ?

Le pape François l'a annoncé : une journée de prière sera organisée, le 7 juillet, pour les victimes d'actes pédophiles commis par des membres du clergé catholique. La multiplication des affaires de pédophilie dans lesquelles l'Église est mouillée offre aux médias de quoi s'indigner à bon compte : sujet racoleur, coupables idéaux, rentabilité morale garantie.

On dira qu'il ne s'agit pas d'un complot des robes noires, mais de faits bien réels. De fait, les chiffres impressionnent : entre 2004 et 2013, pas moins de 3420 plaintes déposées contre des ecclésiastiques pour pédophilie ont été jugées sérieuses.

Comme je crains que, des accusations de ce genre, il continue d'en pleuvoir des cordes auxquelles l'honnête croyant pourrait être tenté de se pendre, je voudrais cependant rassurer les familles dont les enfants passent leurs mercredis et dimanches dans les jupes du clergé. Victime de la suspecte imprudence de mes géniteurs, je fus astreint à fréquenter catéchisme et aumônerie dès l'âge de 6 ans et ne fus autorisé à me mettre à l'abri des prédateurs ensoutanés auxquels on m'avait livré que dix ans plus tard. Croyez-le ou non : quitte à en décevoir certains, mon enfance ne ressemble pas à un film de Pedro Almodovar.

Seul dans ma chambre, je ferme les yeux. Je me revois petit garçon écoutant les cours du père

Martin ; m'inventant des péchés à confesse devant un autre prêtre dont le nom m'échappe ; devisant sans fin en tête à tête avec le père Albert quelques jours avant ma profession de foi. Je me revois en aube blanche, le jour venu, un cierge à la main, yeux noirs et crin brillant, teint pâle d'enfant sage, un rose et doux sourire à mon visage suspendu comme une image de la Vierge au mur de la loge d'une concierge portugaise. Ma chair était tendre, sentait la lavande et le savon de Marseille. Qu'attendaient-ils, mes bourreaux présumés ?

Je cherche, je fouille, je creuse, je questionne ma mémoire, supplie le docteur Freud d'éclairer le recoin de mon cerveau où se dissimule le noir souvenir que, sans doute, je refoule... Eh bien non, rien ! Aucun baiser douteux, aucune caresse déplacée. RAS. Pas même un mot ou ne serait-ce qu'un regard à demi-suspect dont je n'aurais compris que des années plus tard qu'ils étaient une invitation manquée à la débauche. Sans que je le devine, ma carrière de séducteur venait de subir ses premiers revers.

Étais-je si repoussant ? Ma mère et mes grand-mères se moquaient-elles, avec leurs yeux couvants qui me regardaient comme on se purlèche devant une pâtisserie orientale ? Dix années d'instruction religieuse, autant de perdues. Mes curés avaient dû fréquenter les mauvais séminaires. Je les quittais aussi

sceptique et ignorant des choses du sexe qu'avant de les avoir rencontrés. Le bon Dieu a de ces farces...

Loin de moi l'idée de me servir des déconvenues de ma jeunesse pour nier la diversité des tempéraments. Quelques enfants, peut-être, ne goûtent pas les leçons d'ecclésiastiques plus entreprenants que les miens. Je plains ces gosses. Pour deux minutes de licence mal digérées, on les ballottera de commissariat en cours d'assises. Échoués dans les méandres de la procédure pénale, ils seront tenus d'exposer devant parents, amis, policiers, magistrats et public le détail de leur vie sexuelle dix fois, cent fois, mille fois ! Pour peu que l'affaire ait les faveurs des journalistes, elle sera même placée sous les projecteurs devant la France entière. Des kilotonnes de papier, d'images, de commentaires feront du premier péquin venu le fin spécialiste de l'intimité du plaignant. Il y a de quoi être traumatisé...

Pour préserver les enfants de l'indélicatesse de la justice, d'aucuns prétendent que le Vatican devrait détourner de leurs penchants les curés pédophiles en les autorisant à se marier. Peut-être que l'abandon du célibat est nécessaire. Les vocations se raréfient (« Dieu n'a plus d'arguments », en conclut un anonyme dans une brève de comptoir), et mieux vaut des prêtres mariés que pas de prêtres du tout.

Quoique... Les catholiques devraient se méfier. L'Église, à force de plier sous le poids des modes de son temps, finira par s'écrouler. Le danger, pour elle, ne vient pas de l'extérieur. La déliquescence du respect des principes chrétiens est patente chez les fidèles eux-mêmes. En témoigne l'explosion des syncrétismes. Chacun concocte la macédoine spirituelle qui l'arrange. Tel croyant y mettra, par exemple, deux doigts de bouddhisme, trois cuillères à café de catholicisme, une pincée d'animisme et (pourquoi pas ?) un soupçon d'athéisme. La recette est astucieuse et permet de se soustraire aux commandements du pape sur l'avortement, l'euthanasie ou le mariage homosexuel. C'est oublier que la vocation de l'Église est de réformer les mœurs, pas d'encourager leur dissolution.

On dira que le clergé pourrait commencer par réformer les siennes. Admettons qu'il y a contradiction à prêcher, bible en main, la bonne parole, un enfant de chœur planqué à genoux dans la soutane. L'argument du recours au mariage pour limiter les amours pédophiles n'en est pas moins



une infaillible ânerie. Ces amours s'épanouissent dans toutes les professions où des adultes sont en contact fréquent avec des enfants. Des instituteurs, des imams, des rabbins, des j'en-passe-et-des-meilleurs y succombent. Voilà qui en dit long sur la pauvreté de l'origine de nos troubles sexuels.

Des études démontreraient que c'est dans le clergé catholique que l'amour des enfants est le plus répandu. J'en doute. Affirmer, comme les journalistes, que les affaires de pédophilie affaiblissent l'Église, c'est raisonner à l'envers : c'est parce que l'Église est la plus affaiblie de toutes les institutions scolaires et religieuses que les scandales s'y multiplient. Ce déclin, que l'on peut déplorer par ailleurs, a au moins ceci de bon que les ecclésiastiques ne jouissent plus auprès des fidèles du prestige moral qui leur permettait, hier, de laisser leur coupable passion s'accomplir dans la tranquillité de leurs paroisses.

Pour terminer, je ne pense pas qu'une femme, aussi ardente soit-elle, puisse éteindre chez un homme le goût des petites filles et des petits garçons. Si c'était le cas, le clergé aurait déjà éradiqué la pédophilie. Croit-on qu'un prêtre qui a l'audace de faire fi de son vœu de célibat pour tripoter un enfant se gênerait pour en faire autant avec une femme si ce substitut l'apaisait ? Autoriser le mariage ne changera rien. Ce n'est pas en lui servant du sanglier que l'on rassasie un cannibale.



LES CARNETS DE ROLAND JACCARD

MARTIN HEIDEGGER ET KURT GERSTEIN



1. LES CHAUSSETTES À CROIX GAMMÉE DU PHILOSOPHE.

Si Cioran n'aspirait qu'à être le secrétaire de ses sensations, Heidegger, lui, était persuadé d'être une incarnation de la voix de l'Être. Il pensait qu'il existait quelque chose comme un destin, destin auquel il ne pouvait pas se soustraire, tout comme Platon ou Nietzsche.

Pour un être frivole et désabusé, tel que moi, l'idée qu'on puisse incarner les forces du destin semble plutôt saugrenue : un cocktail assez déplaisant de mégalomanie, de paranoïa et de naïveté. Je laisse à d'autres ce breuvage divin, partant de l'idée que nous sommes tous de pauvres types s'efforçant de nous en tirer le moins mal que nous pouvons dans cette mare où nous pataugeons. Si je devais faire partie d'une École, ce serait celle de l'Église bouddhiste réformée dont j'approuve la profession de foi : non à la réincarnation ! Ne faisons pas la même erreur deux fois...

Mais revenons à Martin Heidegger : depuis plus de cinquante ans, ses zéloteurs (essentiellement français) nous expliquent que non, il n'a jamais été nazi, et moins encore antisémite. Ils récuse tous les témoignages des historiens et des germanistes, des débiles incapables de saisir

la grandeur de sa pensée. Il aurait juste commis, ponctuellement, « *eine grosse Dummheit* » (« une grosse bêtise ») en adhérent au Parti nazi.

Thomas Bernhard avait compris que rien ne valait l'humour pour faire tomber les masques du penseur de la Forêt noire. Il l'avait décrit, vivant en couple légitime dans sa cabane, en train de remercier son épouse nazie qui lui avait tricoté avec dévotion des chaussettes nazies à croix gammée. Toute personne sensée et lisant l'allemand ne pouvait douter qu'Heidegger, outre la moustache et la fascination pour la grandeur du peuple allemand, partageait avec Hitler un antisémitisme à forte valeur ajoutée. Il aura fallu attendre la publication des *Cahiers noirs* pour que la cause soit entendue. Ils s'étendent sur quarante ans et, bien qu'ils aient été tenus secrets, Heidegger avait émis le souhait qu'ils soient publiés dans le dernier volume de ses *Œuvres complètes*.

Peter Trawny, qui dirige l'Institut Martin-Heidegger à l'université de Wuppertal, estime que l'antisémitisme heideggerien se situe dans la tradition des pseudo-*Protocoles des sages de Sion*. Ce pamphlet antisémite fabriqué au début du xx^e siècle évoque un complot international orchestré par les juifs. « *Cette théorie*, affirme Peter Trawny, *détermine l'image que Heidegger*





se fit du judaïsme allemand. Il rejoint Hitler sur un point capital : les juifs veulent l'anéantissement spirituel de l'Allemagne. Jusqu'à sa mort, Heidegger en a été convaincu. »

Ce qui me laisse perplexe, ce n'est pas tant le délire porté par Heidegger – après tout, il est partagé par le monde arabe et nul n'ignore, depuis Freud, les liens étroits entre paranoïa et philosophie – que la constance avec laquelle tant d'universitaires français ont défendu Heidegger et sa pensée de l'Être, comme si son antisémitisme ne le rendait pas grotesque (ce que les philosophes du Cercle de Vienne ont d'emblée perçu, tout comme Karl Kraus d'ailleurs). Nous savons tous qu'il existe chez chaque homme, même le plus intelligent, assez d'étoffe pour faire un imbécile. Mais dans le cas d'Heidegger, je pense qu'il vaut mieux s'en tenir à l'image qu'a laissée de lui Thomas Bernhard.

2. IMPOSTURES.

Les trois imposteurs du xx^e siècle, selon Cioran : Heidegger, Lacan et le père Teilhard de Chardin. Je note cela sur un ton badin – et sans le reprendre nécessairement à mon compte. Il serait intéressant et révélateur que chacun dresse sa liste. Bon, il me faut conclure cette chronique avec un personnage plus fascinant – tout au moins à mes yeux – que Martin Heidegger : le SS Kurt Gerstein.

3. KURT GERSTEIN, L'ESPION DE DIEU.

S'il m'avait fallu choisir entre le destin philosophique de Martin Heidegger et le destin historique de Kurt Gerstein, je n'aurais pas hésité une seconde : j'aurais choisi le destin du Waffen SS Kurt Gerstein. J'ai retrouvé des

notes prises pendant que j'étais *L'Espion de Dieu* (éd. Seghers), la biographie que lui a consacrée Alain Jouffroy, et je pense qu'il n'est pas inutile de rappeler qui était Kurt Gerstein.

Le 1^{er} mai 1933, le Parti nazi enregistre deux nouvelles adhésions de taille : le philosophe Martin Heidegger, recteur de l'université de Fribourg, et l'ingénieur des mines Kurt Gerstein. L'un se veut le berger de l'Être, l'autre l'espion de Dieu. Kurt Gerstein, qui a obtenu le prix du « *bel homme allemand* », trompe son monde : c'est un virtuose de l'illicite, un resquilleur de la légalité. Ce protestant a pris Kierkegaard pour maître. Croire, c'est être prêt à se faire briser les os, dira-t-il, avant de descendre les marches qui le conduiront en enfer. Il s'engage dans la Waffen SS avec la volonté de voir « *jusqu'au fond des fours* » et au péril de sa vie. Il tente d'alerter des diplomates étrangers, des ecclésiastiques, des notables. En pure perte. Cet espion de Dieu traque le mal tout en collaborant avec lui. Il a beau avoir écrit dans un français maladroit des rapports sur l'apocalypse, personne ne le croit.

Soupçonné de chercher à tromper son monde, il sera enfermé à la prison du Cherche-Midi, à Paris, où il se pendra au vasistas de sa cellule le 26 juillet 1945. Le commandant de la prison se souviendra d'un mort trop grand : on dut pencher sa tête sur l'épaule pour fermer le cercueil. Il n'oubliera jamais cet officier SS de 40 ans accusé de « *crimes de guerre, assassinat et complicité* », et qui venait de mettre un point final à son rapport dénonçant l'extermination des juifs. Je présume que Kierkegaard aurait été fier de lui et que Heidegger aurait eu de la peine à dissimuler une moue de dégoût. —



L'ÉTÉ DE TOUS LES DANGERS OU DE TOUS LES DÉLICES ?

PAR FÉLIX GROIN



Et vogue le vacancier sur les routes de France, à la recherche du bien-être estival ! On ne va pas seulement se vider la tête des tracas de l'année et des vicissitudes de l'époque, on va aussi se remplir la panse de denrées du plaisir et de boissons du bonheur. Les vacances, c'est fait pour se changer les idées et l'appétit, sortir des sentiers battus du boulot et des allées de la grande distribution. Et c'est là que le bât blesse, car les marchands d'illusion attendent justement le touriste au coin du bois. Juillet et août sont les meilleures périodes de chasse pour les prédateurs du portefeuille néophyte. Petit, petit, petit... Ah, les fruits de mer du bistrot de la Marée ! Ah, les abricots de la cabane du paysan sur le bord de la route ! Ah, le fromage fermier au marché du village ! Ah, la terrine de grand-mère à l'étal du charcutier ambulant ! En été, du côté de la malbouffe, l'habit fait le moine et les margoulins passent maîtres dans l'art de vous entendre en confession : braves étrangers ignorants des coutumes du cru, venez vous faire plumer à la mode de chez nous ! Au grand dam des vrais indigènes, furieux de se faire damer le pion par les saltimbanques du bluff. La saison chaude est la pire de toutes pour les huîtres et autres coquillages, car ils sont en période de frai, c'est-à-dire laiteux et décharnés. Méfiez-vous des revendeurs qui proposent, dans des cagettes semblant sortir du verger local, des fruits espagnols ou marocains tirés des frigos du grossiste importateur. Attention à ces marchés du terroir où de braves escrocs déguisés en bouseux, blouse bleue et chapeau noir, font goûter des produits « élaborés à la ferme » en provenance d'une conserverie industrielle. Gare à ces

artisans de bouche qui viennent de démouler le pâté de campagne acheté une heure avant à l'hypermarché voisin ! Un vacancier averti en vaut deux et peut manger comme quatre au prix de trois. Si le séjour est côtier, il y a de fortes chances que le port le plus proche ait sa petite criée où les pêcheurs de petits bateaux débarquent leur marée. Cette vente dite « à la pierre du quai », très réglementée, est la garantie de goûter à du poisson de mer pris à l'aube. Et quel régal ! Quant à la vente des fruits, des fromages ou des volailles de la ferme, la pratique est réelle, et parfaitement fiable, si l'on prend la peine et la joie d'aller les chercher chez le producteur. Une revente sur la voie publique présente toujours un risque si l'on ne sait rien du fournisseur. Pour ceux qui le peuvent, une fois n'est pas coutume, si l'huître n'est pas au sommet de sa performance, le crustacé, lui, l'est, notamment le homard, à sa meilleure période, plein et charnu, dans son prix le plus bas de l'année. On peut en trouver du bien bleu à 15 euros le kilo sur certains étals ou mareyeurs de Bretagne ou de Normandie, une aubaine ! À déguster juste grillé. Quant aux marchés paysans, de plus en plus nombreux, ils doivent être patentés comme tels et signalés, dans les communes où ils se tiennent, sur des espaces réservés. Insouciance et nonchalance sont les maîtres maux d'un été indigeste et ruineux. Exigence et vigilance sont les maîtres mots d'un été gourmand et bien arrosé. La France est le pays où tout est possible, et la belle saison permet d'aller découvrir des terroirs insoupçonnés. Faire sa propre police pour goûter aux délices. Consommons citoyen !

En week-end,
n'emportez que
le nécessaire.



4,80 €
SEULEMENT

Disponible dès
le vendredi

LES FIGARO
week-end